INSTITUT DE L'ELEVAGE idele

TENDANCES LAIT VIANDE

LES MARCHÉS DES PRODUITS DE L'ÉLEVAGE DE RUMINANTS | N° 341 - JUILLET/AOÛT 2022

Retrouvez "Tendances lait viandes", ses vidéos, ses documents, ses liens, ses rendez-vous sur mobile et PC : www.tendances-lait-viande.fr

Sommaire du numéro 341

Viandes bovines
- Gros bovins
  - France
    - L'inflation alimentaire participe à la hausse des ventes en valeur
    - L'offre reste limitée
- Jeunes bovins
  - Europe
    - Les prix se maintiennent
- Femelles
  - Europe
    - Entre réajustement des cours et inflation
- Maigre
  - Des cotations soutenues par une offre en broutards limitée
- Veaux de boucherie
  - Le recul saisonnier des cours est bien enclenché
- Veaux nourrissons
  - Les prix plafonnent

Lait de vache
- Collecte laitière
  - Les prix du lait records ne relancent pas la production dans l'UE-27
- Marché des produits laitiers
  - Fabrications et exportations européennes en repli au premier quadrimestre 2022
  - Échanges mondiaux : moindre présence des acheteurs de poudres de lait dans un contexte d'offre limitée
- Consommation
  - Effondrement de la consommation des produits laitiers biologiques

Viande ovine
- France
  - Le cours français toujours historiquement élevé
- UE et monde
  - Léger regain des disponibilités de viande ovine

Lait de chèvre et viande
- Lait de chèvre
  - Collecte printanière entravée

Marchés des grains : Dynamique globale à la baisse

Poursuite de la hausse des charges

Dernière révision le 19 juillet 2022

Si l'inflation continue de progresser et affecte le pouvoir d'achat des ménages dans l'ensemble des pays européens, la saison touristique en Europe du Sud est bien lancée et stimule malgré tout la demande de la restauration. En parallèle, l'offre de bovins à abattre reste globalement limitée.

Les cours des bovins se maintiennent donc à des niveaux élevés partout en Europe. Mais c'est également le cas des coûts de production qui eux ne cessent de grimper et, avec la sécheresse, poussent à l'accélération de la décapitalisation allaitante en France. Les cours des veaux de boucherie ont entamé leur baisse saisonnière. Et la cotation française du veau nourrisson n'a pas enregistré de pic saisonnier, contrairement à la cotation espagnole qui continue de creuser l'écart.

Viandes bovines » Gros bovins » France »

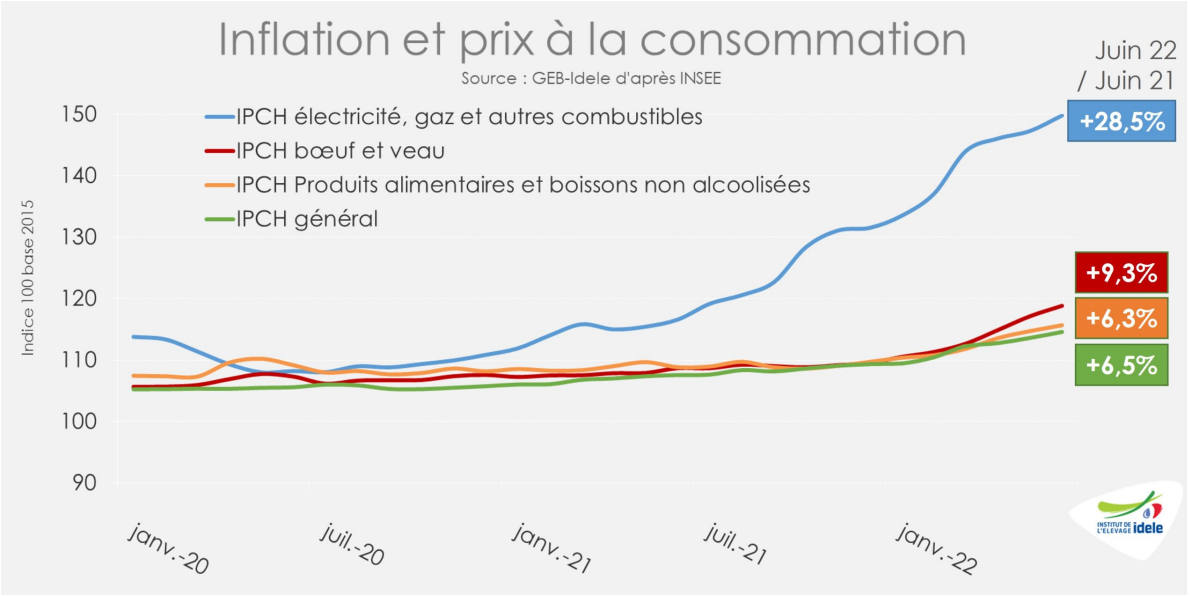
L'inflation alimentaire participe à la hausse des ventes en valeur

Dernière révision le 19 juillet 2022

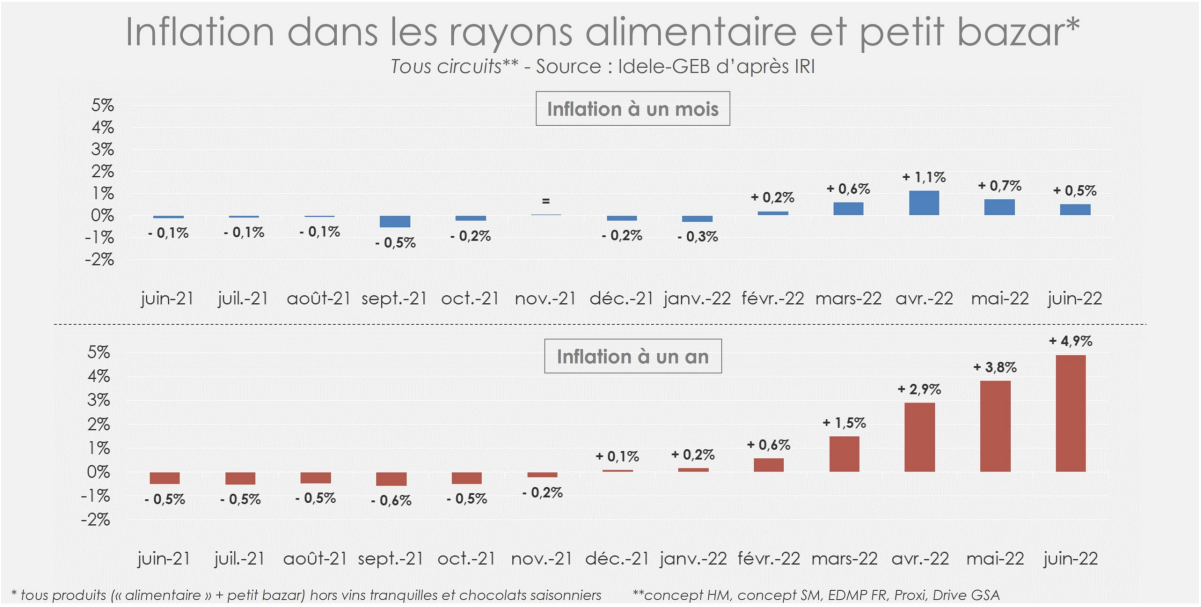
L'inflation alimentaire a de nouveau progressé en juin, bien que toujours inférieure à celle de la zone euro. Les ventes au détail ont progressé en valeur, mais pas en volume. Le dynamisme du secteur de la RHD a participé au redressement des importations. La consommation par bilan a progressé en avril pour le 2ème mois consécutif.

Inflation relativement soutenue

En juin 2022, l'indice général des prix à la consommation harmonisé (IPCH) de l'INSEE a poursuivi sa progression (+6,5% sur un an, après le +5,8% de mai). L'inflation était à nouveau forte sur les produits alimentaires (+6,3% /mai 2021) et les viandes de bœuf et de veau étaient largement concernées (+9,3% en juin contre +8,5% en mai). Mais l'inflation en France est toujours inférieure à la moyenne de celle dans la zone euro où l'IPCH y atteignait 8,6% en juin 2022, après 8,1% en mai, d'après Eurostat. Et l'inflation alimentaire y atteignait 8,9%, comparé à 7,5% en mai.



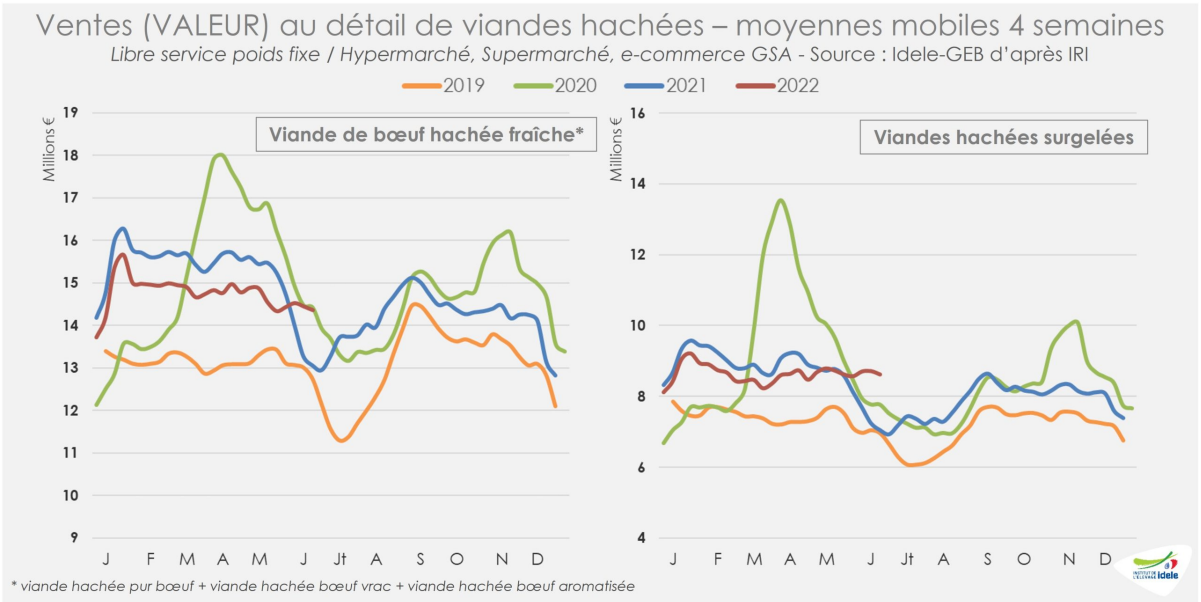
D'après IRi, le niveau d'inflation dans les rayons « alimentaire et petit bazar » a encore progressé en juin, à +4,9% /juin 2021 contre +3,8% en mai et +2,9% en avril. Le rayon « épicerie salée » restait le plus affecté (+6,7% /2021). L'inflation des rayons produits frais non laitiers (dont les viandes réfrigérées) comme des surgelés (dont les viandes congelées) restait soutenue en juin (respectivement +5,5% et +6,6% /2021).



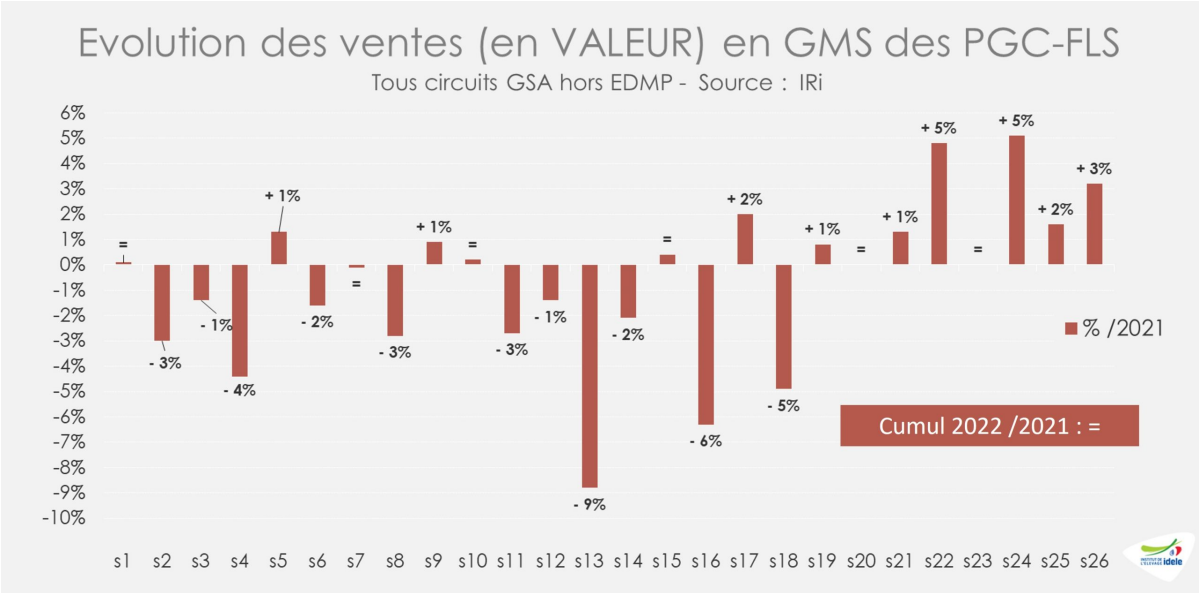
Parmi les dix catégories les plus touchées par l'inflation, les viandes hachées surgelées figuraient à la 1ère place en juin (+21%) devant les pâtes alimentaires (+17%). Les viandes hachées du rayon frais complétaient le podium (+15,5%), devant l'huile et la moutarde.

Avec une inflation soutenue, les ventes de viandes hachées au détail progressent en valeur

Alors que l'inflation a continué de progresser, **les ventes de viandes hachées en valeur** dépassent désormais les niveaux des années précédentes. En cumul sur les 25 premières semaines de 2022, elles sont nettement supérieures à l'avant pandémie, tant pour le bœuf haché frais (-3% /2021 mais +13% /2019) que pour le haché surgelé (= /2021, mais +18% /2019).

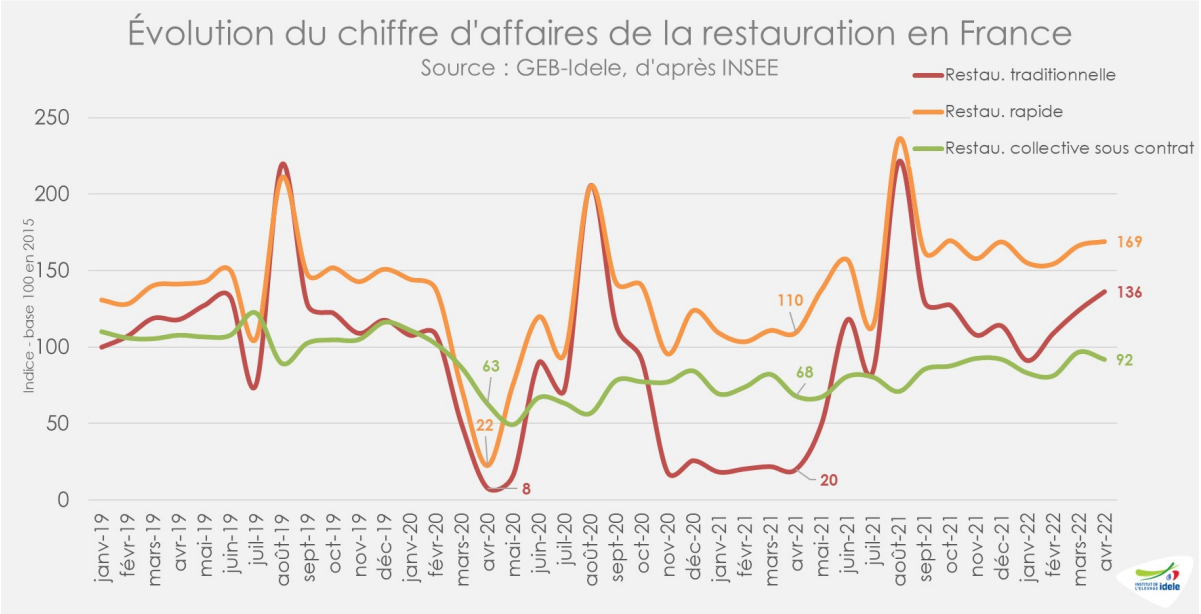


Portées notamment par l'inflation, les ventes des produits de grande consommation et frais libre-service (PGC-FLS) depuis le début de l'année restaient nettement supérieures à l'avant-pandémie et proches de celles de l'année dernière d'après IRi. Sur 26 semaines, elles étaient équivalentes à l'année dernière (= /2021). Mais entre les semaines 23 et 26, les ventes affichaient un recul en volume trois semaines sur quatre.

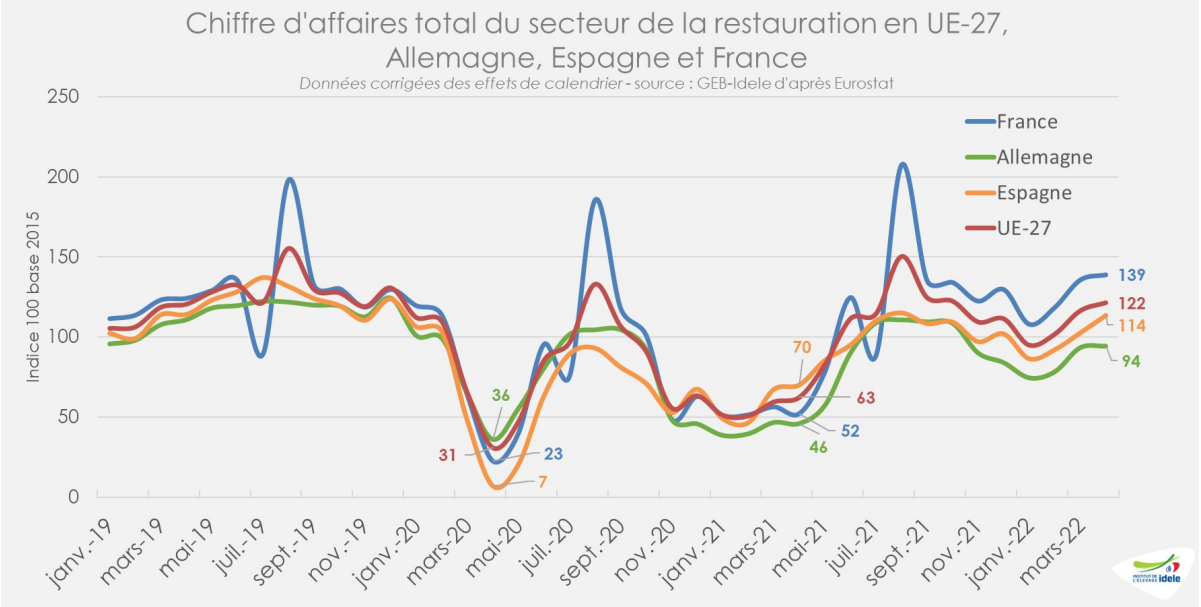


Le chiffre d'affaires de la RHD toujours soutenu en France

En **avril 2022**, le chiffre d'affaires global de la RHD **en France** restait supérieur au niveau d'avant pandémie (x2,7 /2021 ; x6 /2020 et +12% /2019). Alors que le mois d'avril 2021 et surtout avril 2020 étaient marqués par de fortes restrictions, le secteur de la restauration rapide était à nouveau en progrès par rapport à l'avant pandémie (+20% /2019) et la restauration traditionnelle avait progressé aussi (+16% /2019). La restauration collective continuait cependant de pâtir des habitudes prises lors de la pandémie comme le télétravail (-15% /2019).

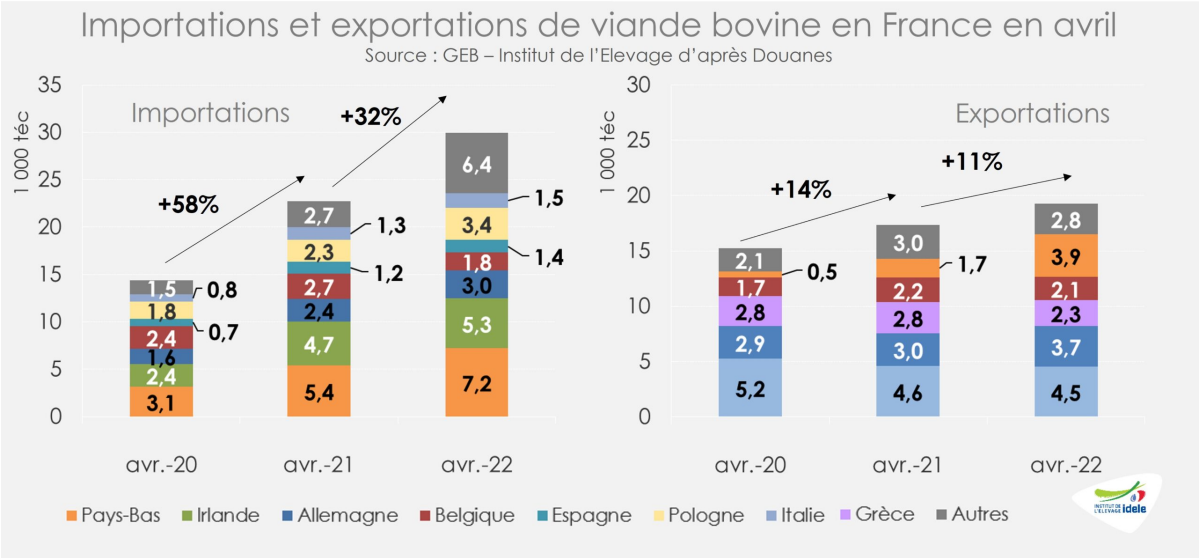


Dans **l'Union européenne**, la reprise d'activité du secteur de la RHD restait très hétérogène en **avril 2022**. Le chiffre d'affaires global de la RHD au sein de l'UE-27 était en léger progrès par rapport à l'avant pandémie (+94% /2021 ; x4 /2020 et +1% /2019). Il était proche de celui de l'avant pandémie en Espagne (+62% /2021 ; x16 /2020 mais -1% /2019), mais la situation restait dégradée en Allemagne (x2 /2021 ; x2,6 /2020 mais -15% /2019).



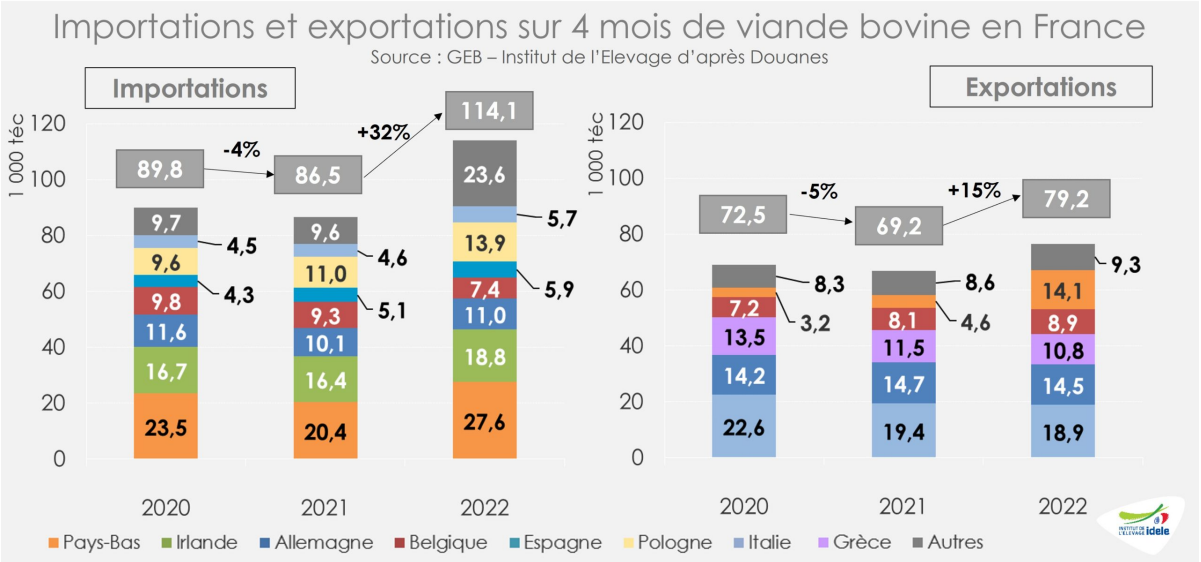
Le commerce extérieur a poursuivi sa progression en avril

En **avril 2022**, le commerce extérieur français de viande bovine (importations et exportations) a de nouveau poursuivi sa progression sur un an d'après les **Douanes françaises**. Les exportations ont atteint 19 300 téc (+11% /2021 et +30% /2020) quand les importations ont approché les 30 000 téc, (+32% /2021 et x2 /2020).



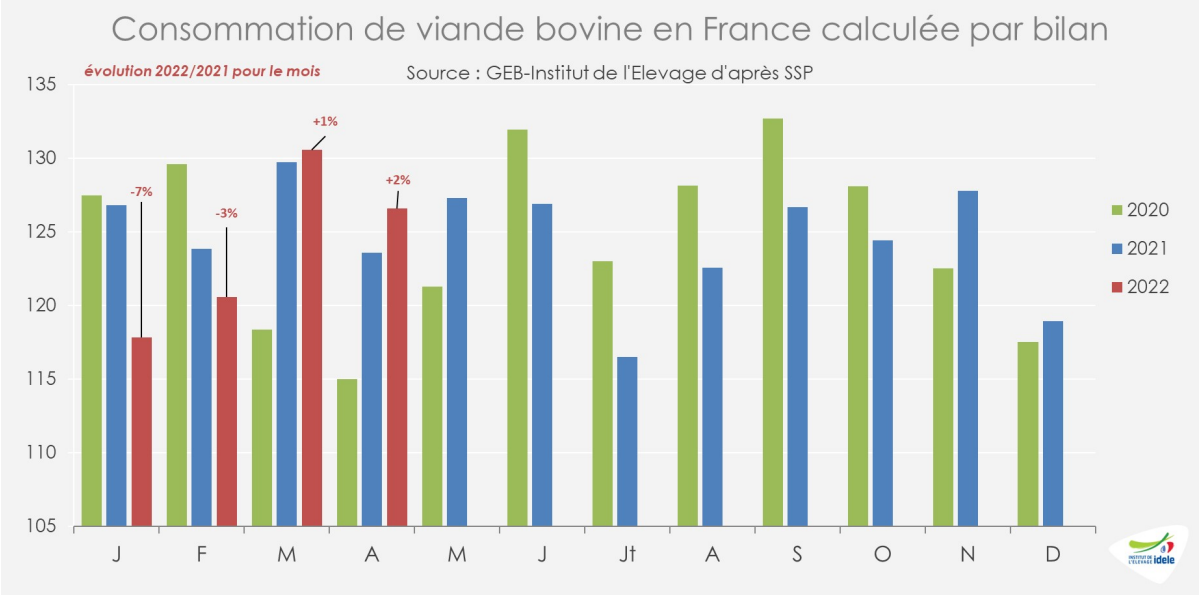
En cumul **sur les quatre premiers mois de 2022**, les exportations françaises ont atteint 79 200 téc (+15% /2021, +9% /2020 et +3% /2019). Et les importations 114 100 téc (+32% /2021, +27% /2020, mais -2% /2019).

L'intensification des exportations vers les Pays-Bas (+36% /2021 à 27 600 téc) reste à mettre en relation avec la nette hausse des importations françaises depuis le Royaume-Uni (x3 /2021 sur 4 mois à 16 000 téc). En effet, depuis le *Brexit* et dans un but de simplification, certains importateurs néerlandais choisissent de dédouaner les viandes britanniques en France avant de les réexpédier vers les Pays-Bas.

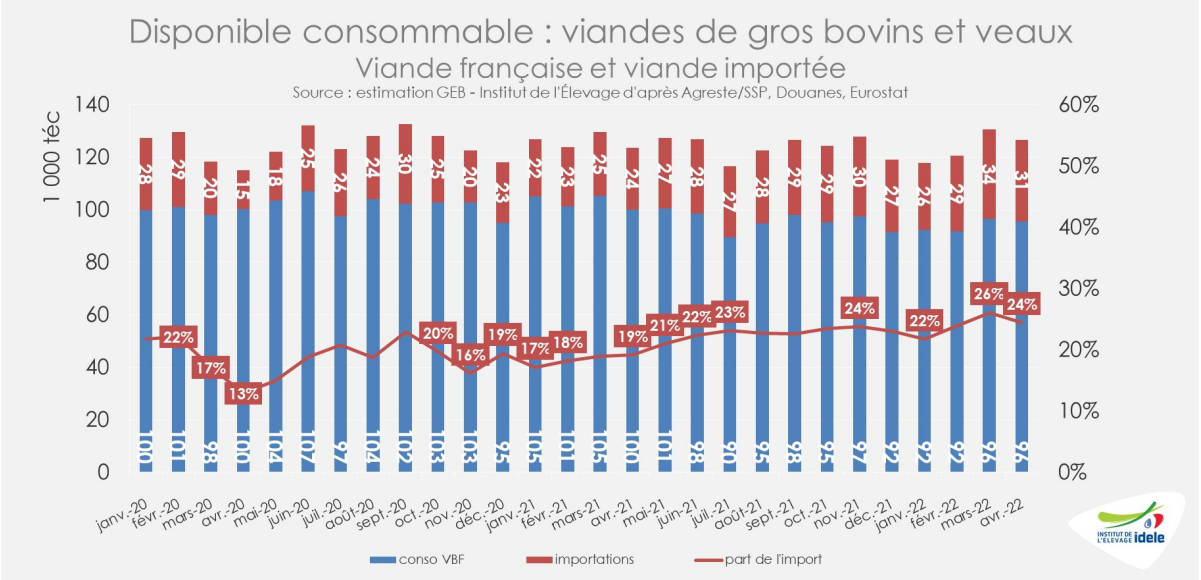


La consommation par bilan a de nouveau progressé en avril

Pour le 2ème mois consécutif, la consommation calculée par bilan a progressé d'une année sur l'autre. **En avril 2022,** elle a atteint 126 600 téc (+2% /2021 et +7% /2020). En cumul sur quatre mois, elle flirtait avec les 496 000 téc (-2% /2021, mais +1% /2020).



Avec des importations plus importantes que durant la pandémie, la part d'import dans les disponibilités totales atteignait 24% en avril 2022, niveau légèrement supérieur à l'avant covid-19.



Attention toutefois, les effets des éventuelles variations de stocks, importantes à certaines périodes, ne sont pas intégrés dans cette estimation et la lecture mensuelle ne doit pas être sur-interprétée !

Viandes bovines » Gros bovins » France »

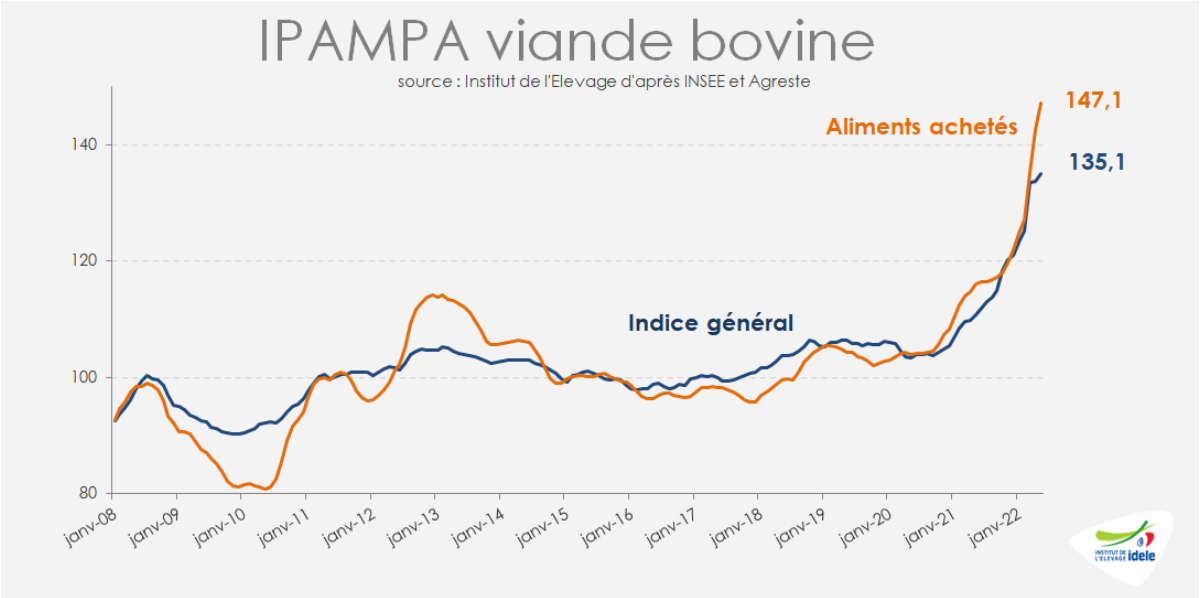
L'offre reste limitée

Dernière révision le 19 juillet 2022

L'offre en gros bovins finis reste très limitée en France, ce qui permet de maintenir les cours à des niveaux historiquement hauts. Mais ces prix ne permettent pas toujours de couvrir l'ensemble des coûts de production qui ont connu une envolée spectaculaire. Contrairement aux autres catégories de bovins, les abattages de femelles allaitantes restent dynamiques et la décapitalisation s'accélère.

Des charges en très forte hausse

L'invasion de l'Ukraine par l'armée russe depuis fin février a accéléré l'envolée des prix de tous les intrants. En mai 2022, l'IPAMPA viande bovine (indice des prix d'achat des moyens de production agricoles, base 100 en 2015) est reparti à la hausse, à 135,1 (+20% /2021 et +31% /2020). L'indice des prix des aliments achetés était supérieur de +30% /2021 et +41% /2020, celui des énergies et lubrifiants de +55% /2021 et +102% /2020 et celui des engrais et amendements de +108% /2021 et +135% /2020.



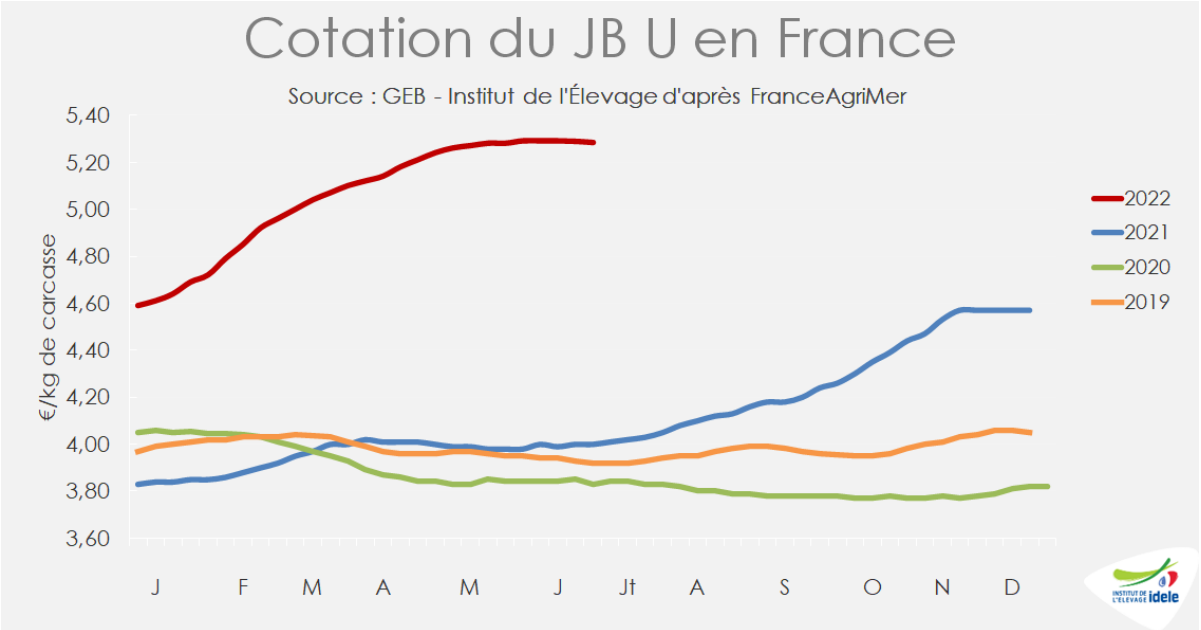
Offre très restreinte en JB

Les sorties de jeunes bovins mâles restent très inférieures à celles des années précédentes. Sur les semaines 24 à 27, les abattages de JB de type viande étaient en baisse de -6% /2021 et ceux de JB de type lait en chute de -18% d'après l'indicateur hebdomadaire de Normabev.

Le coût très élevé de l'alimentation animale conduit par ailleurs à une réduction des poids de carcasse, de -0,4% /2021 pour les JB de type viande et -0,5% pour les JB de type lait. Cette relative pénurie exacerbe la concurrence entre acheteurs.

Prix des JB : la hausse ralentit

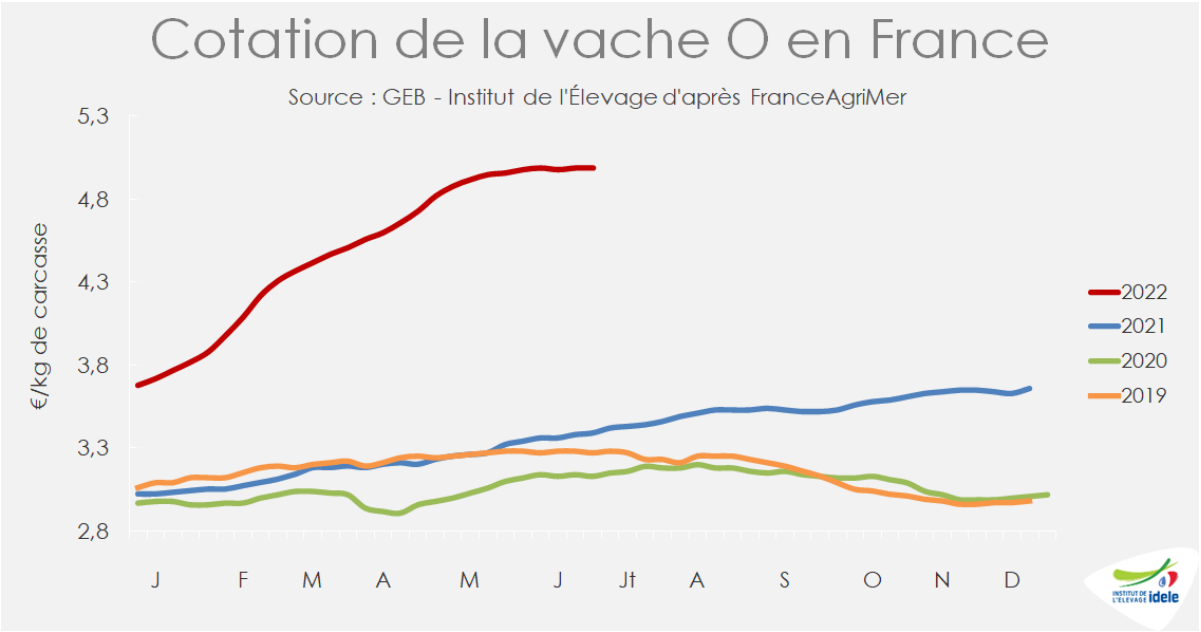
L'offre de viande de JB est restreinte globalement en Europe, mais l'inflation freine la demande si bien que les prix des JB plafonnent. Le JB U cotait 5,28 €/kg de carcasse début juillet (+32% /2021 et +38% /2020), le JB R 5,17 €/kg (+35% /2021 et +41% /2020) et le JB O 4,94 €/kg (+46% /2021 et +52% /2020).



Les vaches laitières très demandées

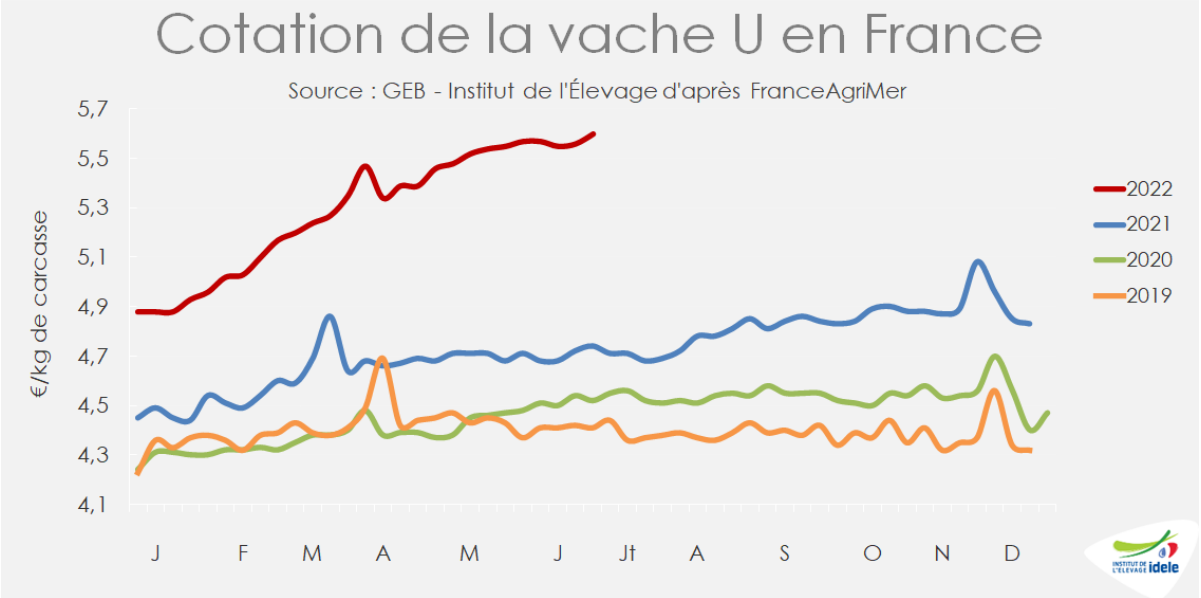
Après de nombreuses semaines de rétention, les abattages de vaches laitières ont été stables par rapport à 2021 sur les semaines 24 à 27, d'après l'indicateur hebdomadaire de Normabev. Mais la forte demande, notamment pour la fabrication de viande hachée (voir l'article consommation), presse les sorties au détriment de la finition, en témoigne la baisse du poids de carcasse moyen (-1,2% /2021 en moyenne).

Les cotations des vaches O et P ont encore gagné 1 centime sur les 4 dernières semaines pour atteindre 4,99 €/kg de carcasse en semaine 27 pour la vache O (+47% /2021 et +59% /2020) et 4,88 €/kg pour la vache P (+54% /2021 et +69% /2020).



La cotation de la vache U reste orientée à la hausse

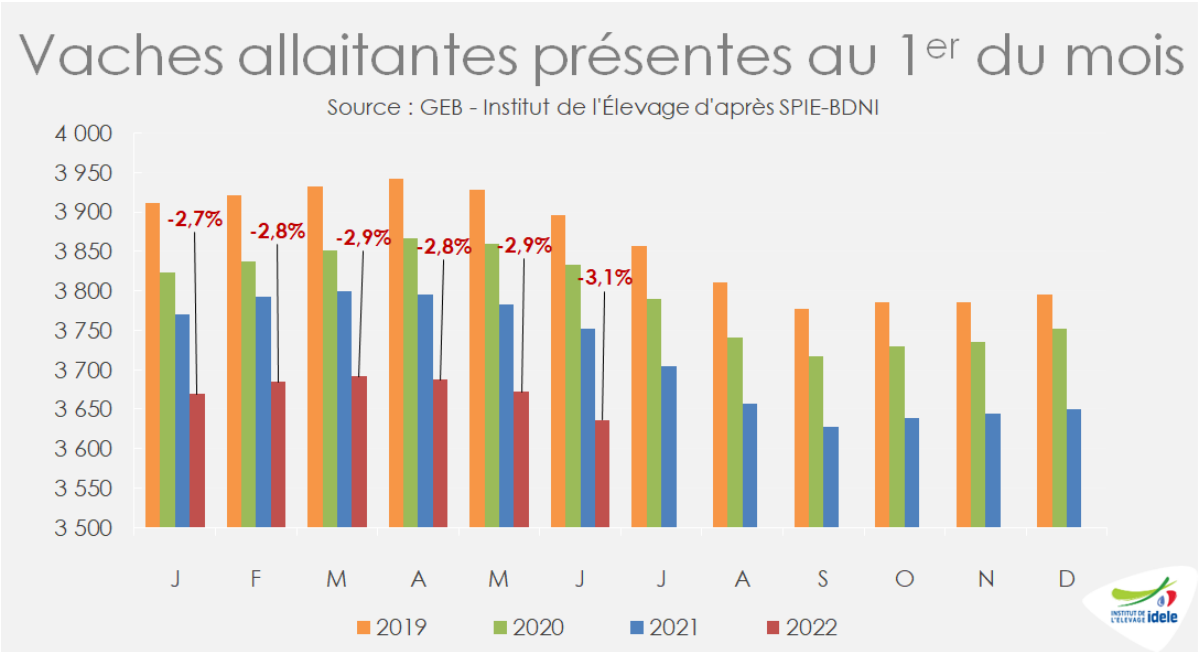
La cotation de la vache U a gagné encore 3 centimes sur les 4 dernières semaines pour atteindre 5,60 €/kg de carcasse début juillet (+18% /2021 et +24% /2020). Celle de la vache R n'a gagné qu'un centime, à 5,28 €/kg (+28% /2021 et +32% /2020).



La décapitalisation allaitante se poursuit

Sur les semaines 24 à 27, les abattages de vaches allaitantes ont augmenté de +3% /2021, de même que ceux de génisses de type viande, venant accélérer la décapitalisation. Les poids moyens en baisse de -0,9% pour les vaches et -0,7% pour les génisses suggèrent une moins bonne finition et peut-être une anticipation des sorties dans un contexte de sécheresse et de cherté des aliments achetés.

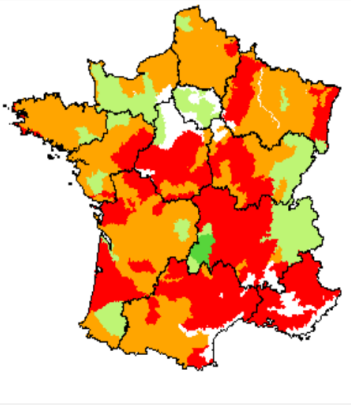
Le recul du cheptel allaitant s'est encore accéléré en mai. Au 1er juin, le nombre de vaches allaitantes présentes en France affichait un recul de -3,1% /2021. Les effectifs de génisses de 24 à 36 mois étaient par ailleurs en baisse de -2,3%.



La sécheresse et les vagues de chaleur impactent fortement la productivité des prairies

D'après l'indicateur ISOP d'Agreste, la sécheresse persistante impacte fortement la pousse de l'herbe. La production cumulée des prairies permanentes depuis le début de l'année jusqu'au 20 juin était inférieure de -19 % à la normale. La situation s'est dégradée en juin sur l'ensemble du territoire. En cumul sur les 3 derniers mois, seules 2% des régions fourragères présentaient un excédent.

Indicateur de rendement des prairies permanentes,
par région fourragère, au 20 juin 2022
Source : Agreste – Isop – Météo-France - INRAE



L'indicateur de rendement des prairies permanentes Isop, à une date donnée, est égal au rapport entre la pousse cumulée à cette date depuis le début de l'année et la pousse cumulée à la même date calculée sur la période de référence 1989-2018.

La légende des graphiques et cartes présentant des ratios de pousse cumulée par rapport à une valeur de référence correspond aux classes suivantes :

- Absence de données
- Déficit important : 75 % et moins ;
- Déficit faible : de plus de 75 % à 90 % ;
- Normale : de plus de 90 % à 110 % ;
- Excédent : plus de 110 %.

Viandes bovines » Jeunes bovins » Europe »

Les prix se maintiennent

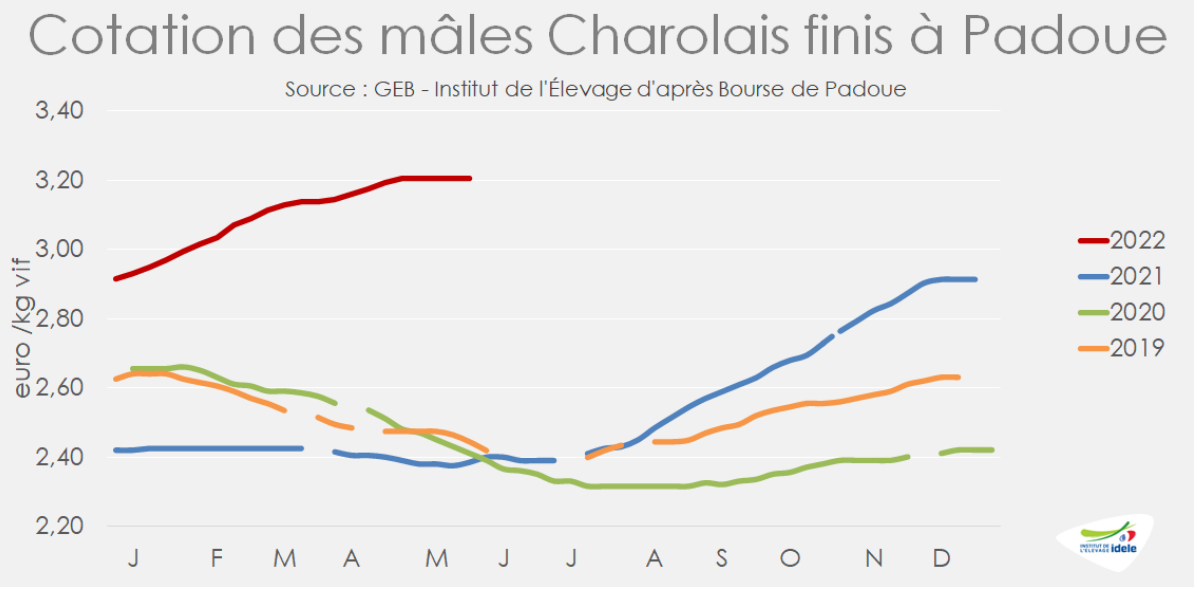
Dernière révision le 19 juillet 2022

L'inflation et les fortes chaleurs limitent les achats des ménages, mais la saison touristique est bien lancée en Europe du Sud ce qui stimule malgré tout la demande de la restauration. Les cours des JB restent historiquement élevés.

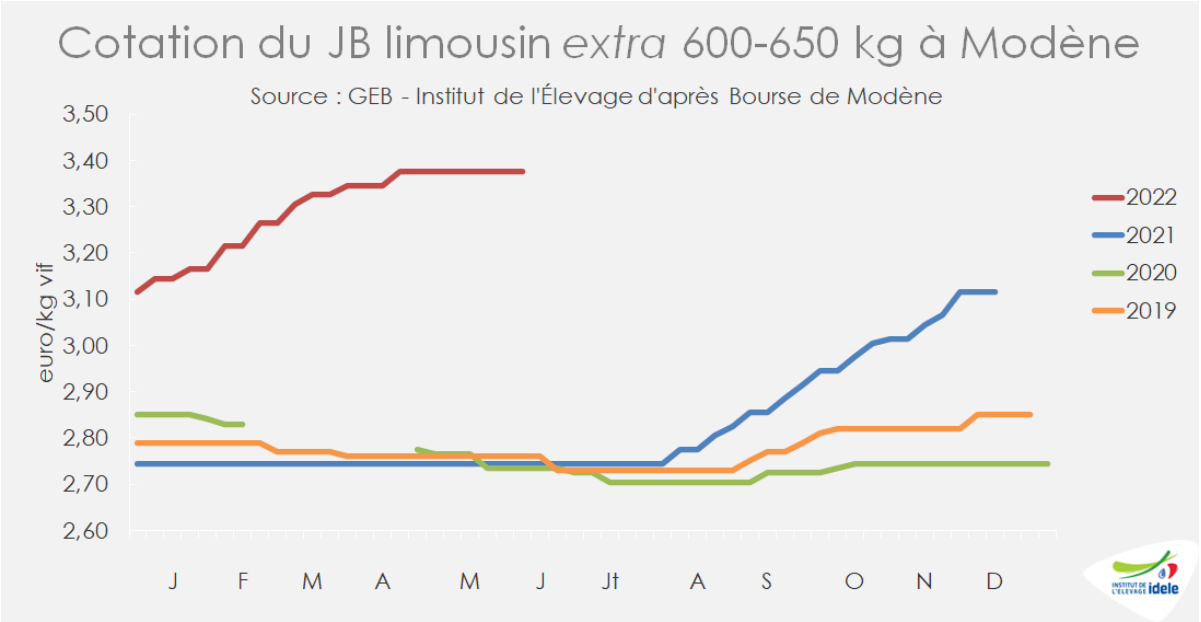
ITALIE : prix stationnaires à haut niveau

En **Italie**, les cotations des bovins finis mâles et femelles se maintiennent. Certes, les fortes chaleurs limitent les achats des ménages, mais la très bonne saison touristique soutient la demande de la restauration et permet de valoriser toutes les origines et de maintenir les prix des bovins finis.

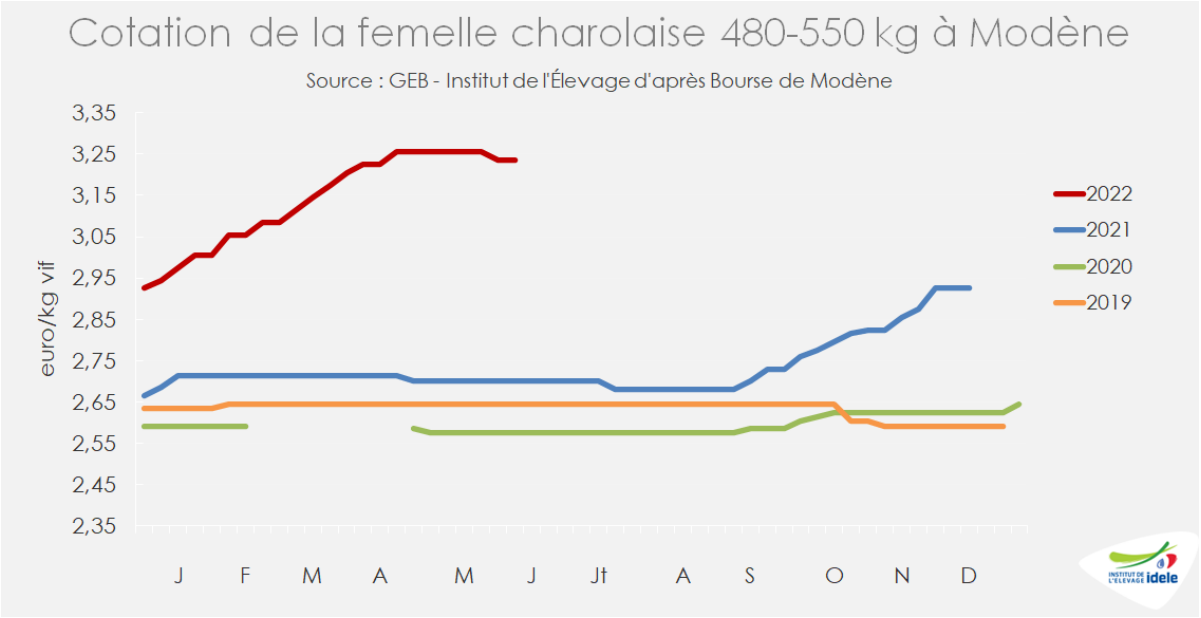
La cotation du JB mâle charolais à la bourse de Padoue restait stable à 3,21 €/kg vif début juillet (+34% /2021 et + 38% /2020).



La cotation du mâle limousin Extra à Modène était elle aussi parfaitement stable à 3,38 €/kg vif (+23% /2021 et 2020).

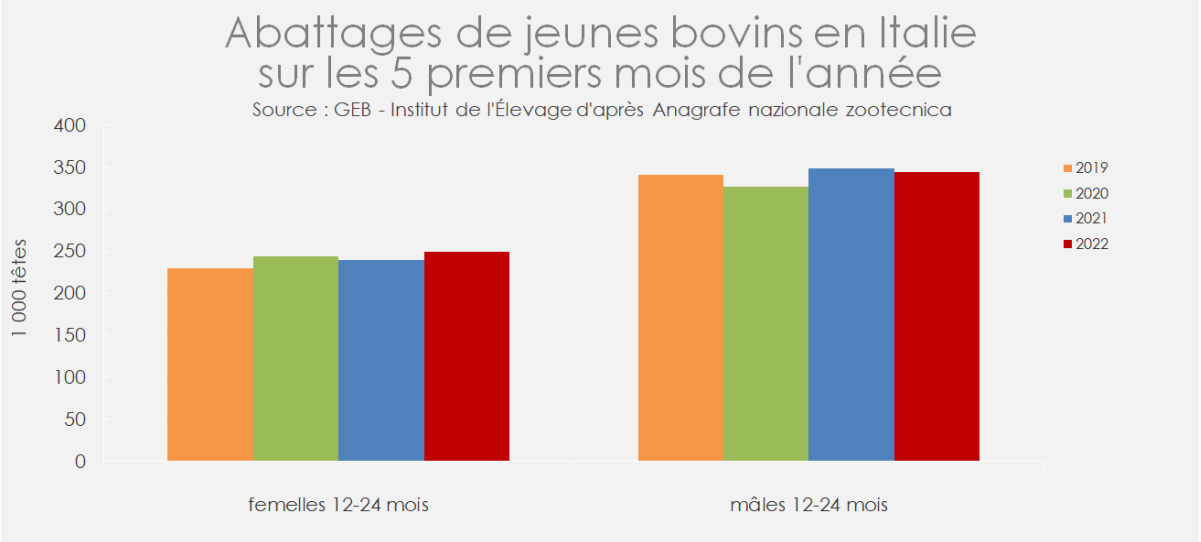


Les cotations des femelles sont également stationnaires depuis plusieurs semaines à Modène, à 3,45 €/kg vif pour la Limousine (+18% /2021 et +20% /2020) et 3,24 €/kg pour la Charolaise (+20% /2021 et +26% /2020).



Selon Istat, l'inflation a poursuivi son accélération en juin (+8,0% /2021, contre +6,8% en mai). Les prix de l'énergie ont bondi de +49% /2021, ceux des produits alimentaires non transformés de 9,6% et ceux des produits alimentaires transformés de +8,2%.

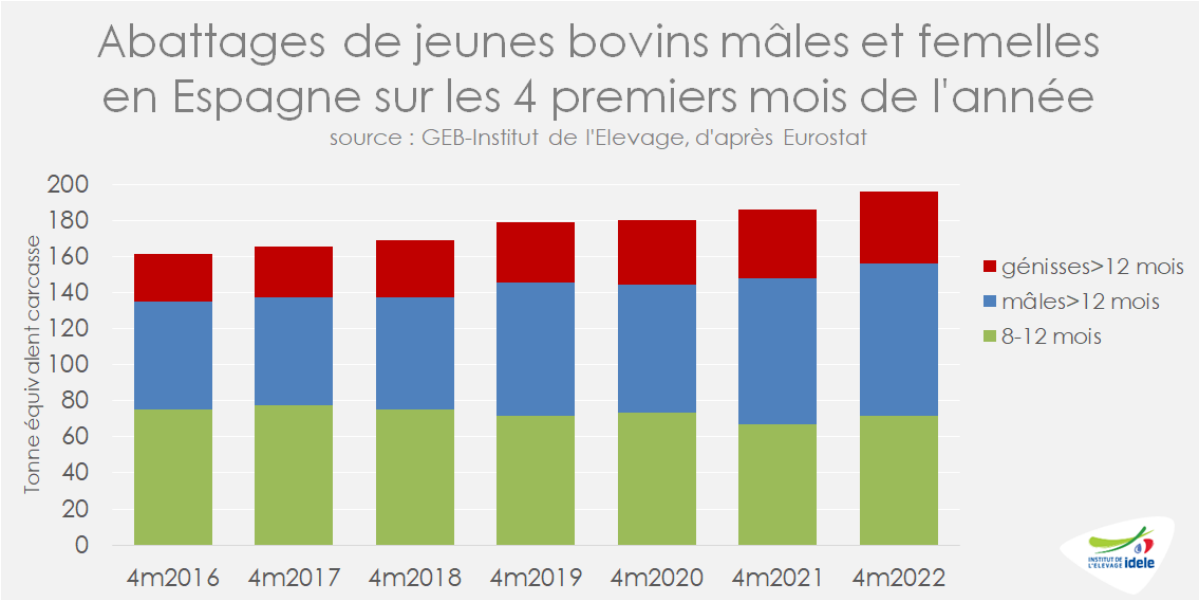
D'après la base de données Anagrafe zootecnica, 1,085 million de bovins de 12 à 24 mois ont été abattus en Italie sur les 5 premiers mois de l'année (+1% /2021), dont 250 000 femelles (+4% /2021) et 344 000 mâles (-1% /2021). Cette offre relativement abondante s'est placée facilement sur le marché national grâce à une moindre pression des viandes d'import.



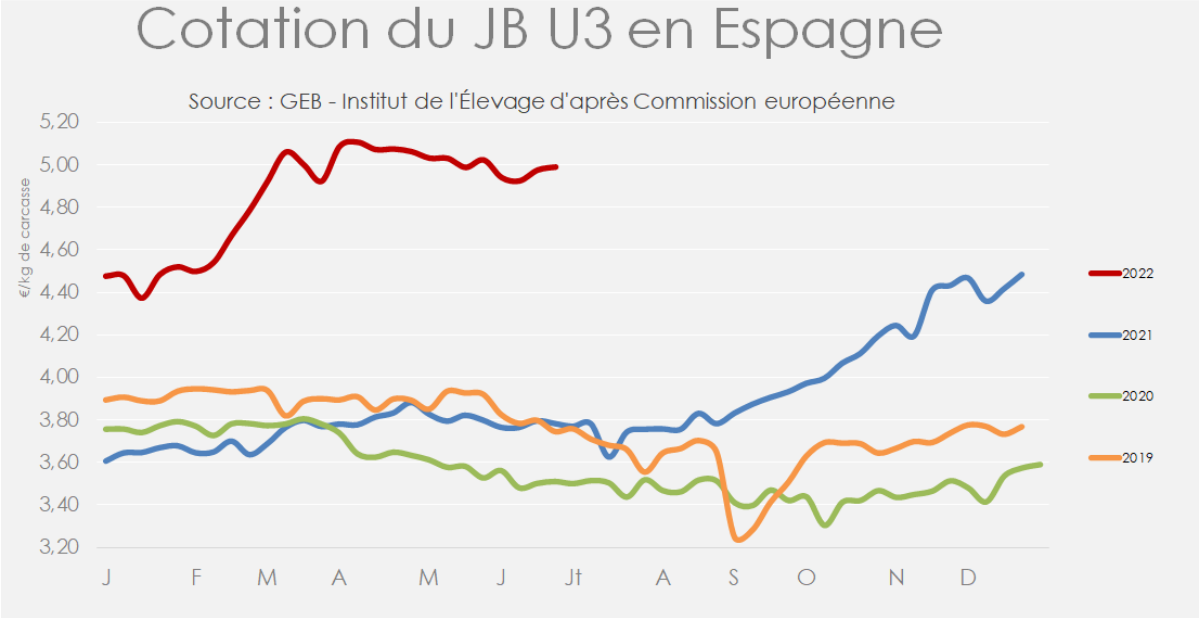
ESPAGNE : la hausse de production n'empêche pas le maintien des prix

En **Espagne**, la production de jeunes bovins poursuit sa hausse. Certes, la flambée des prix des matières premières inquiète dans un pays où l'engraissement est principalement basé sur des rations sèches très dépendantes de l'importation de céréales et d'oléagineux et où le coût alimentaire représente plus de la moitié du coût de production d'un JB. Mais il semble que pour l'instant les systèmes parviennent à y faire face, en témoigne le maintien des flux de petits veaux français vers l'Espagne.

Sur les 4 premiers mois de l'année, les abattages de jeunes bovins ont totalisé 196 000 téc (+5% /2021), dont 71 000 téc de bovins jeunes de 8-12 mois (+7% /2021), 85 000 téc de taurillons (+4% /2021) et 40 000 téc de génisses (+4% /2021).



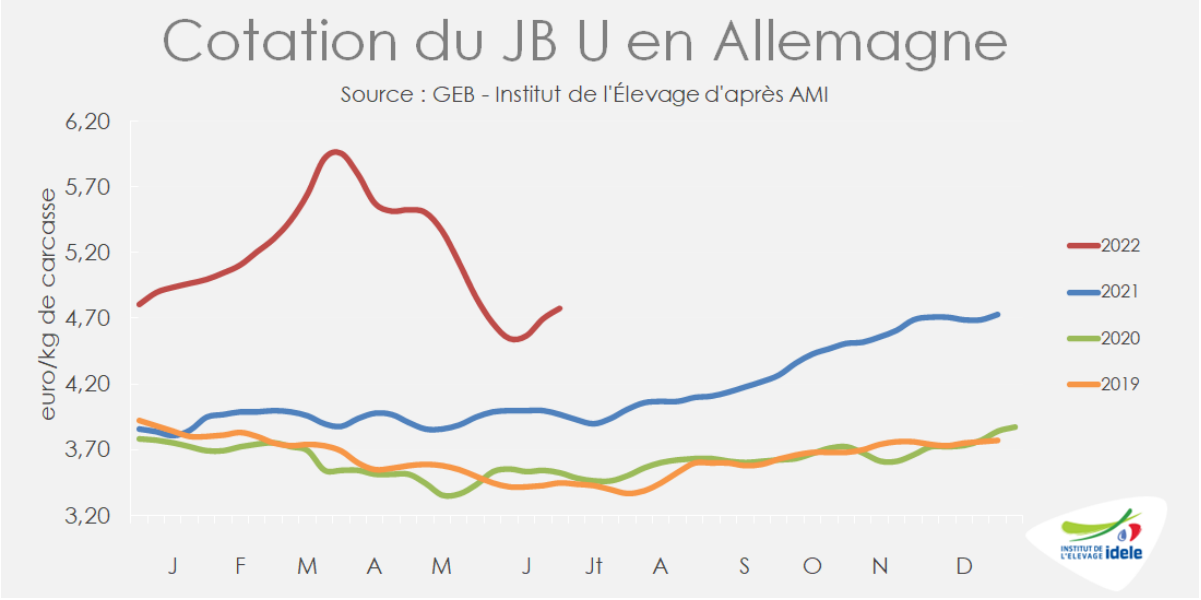
Malgré la hausse des sorties, les prix entrée abattoir restent à des niveaux historiquement élevés, car l'offre est globalement en retrait sur le marché européen. Le JB U espagnol cotait 4,99 €/kgéc en semaine 26 (+32% /2021 et +42% /2020) et le JB R 4,88 €/kgéc (+30% /2021 et +41%/2020).



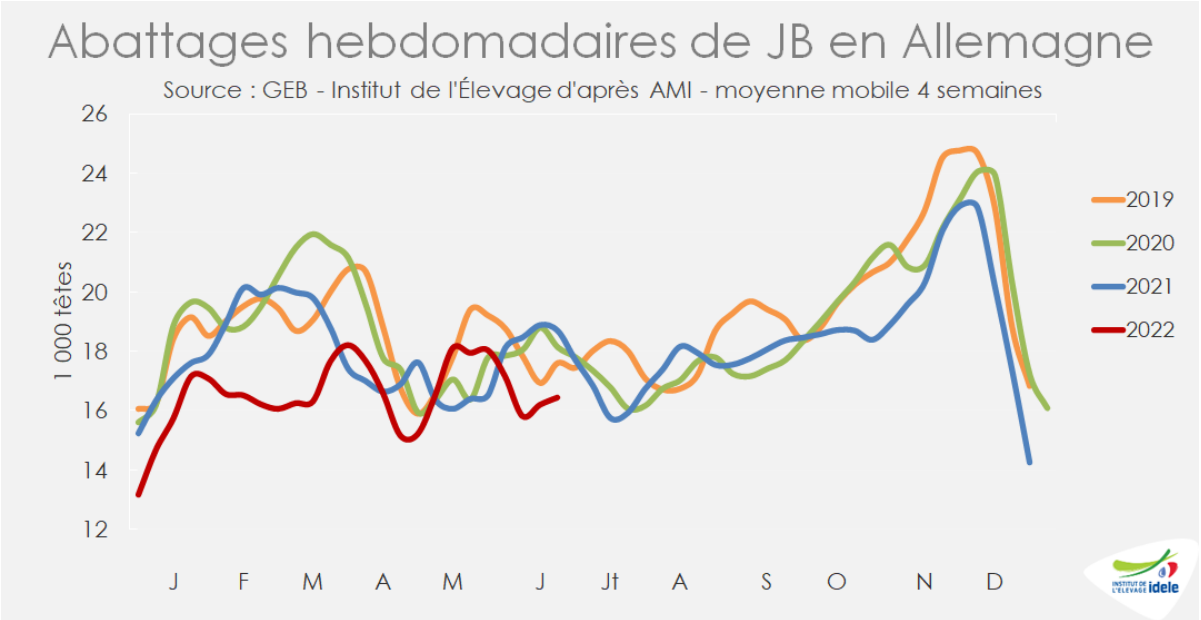
Toutefois, la filière est préoccupée par les difficultés à pouvoir répercuter des hausses sur les prix à la consommation. En effet, l'inflation s'emballe. Elle a dépassé les +10% en juin par rapport à juin 2021, grevant le pouvoir d'achat. Les familles espagnoles modifient leur panier alimentaire et se tournent vers les viandes les moins chères, notamment le porc. Heureusement, l'arrivée des touristes étrangers dynamise la demande en restauration et permet de valoriser les pièces d'aloyau.

ALLEMAGNE : les prix ont repris quelques centimes

En **Allemagne**, les prix s'étaient brusquement réajustés à la baisse en mai après la flambée du premier trimestre. Mais ils ont repris plus de 20 centimes/kg en juin. La cotation du JB U a fini le semestre à 4,78 €/kg de carcasse (+20% /2021 et +36% /2020), celle du JB R à 4,74 €/kg (+21% /2021 et +37% /2020) et celle du JB O à 4,49 €/kg (+21% /2021 et +39% /2020).



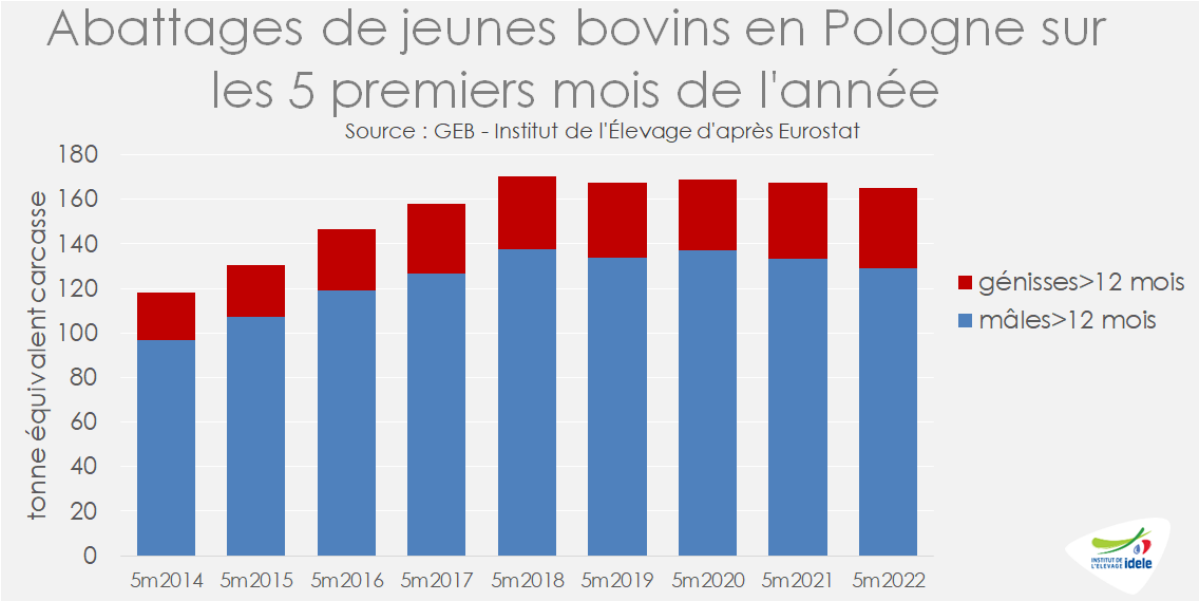
L'offre très limitée est en ligne avec une demande ralentie par l'inflation et par les départs en vacances à l'étranger après deux ans sans voyage. Sur les 5 semaines 22 à 26, les abattages de jeunes bovins ont enregistré une baisse significative par rapport aux années précédentes (-9% /2021 et -8% /2020).



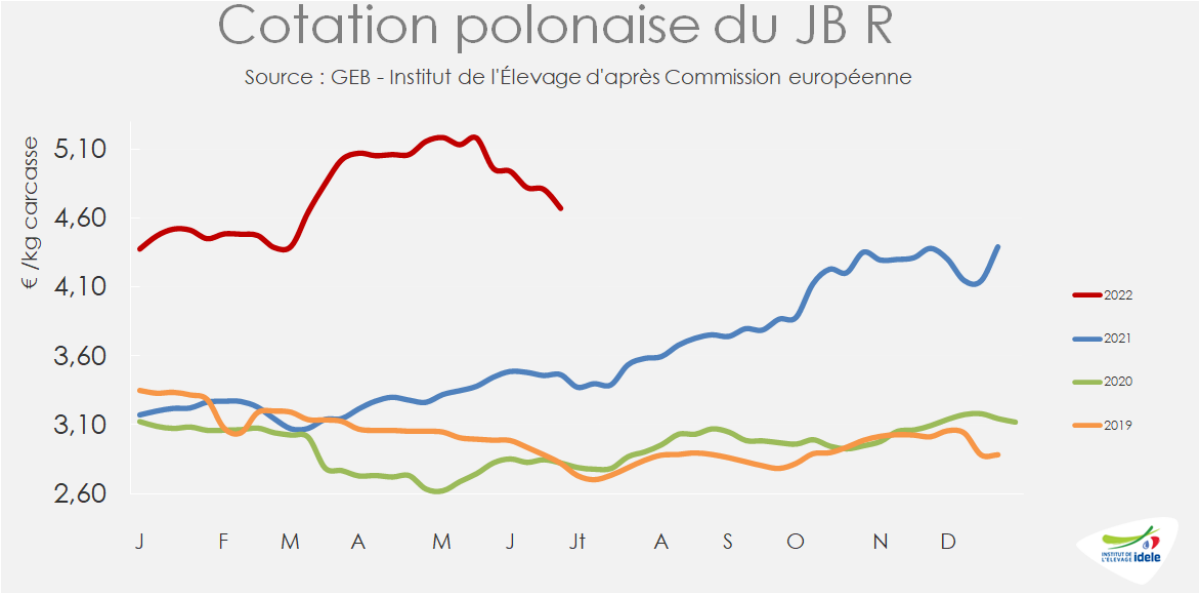
L'inflation a quelque peu ralenti en juin grâce aux mesures gouvernementales (baisse des taxes sur les carburants et réduction du coût des transports publics), mais elle reste élevée et freine les achats de viande bovine (lire l'article sur les femelles en Europe).

POLOGNE : la production plafonne

En **Pologne**, la production de jeunes bovins plafonne. Sur les 5 premiers mois de l'année, les volumes de jeunes bovins mâles et femelles abattus n'ont totalisé que 165 000 téc (-1% /2021 et -2% /2020), dont 129 000 téc de taurillons (-3% /2021 et -6% /2020) et 36 000 téc de génisses (+6% /2021 et +14% /2020). La part croissante de femelles dans la production témoigne d'une part de la difficulté croissante à trouver des veaux mâles (à 162 €/tête fin juin, les veaux mâles laitiers polonais restent les plus chers d'Europe, derrière les veaux autrichiens, à 168 €) et d'autre part de la mise en place d'une filière génisse pour servir le marché italien.



Après avoir culminé à 5,18 €/kg de carcasse mi-mai, la cotation du JB R polonais s'est réajustée à la baisse tout en restant au-dessus de son cours déjà élevé du 1er trimestre. A 4,67 €/kg fin juin, elle surplombe largement les niveaux atteints les années précédentes (+35% /2021 et +65% /2020 et 2019).

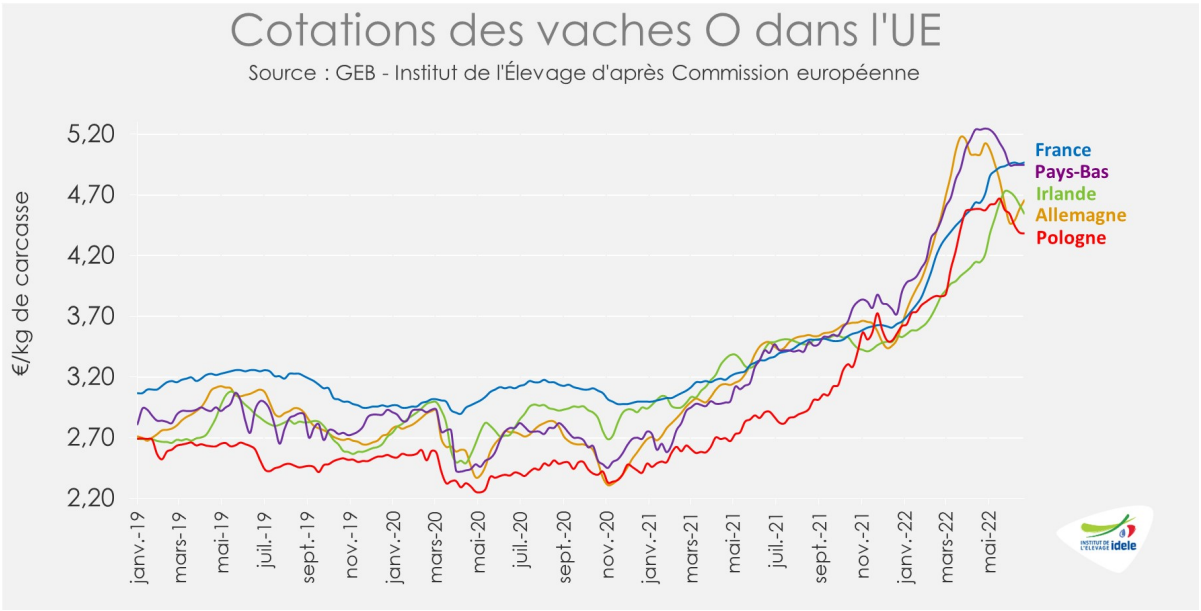


Viandes bovines » Femelles » Europe »

Entre réajustement des cours et inflation

Dernière révision le 19 juillet 2022

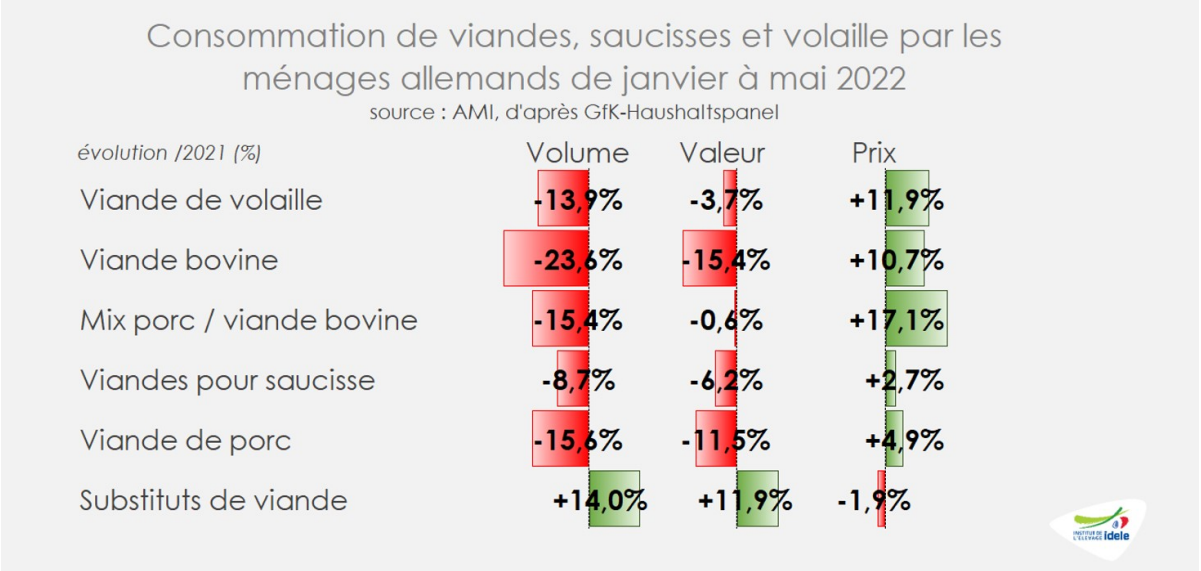
Si les cotations des réformes se sont réajustées à la baisse dans certains États membres de l'UE, elles demeurent à des niveaux élevés. Les disponibilités restent globalement limitées face à une demande quelque peu ralentie par les premiers effets de l'inflation sur le pouvoir d'achat des ménages.



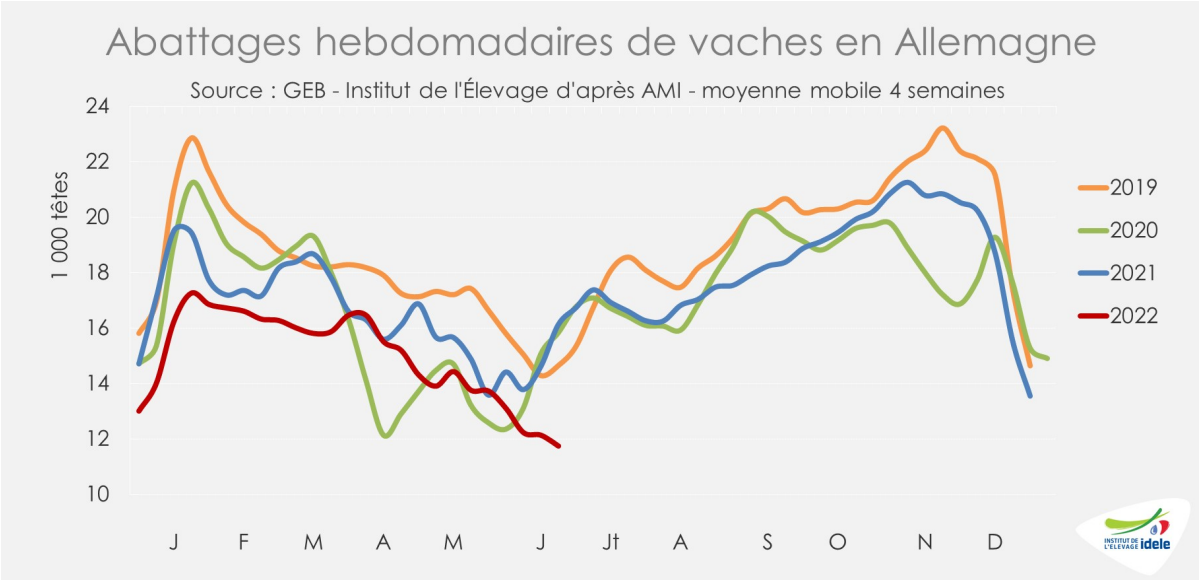
ALLEMAGNE : L'inflation est toujours soutenue. Les cotations repartent à la hausse.

En **Allemagne**, l'inflation a ralenti en juin grâce aux mesures de pouvoir d'achat décidées par le gouvernement dans le domaine des transports (instauration d'une baisse de taxe exceptionnelle sur le carburant et un ticket à 9 euros par mois dans les transports publics). Mais elle reste à un niveau historiquement haut : +7,6% /juin 2021 d'après l'institut de statistique Destatis (contre +7,9% en mai, un record). Et les prix de l'alimentation continuent de flamber : +12,7% /2021 en juin après +11,1% en mai.

Les ventes au détail de viande continuent de diminuer par rapport à l'année dernière, affectées à la fois par la fin des mesures de restriction autour de la RHD et par une inflation grandissante. Ainsi, en cumul sur les 5 premiers mois de 2022, la baisse des achats au détail de viandes a été marquée (-14% /2021 en volume) et la viande bovine a été particulièrement affectée (-24%). Rappelons que les premiers mois de 2021 étaient atypiques : les restaurants étant fermés, la consommation s'était reportée sur les ventes au détail. Aujourd'hui, la RHD peine toutefois à retrouver son niveau d'activité d'avant pandémie (lien article consommation).

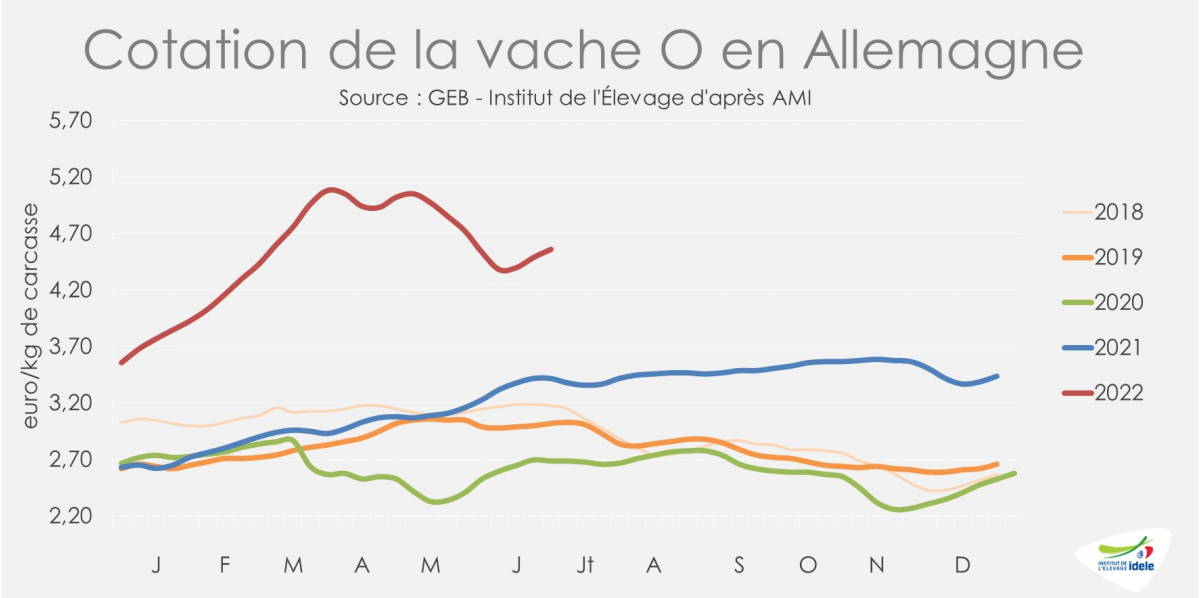


Les effectifs de vaches réformées sont actuellement faibles et la saison de récolte en cours en Allemagne limite considérablement les flux vers les abattoirs. Sur les semaines 23 à 26, les effectifs abattus étaient au plus bas (-27% /2021 et -26% /2020).



L'offre de réformes devrait restée limitée dans les mois qui viennent. D'après l'enquête cheptel du mois de mai les effectifs de vaches laitières (-1,9% /2021 à 3,817 millions de têtes) comme de vaches allaitantes (-2,1% à 612 400 têtes) étaient en retrait.

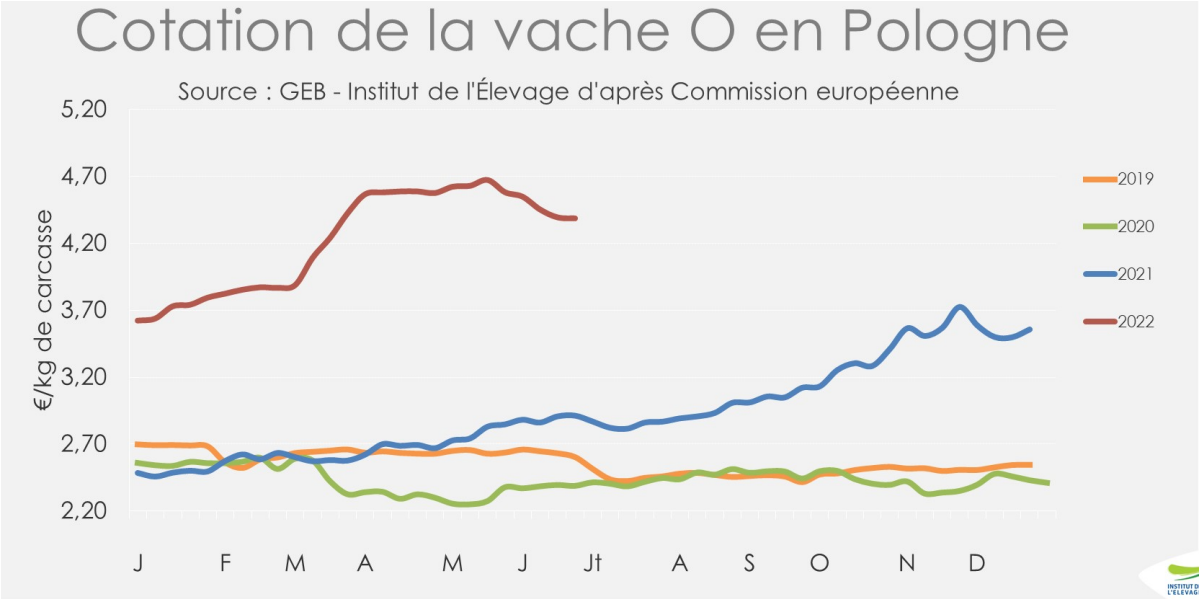
Après un réajustement à la baisse, les cours de réformes sont de nouveau orientés à la hausse. Ainsi, la cotation de la vache O a repris 18 centimes depuis la semaine 23 pour atteindre à 4,56 €/kgéc en semaine 26 (+33% /2021 et +70% /2020). D'après AMI, l'offre limitée pourrait jouer en faveur d'un redressement des cours en juillet.



Côté commerce extérieur, les importations allemandes de viande bovine se sont fortement contractées au 1er trimestre 2022 : seulement 89 000 téc ont été importées (-15% /2021 et -20% /2020). Tous les principaux fournisseurs communautaires ont été affectés.

POLOGNE : les cotations demeurent à un niveau élevé

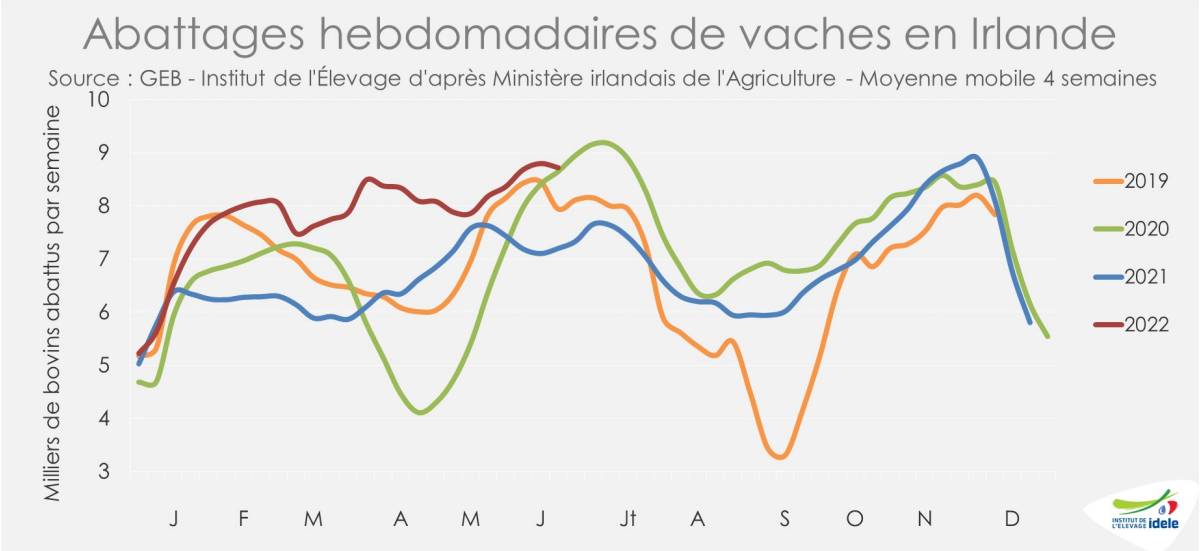
Les cotations se sont réajustées à la baisse en **Pologne** avant de se stabiliser à un niveau qui reste très élevé. En semaine 26, la cotation de la vache O atteignait 4,39 €/kg de carcasse (+50% /2021 et +84% /2020).



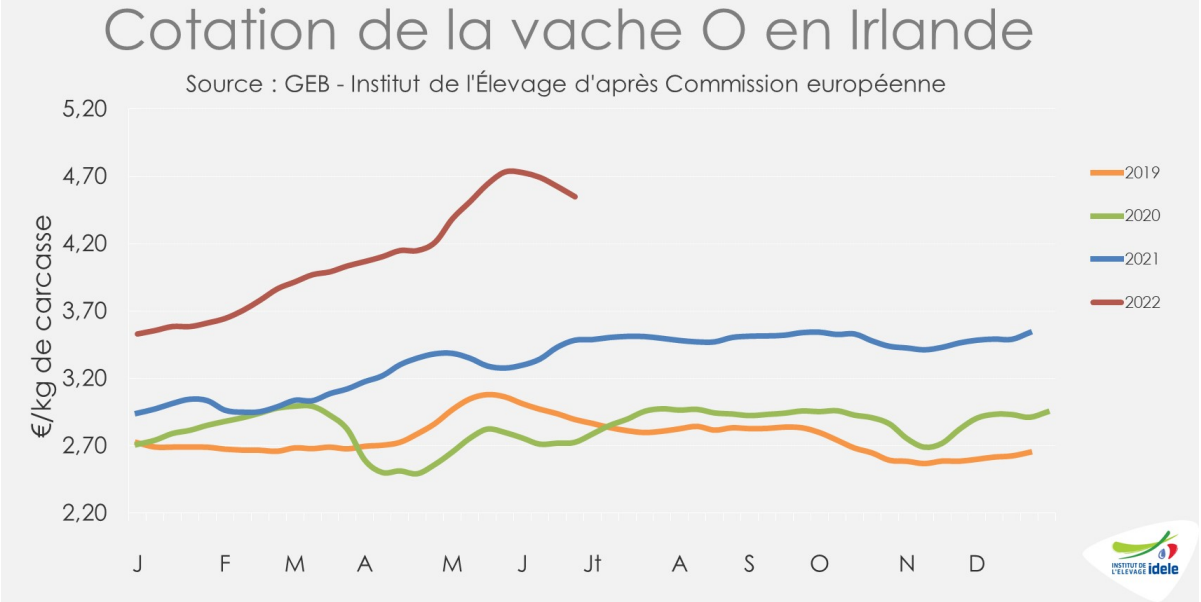
Depuis le début de l'année les abattages de vaches ont progressé et ont atteint 62 000 téc sur les 5 premiers mois de 2022 (+8% /2021, +13% /2020, +6% /2019 et = /2018) alors que 2020 et 2021 étaient atypiques (restauration fermée en Europe) tout comme 2019 (demande affectée par les scandales sanitaires). A ce volume se sont ajoutées 36 000 téc de viande de génisses (+6% /2021, +14% /2020, +8% /2019 et +11% /2018). Ces abattages abondants de femelles, alors que le cheptel était déjà en forte baisse en début d'année, devraient accentuer le repli du cheptel reproducteur polonais.

IRLANDE : réajustement des prix à la baisse

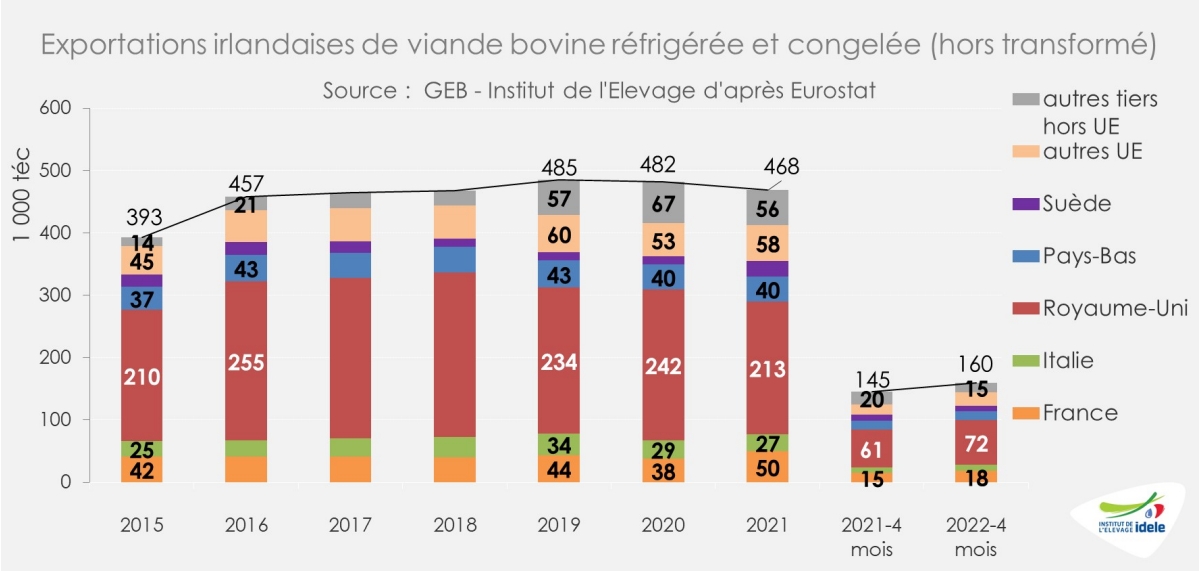
Les abattages de vaches en **Irlande** ont été à nouveau très dynamiques dans un contexte d'incertitude économique et de flambée des intrants qui engendre parfois des besoins urgents de trésorerie. Les éleveurs n'hésitent alors pas à réformer une ou deux vaches supplémentaires afin de profiter des prix actuels très rémunérateurs. D'après l'indicateur hebdomadaire du ministère de l'Agriculture irlandais, les abattages de vaches entre les semaines 23 et 26 restaient en hausse par rapport aux années précédentes (+21% /2021 et +1% /2020).



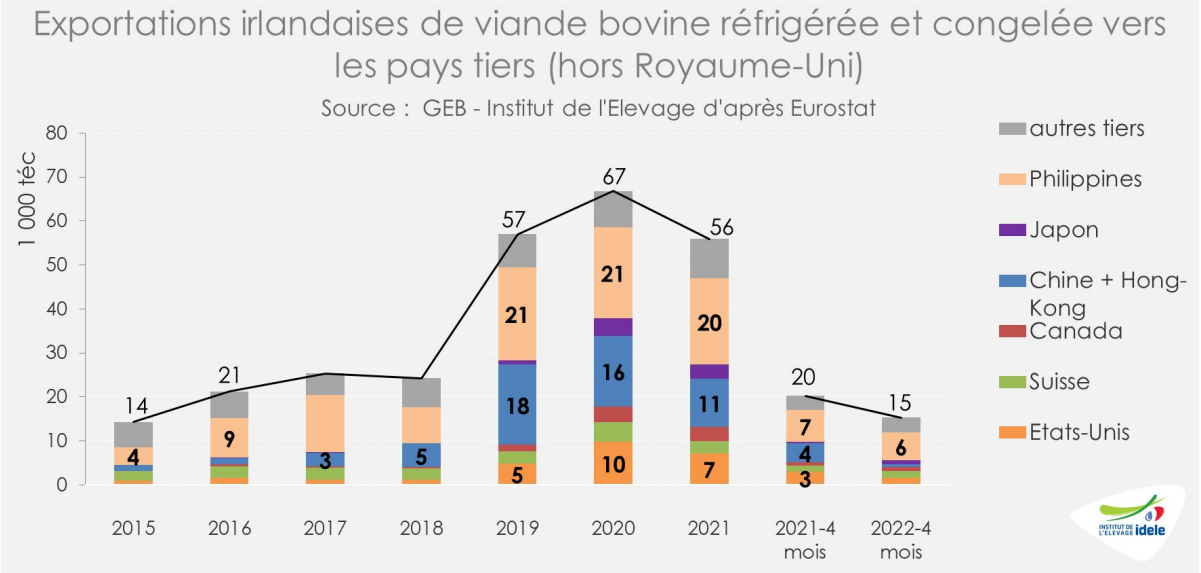
D'après *Bord Bia*, l'accélération de l'inflation en Europe a eu récemment des effets visibles sur les ventes de viande, faisant reculer légèrement les cotations. En semaine 26, à 4,55 €/kg le cours de la vache O a cédé 18 centimes en quatre semaines, mais demeure relativement élevée (+31% /2021 et +67% /2020). Mais après quatre semaines d'instabilité, les cours pourraient se stabiliser.



Avec la hausse de la demande en Europe en début d'année, les exportations irlandaises de viande bovine réfrigérée et congelée ont nettement progressé sur 4 mois. Elles ont dépassé les 177 000 téc (+12% /2021 et +2% /2020). Elles ont été particulièrement dynamiques vers le Royaume-Uni (+18% /2021 à 72 000 téc) et vers la France (+20% à 18 000 téc).

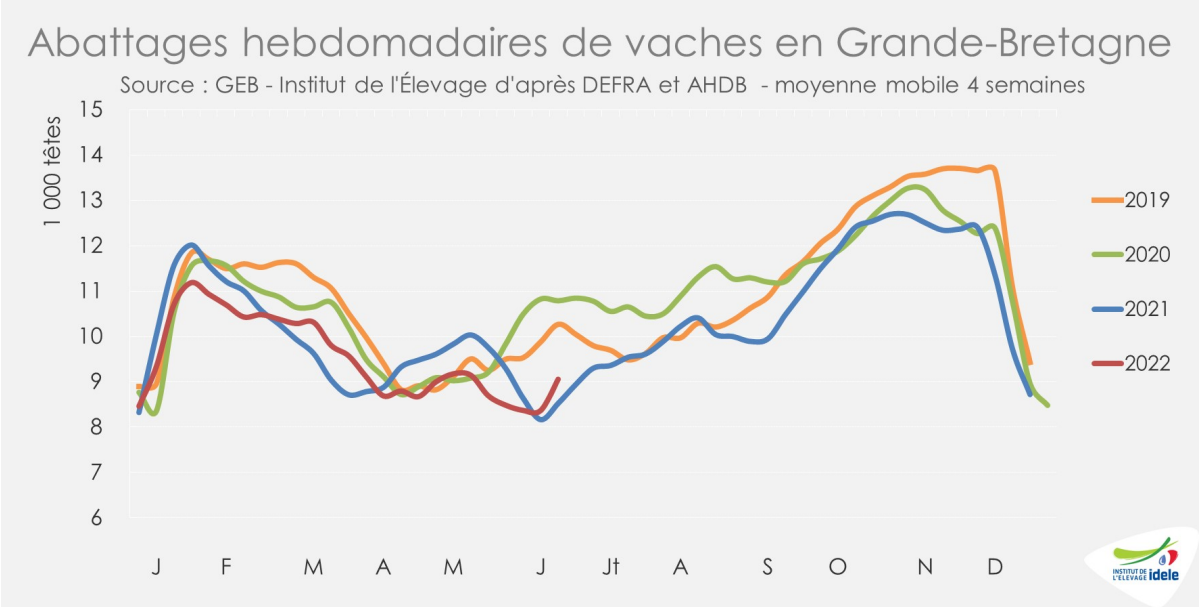


En parallèle, les expéditions vers les pays tiers, qui avaient progressé en amont du Brexit et au début de la pandémie de Covid-19, ont reflué sur les 4 premiers de 2022 (-25% /2021 à 15 000 téc). La stratégie de diversification des exportateurs irlandais semble désormais moins prioritaire dans une période de tension d'approvisionnement de viande bovine en Europe. Toutes les principales destinations sont concernées de façon plus ou moins marquée.

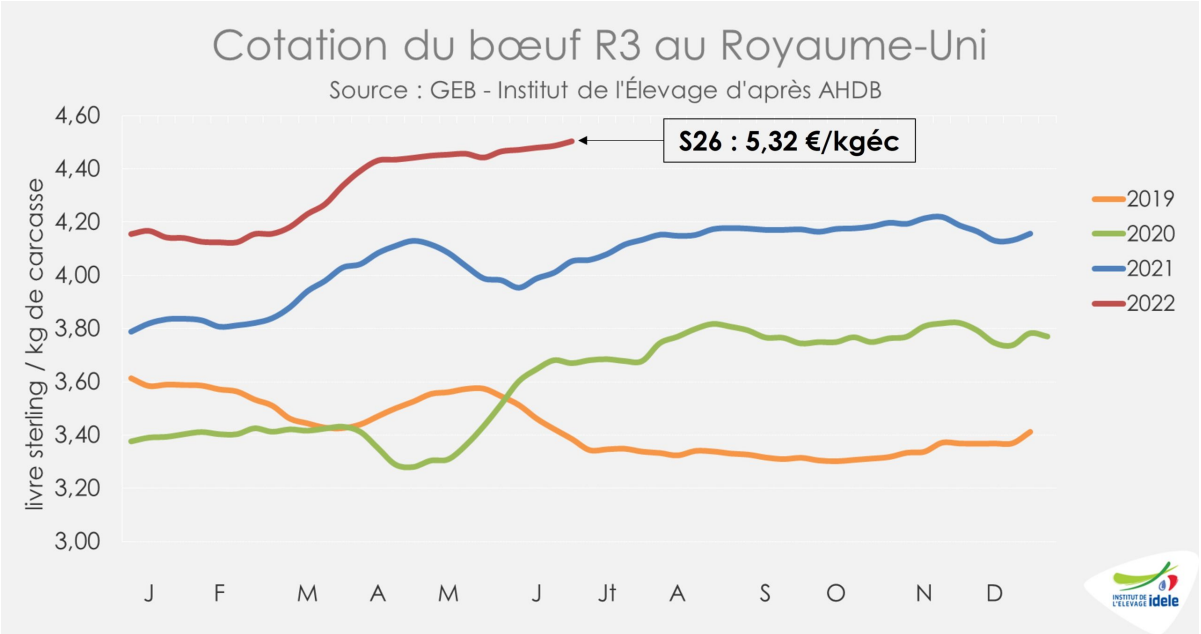


ROYAUME-UNI : progression de l'offre et poursuite de la hausse des cours

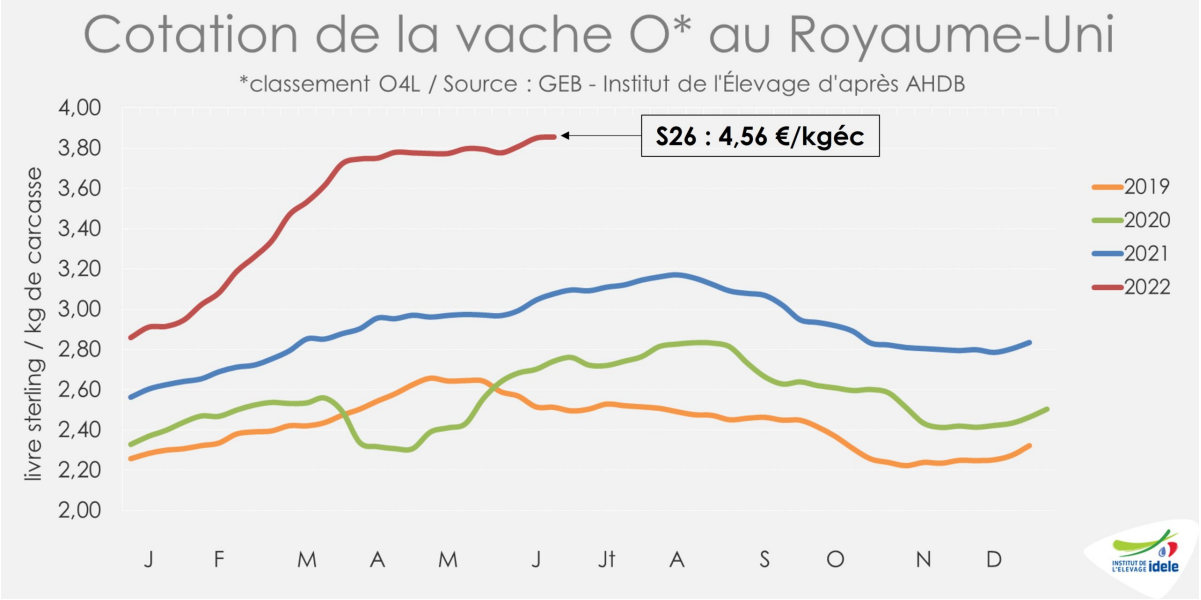
Au **Royaume-Uni**, les abattages de gros bovins ont légèrement rebondi d'après l'indicateur d'AHDB. Entre les semaines 23 et 26, ils se situaient à des niveaux intermédiaires par rapport aux deux années précédentes (+4% /2021 et -5% /2020). Même constat pour les abattages de femelles (+6% /2021 et -16% /2020).



En parallèle de la progression des abattages, les cours des bovins ont encore gagné du terrain. En semaine 26, la cotation de la vache O a atteint 3,8 £/kg de carcasse, soit 4,56 €/kg (+25% /2021 et +40% /2020).



Le cours de la génisse R3 et du bœuf R3 s'établissait en semaine 26 à 4,50 £/kg de carcasse (soit 5,32 €/kg de carcasse ; +11% /2021 et +23% /2020).



Comme observé depuis le début de l'année, les échanges britanniques de viande bovine ont poursuivi leur redressement post-*Brexit* en avril 2022. Le Royaume-Uni a en effet importé 20 000 tonnes de viande bovine réfrigérée et congelée (+10% /2021 soit +1 800 tonnes). Cette hausse s'explique essentiellement par la hausse des importations depuis l'Irlande, et notamment de viande bovine désossée congelée (+11% /2021 ou +1 600 tonnes). Les importations ont également augmenté de façon bien plus limitée depuis l'Allemagne et la Belgique. En cumul sur 4 mois, 78 000 tonnes ont été importées (+24% /2021).

Viandes bovines » Maigre »

Des cotations soutenues par une offre en broutards limitée

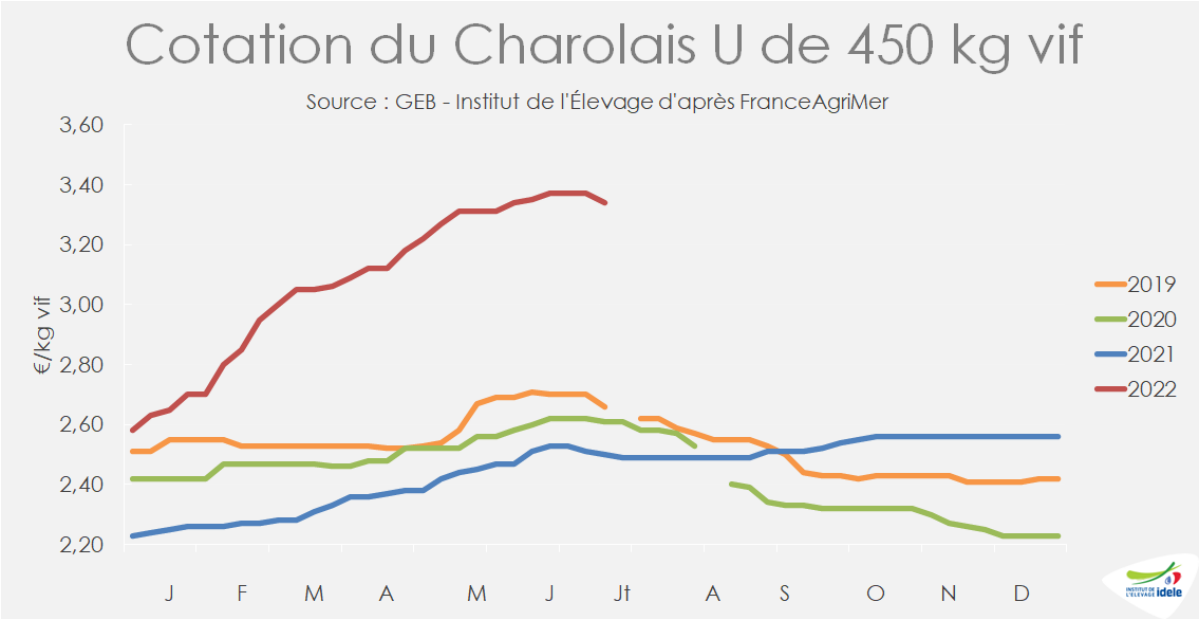
Dernière révision le 19 juillet 2022

Les cotations des broutards se sont stabilisées mi-juin avant de concéder quelques centimes mi-juillet. Elles restent élevées, soutenues par des disponibilités limitées. En effet, les naissances sont en net recul depuis le début de la campagne 2021-22, dans la lignée de la contraction du cheptel allaitant. Les coûts de production sont eux

toujours en hausse. Depuis le 1er juillet, la contractualisation, prenant en compte les indicateurs de coûts des éleveurs, est devenue obligatoire pour les bovins maigres de type viande.

La hausse des cotations suspendue depuis mi-juin

Les cotations des broutards ont d'abord progressé à un rythme modéré début juin, puis se sont stabilisées avant de concéder un à trois centimes mi-juillet. Ainsi en semaine 27, le Charolais U 450 kg cotait toujours à bon niveau, à 3,34 €/kg vif (+34% /2021 ou +84 centimes et +29% /2020). Les cours des JB en France comme en Italie restaient élevés et stables mi-juillet.



En mâles plus légers, les prix restaient également à de haut niveau. Ainsi, le Charolais U 350 kg cotait 3,46 €/kg vif en semaine 27 (+31% /2021 ou +82 cts et +26% /2020). Le prix du mâle limousin E de 350 kg, a été parfaitement stable début juin à 3,40 €/kg vif (+24% /2021 ou +65 cts et +21% /2020). Enfin, le mâle croisé R de 300 kg vif cotait 3,03 €/kg vif soit +25 % /2021 (+61 cts) et +18% /2020.

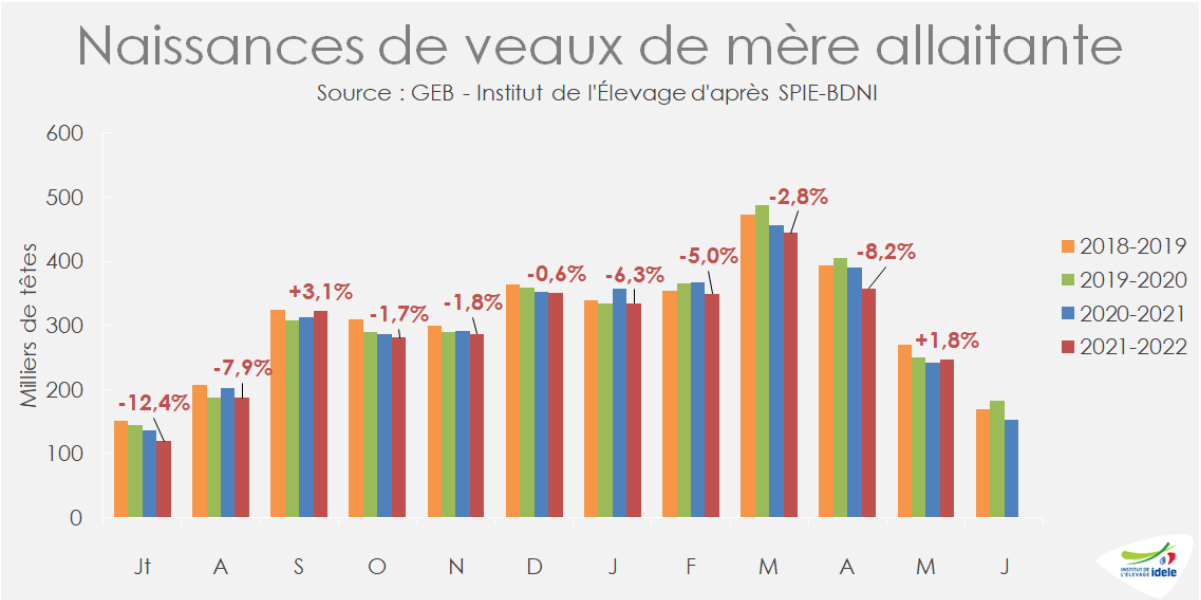
Chez les femelles, le prix de la Limousine E de 270 kg a reculé de 11 centimes en mai, mais a résisté en juin-juillet, à un niveau toujours élevé de 3,10 €/kg en semaine 27 (+10% /2021 ou +28 cts et +13% /2020) du fait des disponibilités réduites et de la demande pour toutes les catégories de femelles, notamment vers l'Italie. La Charolaise U de 270 kg était stable elle aussi en juin et juillet, à 3,07 €/kg en semaine 27 (+16% /2021 ou +42 cts et +20% /2020).

De leur côté, les coûts de production ont poursuivi leur hausse en mai, d'après l'indice général IPAMPA viande bovine (+1% en un mois et +22% /2021).

116 000 naissances en moins en onze mois

Depuis le début de la campagne en juillet 2021, 3 279 000 veaux de mère allaitante sont nés en onze mois, en net recul de -3,4% /2020-21 et -4,1% /2019-2020.

Quant au cheptel de vaches allaitantes, il se replie un peu plus tous les mois. On dénombrait 3 637 000 vaches au 1er juin, soit -3,1% /2021 après -3,0% un mois auparavant.



En mai, les naissances (247 000 veaux) ont progressé de +1,8% /2021, après un mois d'avril particulièrement affecté par la baisse (-8,2% /2021).

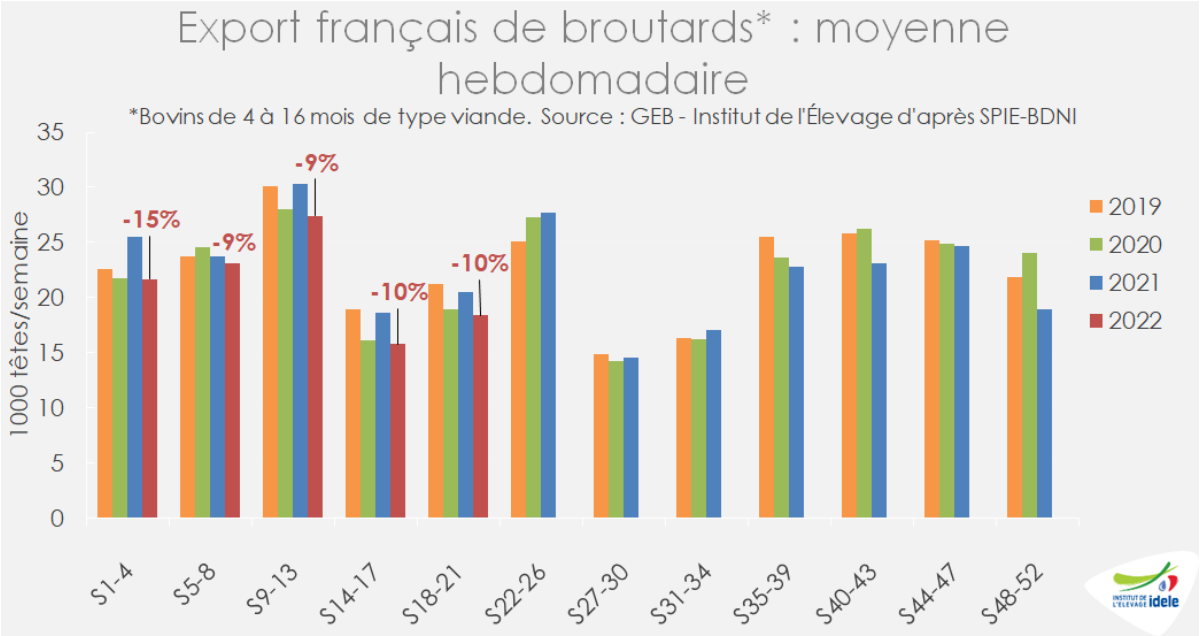
Des effectifs de broutards toujours réduits

Au 1er juin, on dénombrait 492 000 mâles de mère allaitante âgés de 6 à 12 mois en France, en recul depuis de nombreux mois de -3% /2021. Ce recul est cependant inférieur à celui du rythme des naissances, probablement sous l'effet de mises en place un peu plus nombreuses dans les ateliers français. Pour les mâles plus jeunes, de 0 à 6 mois, le recul est plus important, de -4% /2021 et -5% /2020, avec 957 000 mâles présents au 1er juin.

Les effectifs de Blonds d'Aquitaine et de Charolais de 6 à 12 mois ont davantage reculé, respectivement de -11% et -3% /2021, tandis que les effectifs de Croisés (-2% /2021) et de Limousins (-1%) ont mieux résisté.

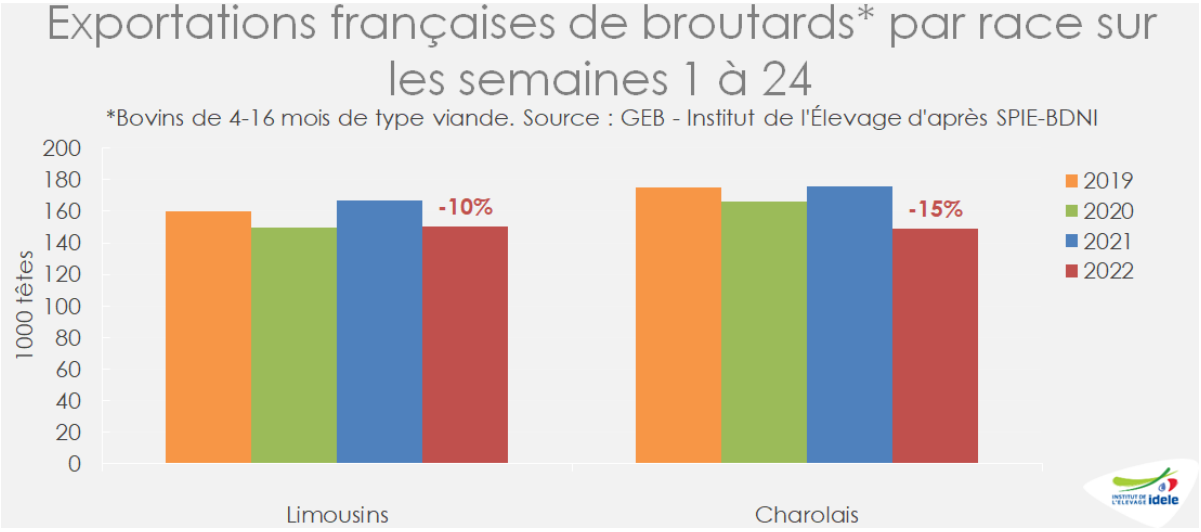
Des exports limités par le manque de disponibilités en broutards

En période 5 (du 02/05 au 29/05/22) selon SPIE-BDNI, 74 000 broutards mâles et femelles de type viande ont été expédiés à l'étranger toutes destinations confondues, en net recul de -10% /2021 et de -3% /2020. Les exports subissent un revers depuis le début de l'année, du fait du repli des naissances et de la bonne tenue de l'engraissement en France, il est vrai comparé à un premier semestre 2021 particulièrement dynamique.



En 24 semaines, de janvier à la mi-juin, 500 000 broutards mâles et femelles de type viande ont été exportés, en chute de -11% /2021 et -3,3% /2020. Comme en 2021, les femelles représentaient 36% des envois.

Du fait de leurs effectifs en ferme plus limités, les exports de Charolais ont reculé davantage que ceux de Limousins.



Selon les Douanes, la France avait exporté 289 000 broutards mâles et femelles **vers l'Italie** de janvier à avril 2022, soit un recul de -7% /2021 et 2020 (-23 000 têtes), plus faible que les exportations totales françaises (-11% /2020). Signe d'une bonne demande en Italie pour le broutard français. Selon TRACES sur la période la plus récente, du 1er mai au 9 juillet, les exports de bovins français,tous types et tous âges, ont reculé vers l'Italie de -5% /2021, un chiffre qui varie peu depuis le début de l'année.

Malgré la sécheresse en Italie du Nord, les engraisseurs italiens ont rempli leurs ateliers en JB nécessaires pour les fêtes de fin d'année, les stocks de maïs étant présents.

Selon les Douanes, la France a expédié 29 000 broutards **vers l'Espagne** de janvier à avril, soit -41% /2021 (-21 000 têtes) et -39% /2020. La catégorie la plus importante (160-300 kg) est la plus affectée, avec 22 000 broutards envoyés (-43% /2021). L'obligation de vacciner les broutards importés en Espagne en septembre 2021 a modifié les achats, ainsi que la rétention en France d'une partie des jeunes broutards non vaccinés pour être engraissés sur le sol national. Selon TRACES sur la période la plus récente, du 1er mai au 9 juillet, le recul des envois de bovins de tous âges (veaux, broutards, etc) est toujours de -8% /2021 et -15% /2020.

Les exports vers pays tiers ralentis par les disponibilités et les aléas

En avril 2022 les exportations vers les pays tiers avaient chuté de moitié d'une année sur l'autre, à 3 000 broutards, mais représentaient un effectif bien supérieur à celui de 2020 (x4,6) du fait de l'empêchement des inspections par les pays tiers à cette époque-là (covid-19). La France a exporté 2 500 broutards vers l'Algérie en avril, soit -55% /2021 et x6,8 /2020. Les quarantaines des broutards en Algérie ont été rallongées depuis avril dernier afin de les vacciner contre la fièvre aphteuse, avant que l'octroi de nouvelles licences d'import ne soit suspendu début juin.

Calmes pendant l'été, les exports vers les pays tiers pourraient reprendre un peu de vigueur à l'automne, en lien avec l'évolution de la situation en Algérie et un retour possible aux achats de la Tunisie après l'été, si la saison touristique est réussie.

Viandes bovines » Veaux de boucherie »

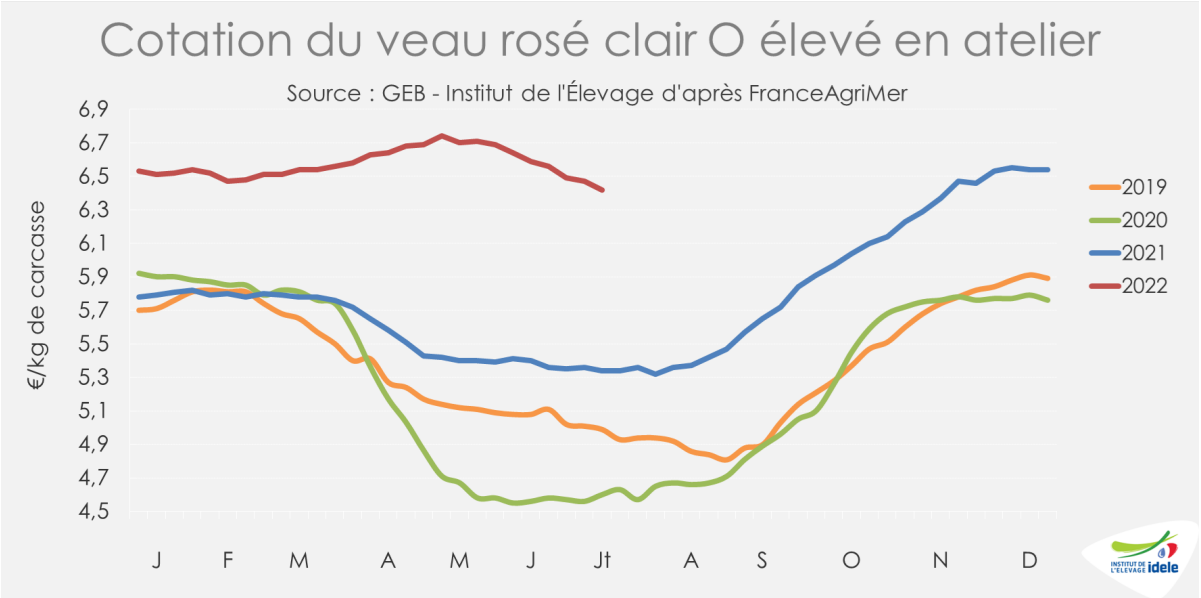
Le recul saisonnier des cours est bien enclenché

Dernière révision le 19 juillet 2022

Les cours des veaux de boucherie ont poursuivi leur baisse saisonnière. Les vagues de chaleur, l'inflation alimentaire et, dans une moindre mesure, la fermeture estivale de la restauration collective affectent la demande. Aux Pays-Bas, la cotation du veau pie-noir a légèrement fléchi avant de se stabiliser à un haut niveau, témoignant d'un marché équilibré.

Les cours poursuivent leur baisse saisonnière

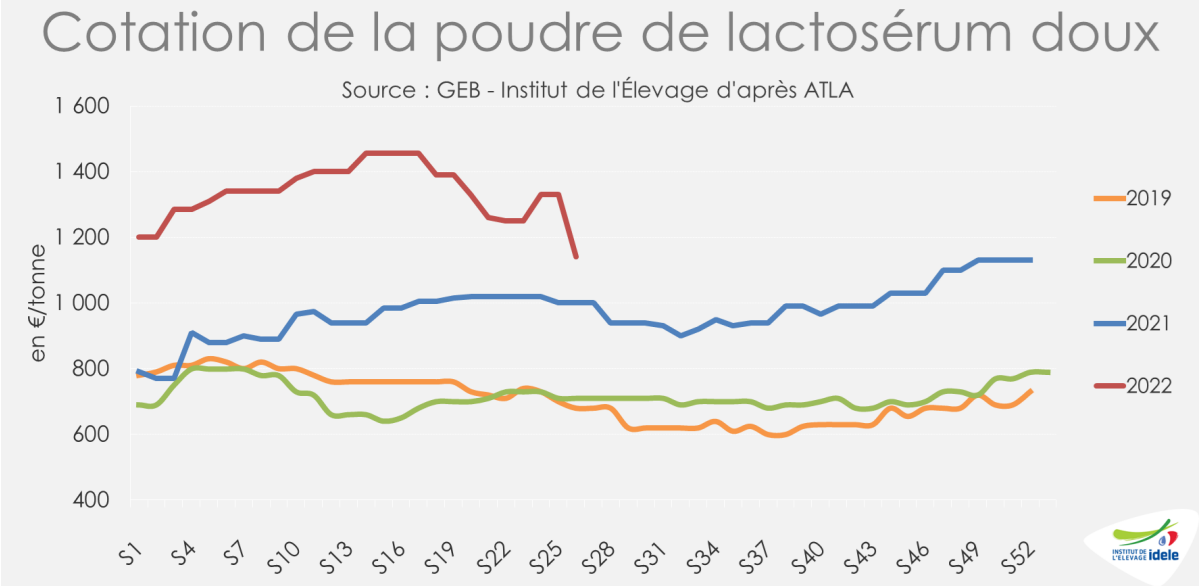
Le retour des chaleurs estivales limite la consommation de viande de veau. Les cours reculent : à 6,42 €/kg de carcasse, le veau rosé clair O élevé en atelier a perdu -17 cts en cinq semaines. La baisse saisonnière reste toutefois modérée grâce à la prudence des mises en place, les cours sont encore nettement supérieurs à ceux des années précédentes (+20% /2021 et +40% /2020).



La baisse saisonnière est moins marquée pour le veau rosé clair R, qui n'a perdu que -5 cts en cinq semaines pour atteindre 6,89 € /kg éc en semaine 27. Les cours ont mieux résisté, mais l'écart de prix par rapport aux années précédentes est plus faible que pour le veau O (+15% /2021, +30% /2020).

Légère détente sur le marché des poudres de lait

La cotation de la poudre maigre avait atteint un pic en semaine 14 (4 340 €/t), avant de légèrement diminuer pour se stabiliser à un haut niveau. Elle cotait 4 000 €/t en semaine 26, soit +56% /2021. La poudre de lactosérum doux a perdu 110 €/t en quatre semaines. A 1 140 €/t, elle s'est rapprochée des cours de 2021 (+14%) et est passée sous son niveau de début janvier (-5% /s1).

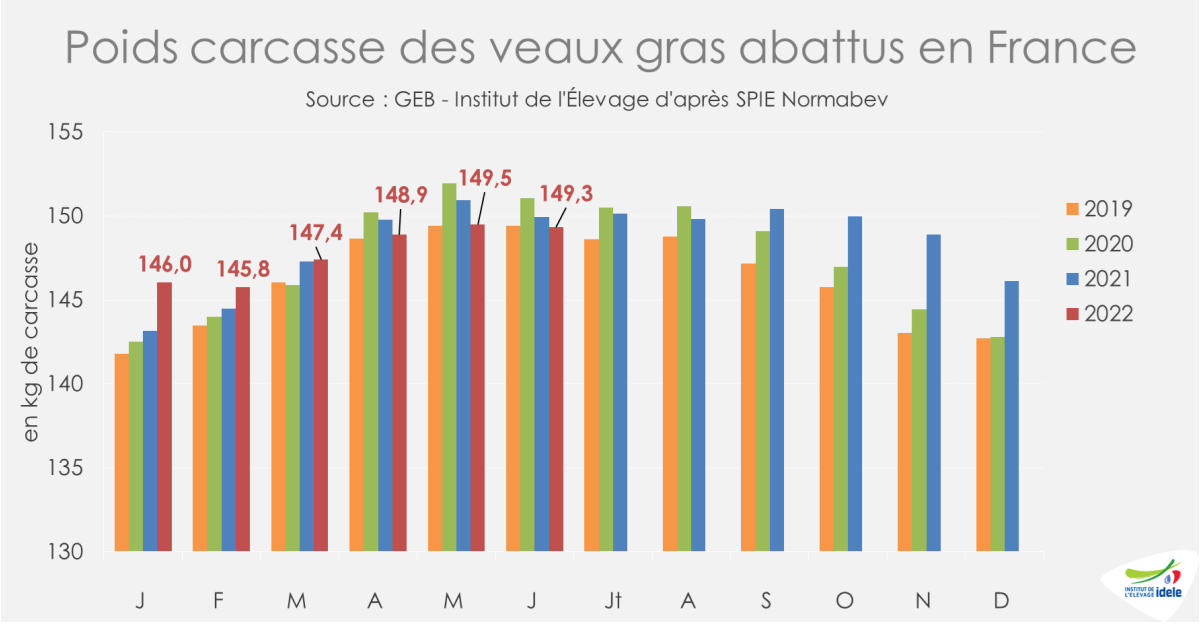


En mai, l'IPAMPA des aliments d'allaitement pour veaux atteignait 169,9 points (+39% /2021, +57% /2020) et l'IPAMPA des autres aliments pour veaux (partie fibreuse de l'aliment) 141,4 points (+27% /2021, +39% /2020). Quant à l'IPAMPA du gaz, il s'est établi à 155,4 points, soit +36% /2021.

Le recul des mises en place limite l'offre

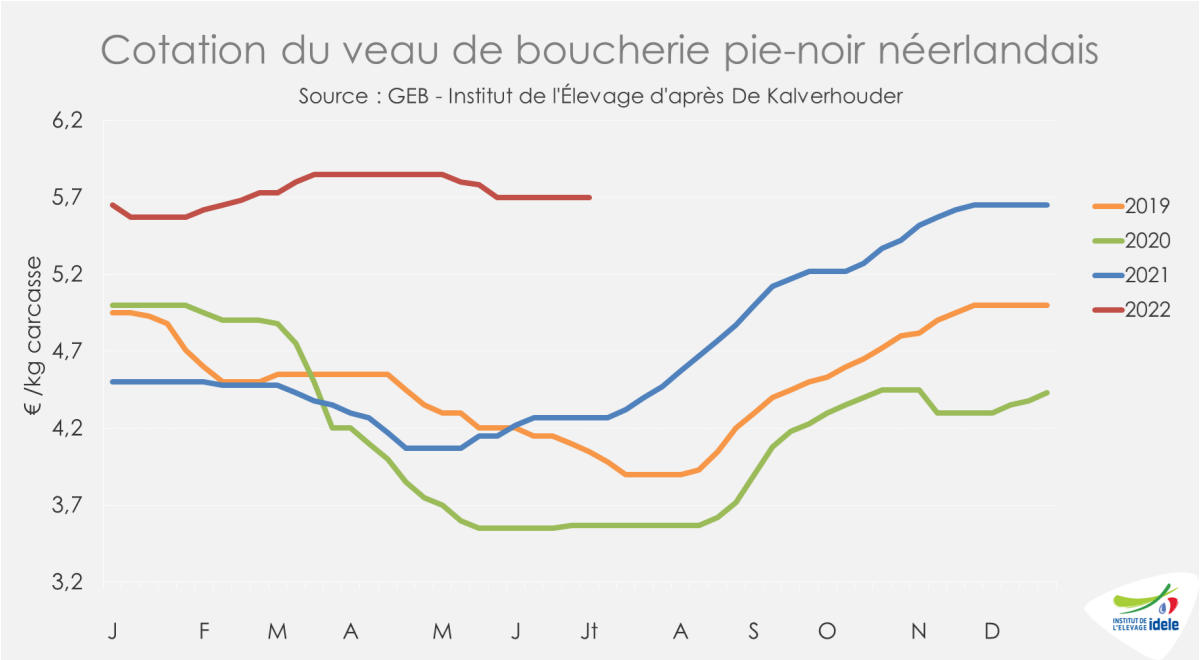
Les abattages de veaux de boucherie se sont fortement contractés en 2022. En cumul sur les 5 premiers mois de l'année, ils ont reculé de -5,2% /2021 en têtes (487 000 têtes) et de -4,9% en téc (72 000 téc). Après plusieurs années de crises pour la filière, les mises en place ont été plus prudentes.

Les sorties sont fluides, le poids carcasse moyen des veaux abattus n'a que très peu augmenté : +0,2 kg /2021 en moyenne sur les 6 premiers mois de l'année, à 147,8 kg.



En moyenne depuis le début de l'année les veaux ont été abattus plus jeunes, à 186,2 jours soit -0,5 jour /2021, ce qui témoigne d'une bonne fluidité du marché.

Pays-Bas : le marché est équilibré



Premiers producteurs européens, les Pays-Bas continuent de redresser leur production après deux années affectées par le covid-19. D'après Eurostat, les abattages ont progressé de +3% /2021 en quatre mois pour atteindre 70 000 téc, mais restent inférieurs de -7% par rapport à l'exceptionnelle année 2019.

Viandes bovines » Veaux nourrissons »

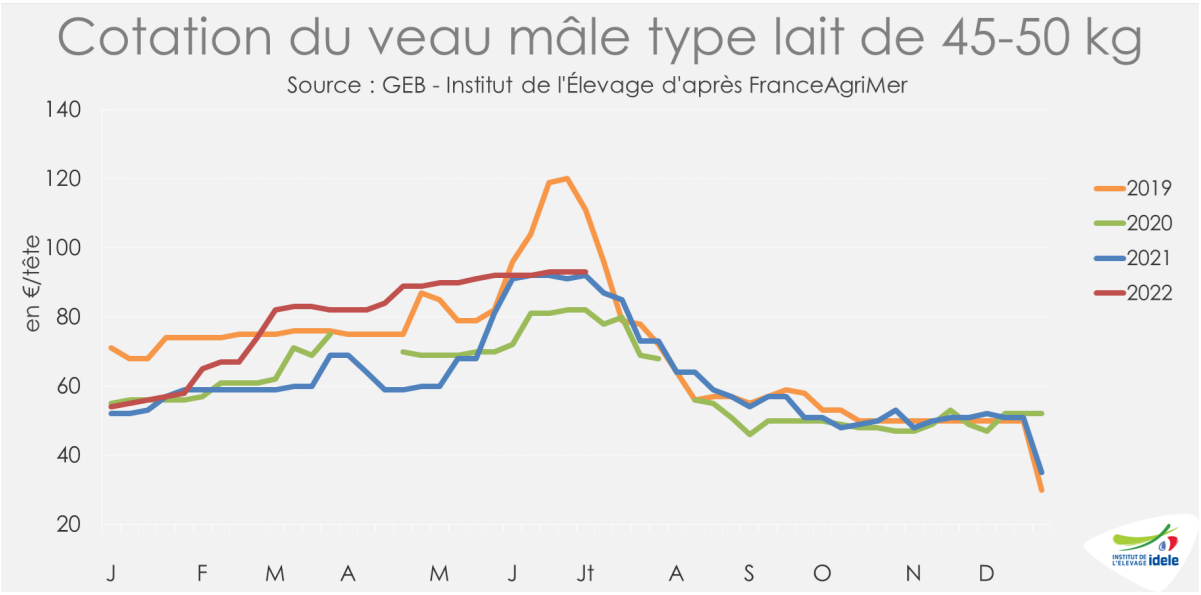
Les prix plafonnent

Dernière révision le 19 juillet 2022

La cotation française du veau nourrisson n'a pas enregistré de pic saisonnier, contrairement à la cotation espagnole qui ne cesse de progresser. Malgré la hausse des prix des matières premières, les engraisseurs espagnols continuent à mettre en place. Les flux de petits veaux français vers l'Espagne restent donc très dynamiques.

Pas de pic saisonnier des cours

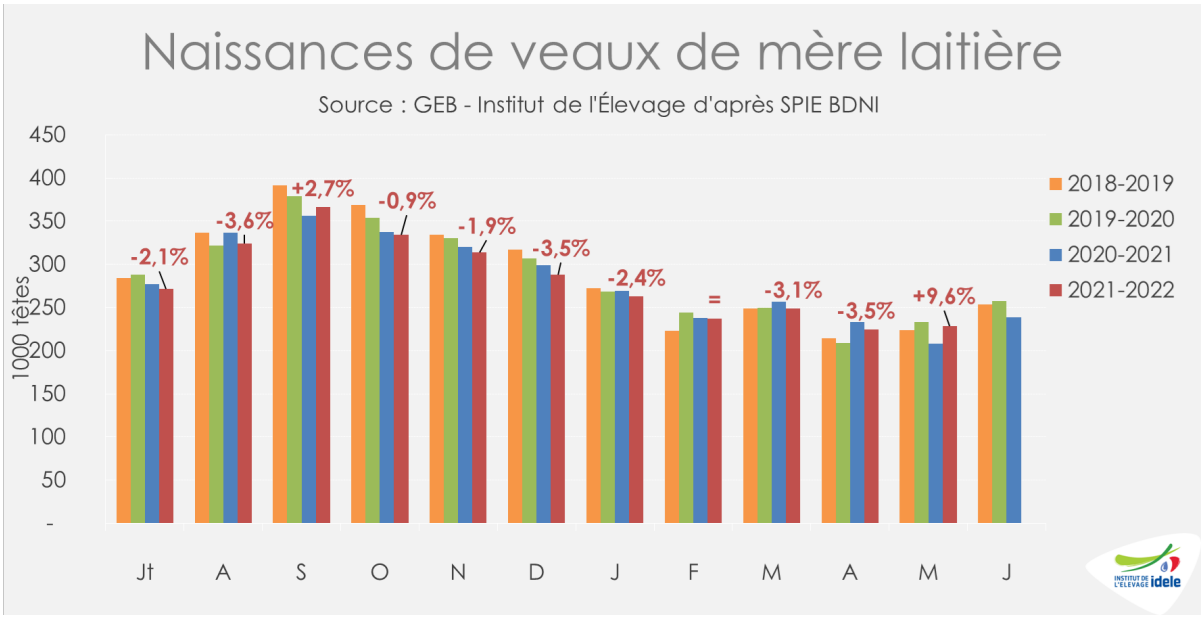
Alors que le creux des naissances laitières entraîne habituellement une hausse des prix des veaux nourrissons, la cotation du veau mâle type lait de 45-50 kg n'a gagné que +1 € en quatre semaines. A 93 €/tête en semaine 27, elle côtoie les faibles niveaux de 2021 (+1 €) et de 2020 (+11 €). Avec la reprise progressive des vêlages du cheptel laitier et le ralentissement saisonnier des mises en place de veaux de boucherie, les prix ne devraient pas progresser dans les prochains mois.



Le cours du veau mâle de type viande s'est également stabilisé, à 238 €/tête en semaine 27 (+10 € /2021, +16 € /2020).

En mai, le creux des naissances a été moins marqué qu'en 2021

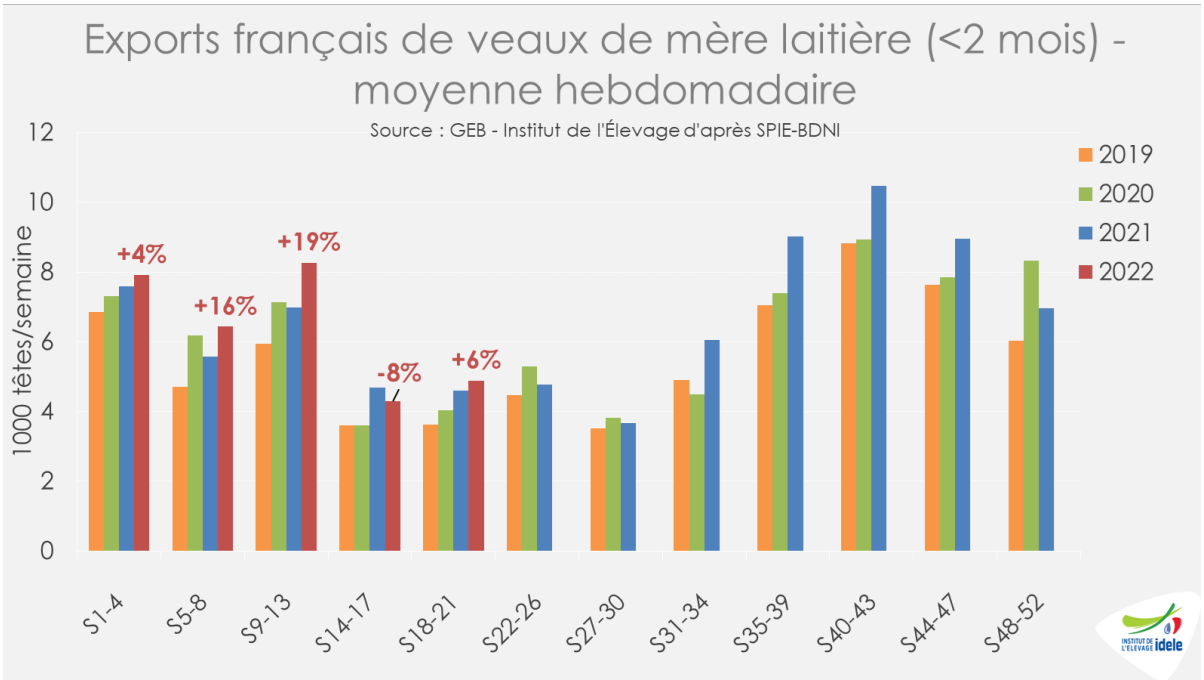
Comparé au creux des naissances laitières très marqué de mai 2021, 228 000 veaux sont nés en mai 2022 soit une hausse de +10% /2021. Les naissances restent néanmoins en recul de -2,2% /2020.



Malgré la légère réduction du cheptel laitier (-1,3% /2021 au 1er juin 2022), les naissances de veaux de mère laitière se sont maintenues sur les cinq premiers mois de l'année, à 1 202 000 têtes (= /2021 et 2020). Elles restent en baisse de -1,8% /2020-2021 en cumul depuis le mois de juillet 2021 (2 872 000 naissances).

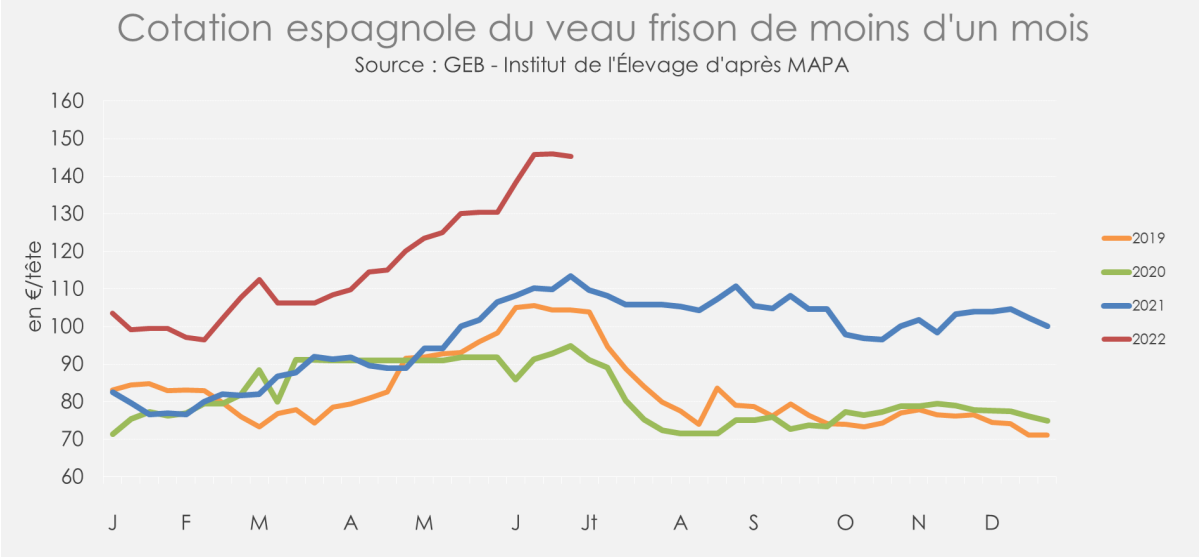
Les exportations sont restées soutenues

Selon SPIE-BDNI, 20 000 veaux de mère laitière de moins de deux mois ont été exportés sur les semaines 18 à 21, en hausse de +6% /2021 et de +21% /2020. Au total, 151 000 têtes ont été exportées depuis janvier, soit +10% /2021 et +14% /2020.



D'après les données des Douanes, les envois vers l'Espagne ont progressé de +5% /2021 sur la période janvier-avril tandis que ceux vers l'Italie ont augmenté de +1%.

La cotation espagnole du veau frison de moins d'un mois a bondi de +15 € en trois semaines. Elle a atteint 145 €/tête en semaine 26, dépassant largement son niveau des années précédentes (+28% /2021 et +53 % /2020). La demande des engraisseurs espagnols est restée ferme malgré la hausse des coûts des matières premières, témoignant d'une grande résilience de l'engraissement en Espagne.


Cotation espagnole du veau frison de moins d'un mois
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après MAPA
en €/tête
160
150
140
130
120
110
100
90
80
70
60
J
F
M
A
M
J
Jt
A
S
O
N
D
2019
2020
2021
2022

Disponibilités limitées face à une demande internationale contrastée

Dernière révision le 19 juillet 2022

Malgré l'envolée du prix du lait, la production laitière n'est toujours pas relancée dans les grands bassins exportateurs. Les disponibilités en ingrédients laitiers sont plutôt limitées. Pour autant les cours de la poudre de lait manifestent des signes de fléchissement.

La demande internationale est moins ferme : certains importateurs renoncent à des achats, devenus trop onéreux quand d'autres se montrent prudents et attentistes faute de visibilité sur le devenir du marché dans les prochains mois.

En France, la production de lait conventionnel est toujours ralentie, tandis que celle de lait bio progresse plus modérément. Malgré cela les excédents de lait bio demeurent conséquents, face à une poursuite de la déconsommation des ménages en produits laitiers bio dont les hausses de prix au détail sont de même ampleur que celles des produits conventionnels.

Lait de vache » Collecte laitière »

Les prix du lait records ne relancent pas la production dans l'UE-27

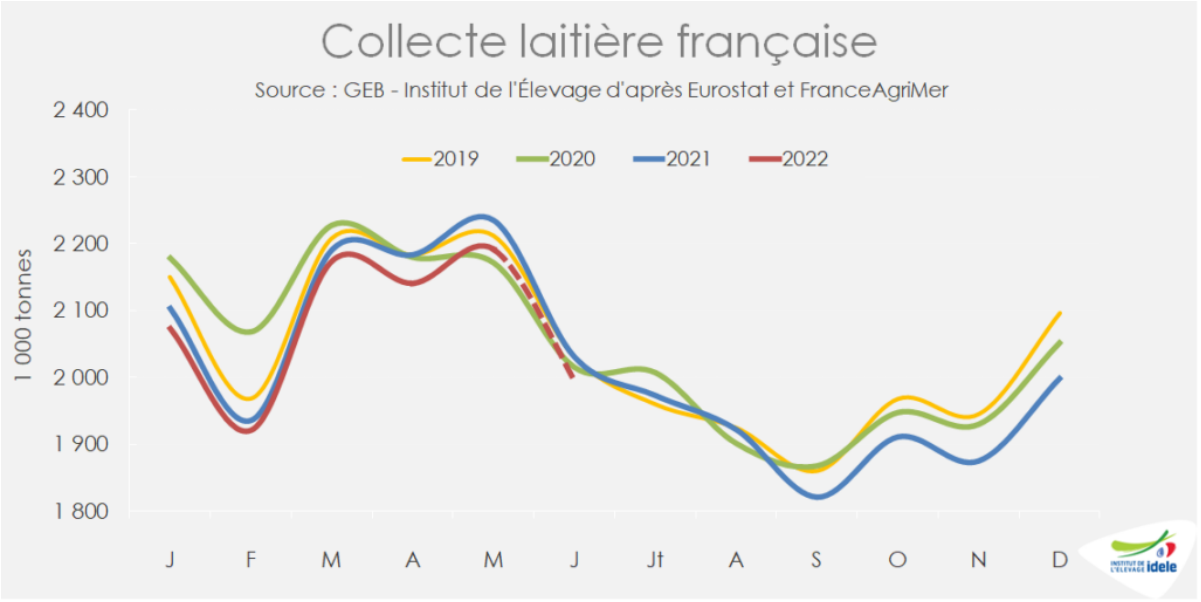
Dernière révision le 19 juillet 2022

En France et en Europe, les prix du lait record, qui surcompensent la flambée des charges, ne permettent pas de relancer la production laitière. En mai, la collecte a fortement reculé en volume, mais aussi dans sa composition en matière utile, en France et dans la plupart des pays de l'UE-27.

En mai, la collecte française s'est établie à 1,99 Mt, en baisse de -2% /2021, soit son plus bas niveau depuis 2013. Il s'agit du 9ème mois consécutif de repli. Elle a de nouveau reculé davantage que le cheptel (-1,3% /2021), en lien avec la flambée du prix du l'aliment acheté, et une pousse de l'herbe ralentie par la sécheresse. Au pic de collecte, l'ampleur du repli (-37 000 t) d'une année sur l'autre est toutefois à nuancer car la collecte était particulièrement dynamique en mai 2021. Les livraisons sont en fait repassées au-dessus de leur niveau de 2020 (N-2) pour la première fois de l'année. Pour juin, les sondages hebdomadaires de FranceAgriMer évoquent une stabilisation de la baisse à -2% /2021.

Le repli des livraisons concerne l'ensemble des régions, à l'exception des Pays de la Loire (+0,5%), et est particulièrement marqué en Auvergne-Rhône-Alpes (-3,5%), en Occitanie (-4%) et en Nouvelle-Aquitaine (-5,8%).

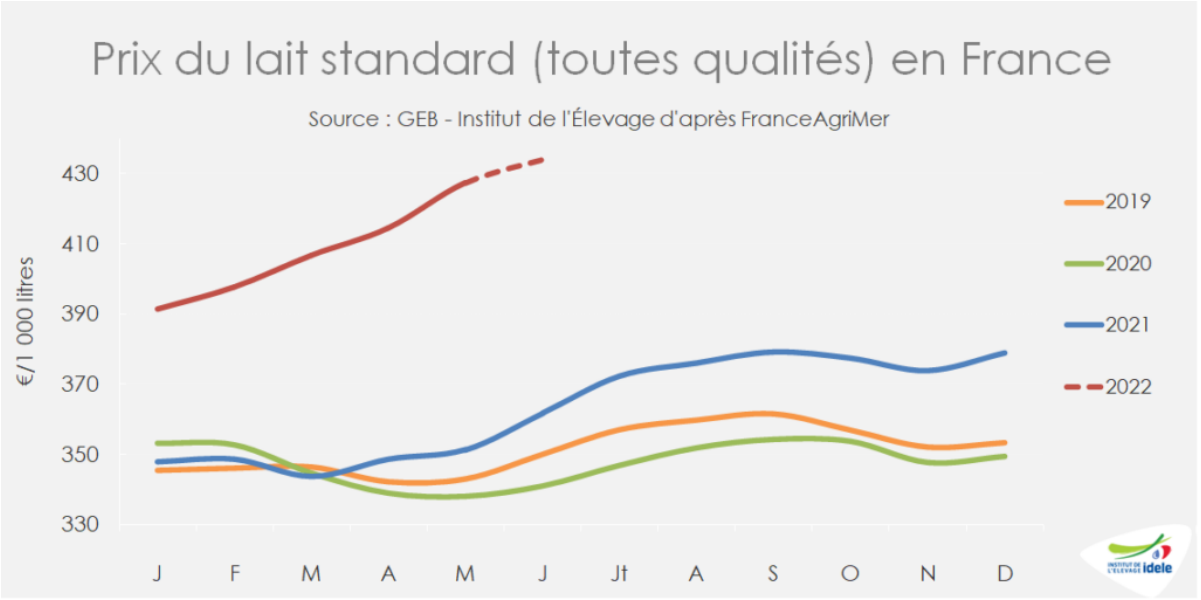
Le repli est plus spectaculaire en Matière Sèche Utile (MSU) (-3,9% /2021) en raison de la baisse des taux de MG (de -0,8 g/l à 40,5 g/l) et de MP (de -0,7 g/l à 33,5 g/l).



Poursuite de la hausse du prix

En mai, à 427 €/1 000 l, le prix du lait standard 38-32 (toutes qualités) a battu un nouveau record, gagnant +13 € d'un mois sur l'autre, dans le sillage de la hausse du cours des commodités laitières. Il se situe +76 €/1 000 l au-dessus de son niveau 2021, soit une hausse de +22%. La hausse du prix réel moyen payé aux éleveurs (438 €/1 000 l) est légèrement moindre (+18% /2021), en raison de la baisse des taux d'une année sur l'autre.

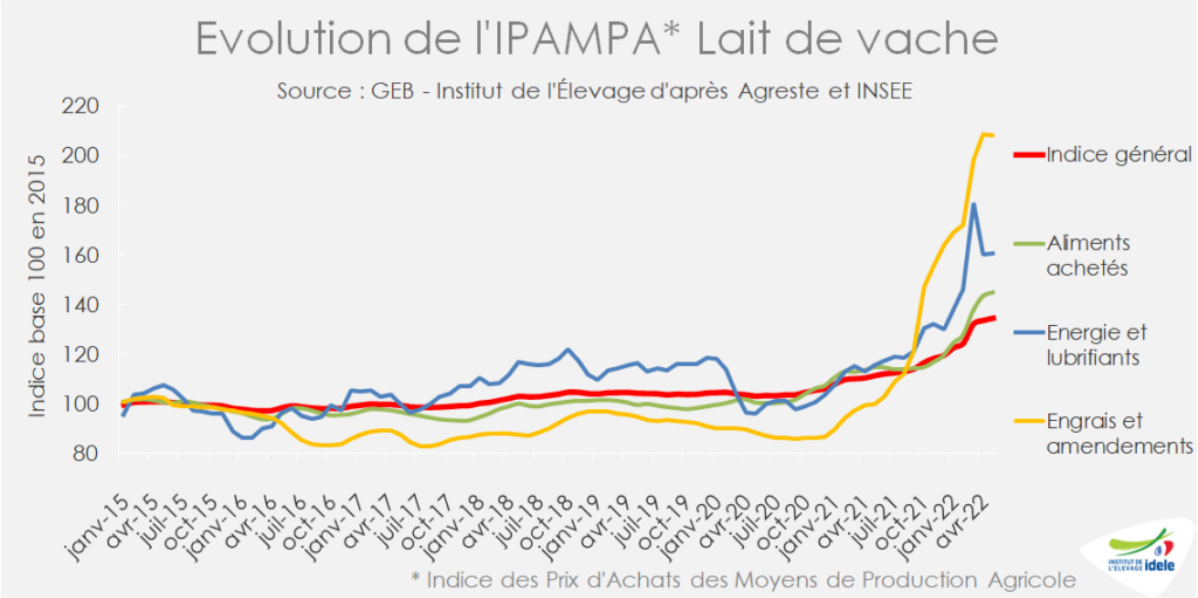
En mai, d'après l'observatoire des prix du lait de la revue *l'Éleveur laitier*, le prix standard du lait aurait encore progressé d'un mois sur l'autre, d'environ +10 €/1 000 l.



Malgré la détente des cours mondiaux, l'IPAMPA continue de progresser

En mai, l'indice IPAMPA a poursuivi sa progression, alors que les cours mondiaux des matières premières s'étaient légèrement détendus après avoir atteint des sommets début mars, suite à l'invasion russe en Ukraine. Cette latence s'explique par le fait que les fournisseurs mettent un certain temps pour répercuter les hausses auxquelles ils sont confrontés.

L'indice progresse de +1,2 point d'un mois sur l'autre, s'établissant à 134,4 pts (+21% /2021). Par rapport à septembre 2020, mois de début de cette flambée, la progression est de + 30% après 20 mois consécutifs de hausse ininterrompue. En mai, le prix de l'aliment acheté a encore progressé de +1% sur un mois (+26% /2021). Le prix de l'énergie s'est stabilisé à un niveau très élevé, et demeure +39% au-dessus de son niveau de 2021. Le prix des engrais s'est stabilisé à des niveaux records en mai (indice à 208 pts), et a plus que doublé en un an (+108% / 2021).



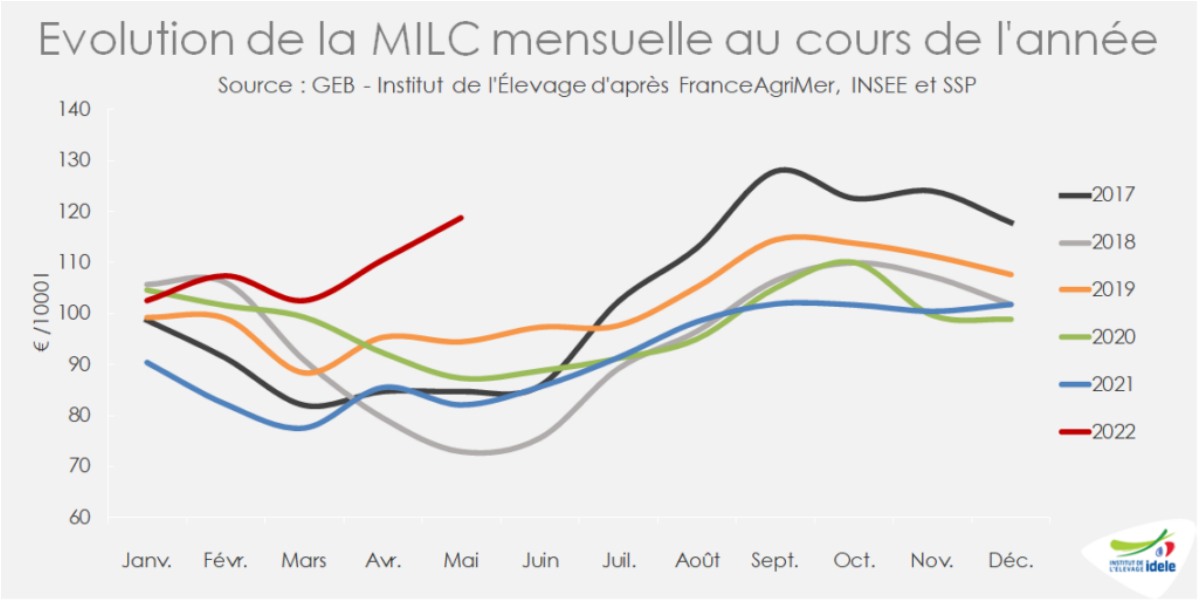
Poursuite de la hausse de la MILC

Sur le mois de mai 2021, la MILC lait de vache s'est établie à 119 €/1 000 l, son plus haut niveau depuis 2017, et ce malgré un niveau de charges qui continue de battre des records.

Sur un mois, elle a gagné + 8 €, grâce à une hausse du prix du lait (+7 € /1 000 l) et du produit viande (+4 €/1 000 l) qui ont surcompensé la hausse des charges (+2 €/1 000 l).

Sur un an, elle a progressé de +37 €/1 000 l. La hausse du prix du lait (+79 €) est presque intégralement gommée par celle des charges (+67 €), mais le bond des prix du coproduit viande (+22 € /1000 l) permet à l'indice d'excéder nettement son niveau de mai 2021.

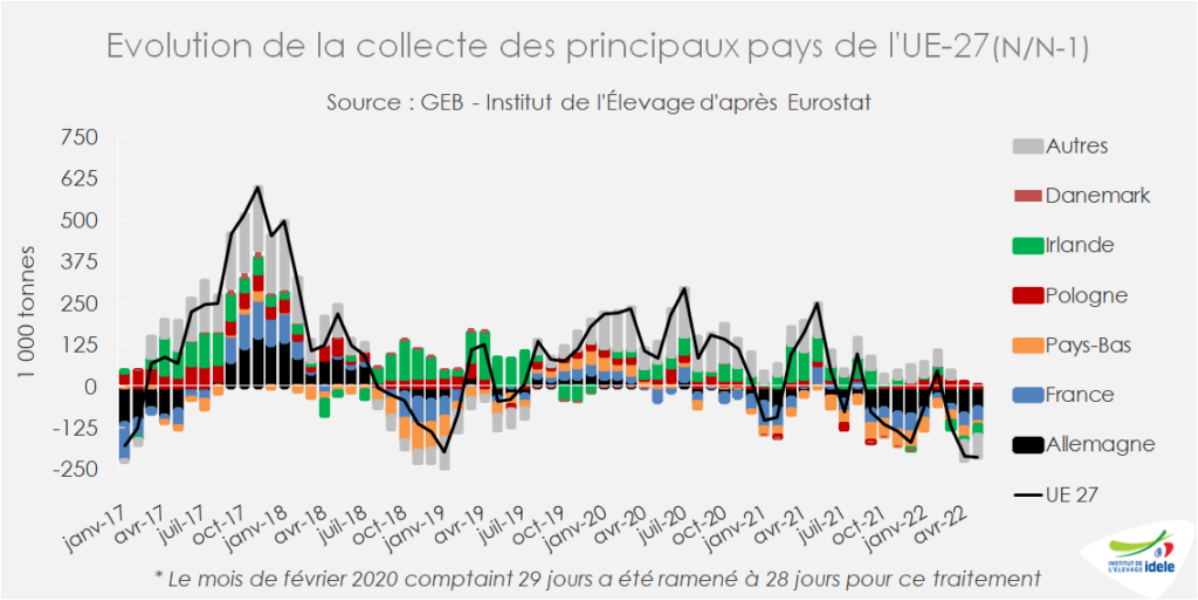
En juin, la MILC devrait avoir continué sa progression, grâce à la poursuite de l'appréciation du prix du lait.



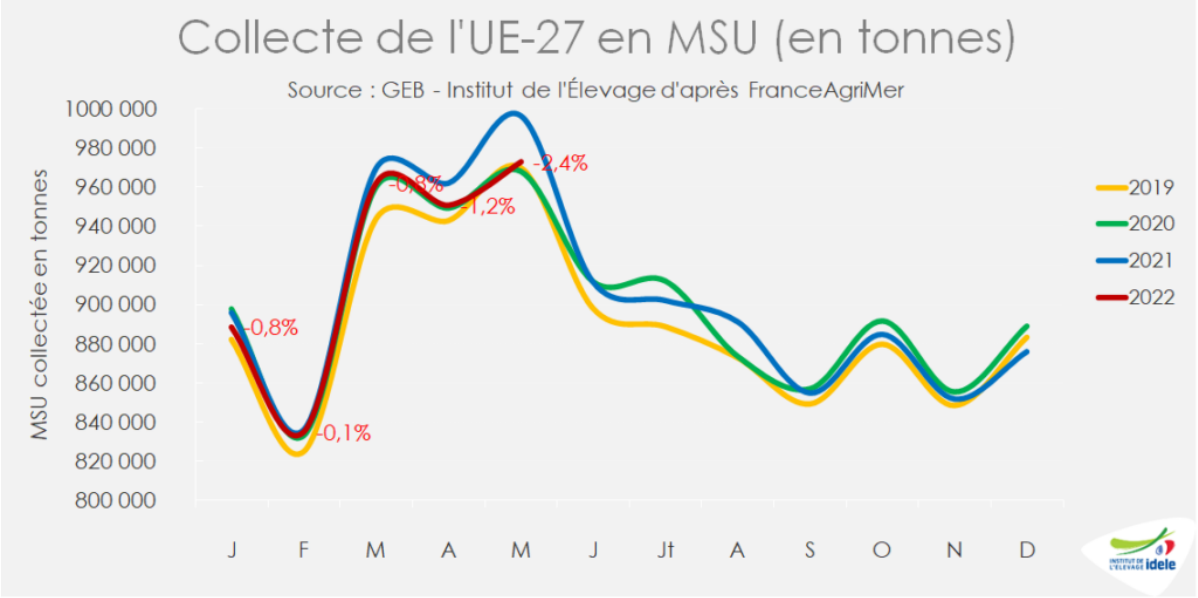
La collecte reste en retrait dans l'UE-27

Dans l'UE-27, la collecte a de nouveau reculé en mai d'environ -1,6% /2021, malgré un prix record moyen de 476 €/t d'après le MMO. Les livraisons sont revenues à leur niveau de 2020.

La hausse du prix du lait ne suffit plus à relancer la production alors que celle-ci compense généralement l'inflation des charges. Les livraisons continuent de reculer dans les principaux pays producteurs (-2,0% en France, -2,3% en Allemagne et -1% aux Pays-Bas en mai). Dans de nombreux pays, la plupart des leviers de croissance des exploitations ont été épuisés. De plus, la mise en place de normes environnementales pèse sur la production dans certains pays. Les productions des pays habituellement moteurs de la hausse stagnent (comme en Pologne ou en Italie), voire baissent comme en Espagne (-1% /2021) ou en Irlande (-2% /2021).



Le décrochage est encore plus net en MSU (-2,4% /2021 en mai), à cause du recul des taux de MG (-2,4%) et de MP (-2,3% /2021) dans les principaux pays producteurs. La collecte laitière en MSU est ainsi ramenée à ses niveaux 2019 et 2020.

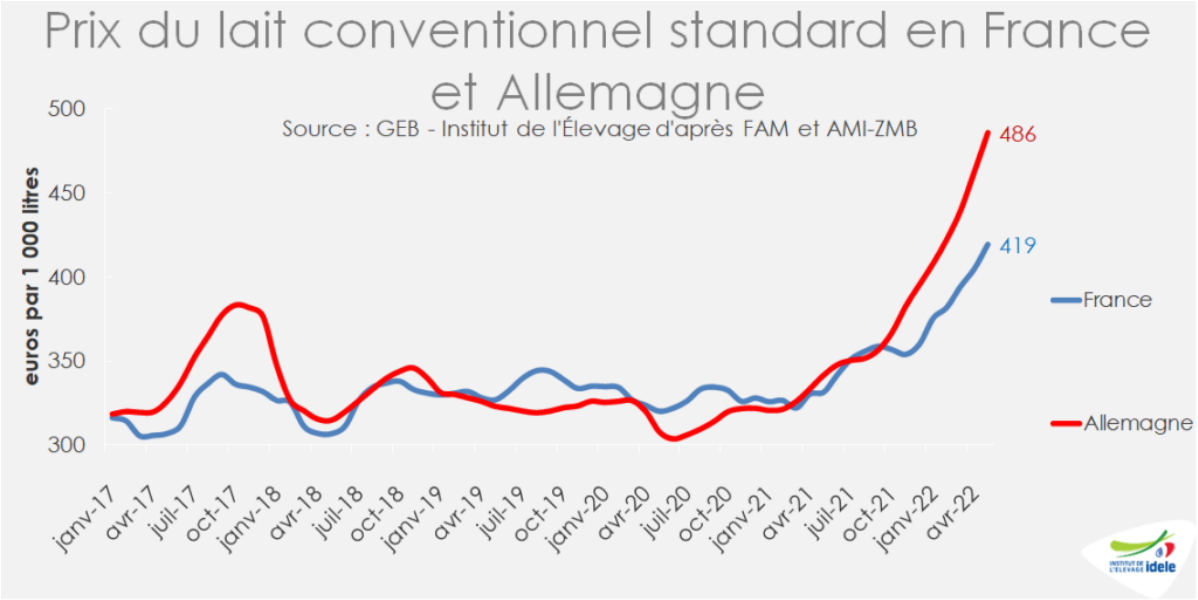


Le prix du lait français, traditionnellement moins réactif aux évolutions des cours mondiaux des ingrédients, est celui qui progresse le moins parmi les grands pays européens (+20%) ; une hausse incomparable avec celle observée dans les pays de l'Europe du Nord, exportateurs d'ingrédients. Le prix du lait a en effet atteint 525 €/t aux Pays-Bas, 530 €/t en Irlande, soit des hausses d'environ +40% sur un an.

Le prix français est passé, depuis le début de l'année, sous la moyenne européenne pour la première fois depuis fin 2017. Même des pays comme l'Espagne (+29% /2021 à 418 €/t) et l'Italie (+28% à 480 €/t), qui fabriquent moins d'ingrédients, voient leur prix progresser plus rapidement.

Cette moindre hausse des prix en France est liée à la difficulté pour les transformateurs à faire passer des hausses de tarifs auprès des distributeurs.

En **Allemagne**, le prix du lait conventionnel a atteint 486 €/1 000 l en mai, et culmine 129 € au-dessus de son niveau de l'an dernier (+42%). Si la hausse est logiquement plus prononcée dans les Länder du Nord, davantage orientés dans la fabrication d'ingrédients laitiers, (+58% dans le Schleswig-Holstein à 533 €/1 000 l, +47% en Basse-Saxe), le prix a aussi fortement progressé en Bavière (+37% /2021 à 490 €/1 000 l), où la fabrication de produits PGC est pourtant prédominante. Par conséquent, l'écart de prix entre les prix allemands et français continue de se creuser. Il s'élève à 67 €/1 000 l en mai.



Lait de vache » Marché des produits laitiers »

Fabrications et exportations européennes en repli au premier quadrimestre 2022

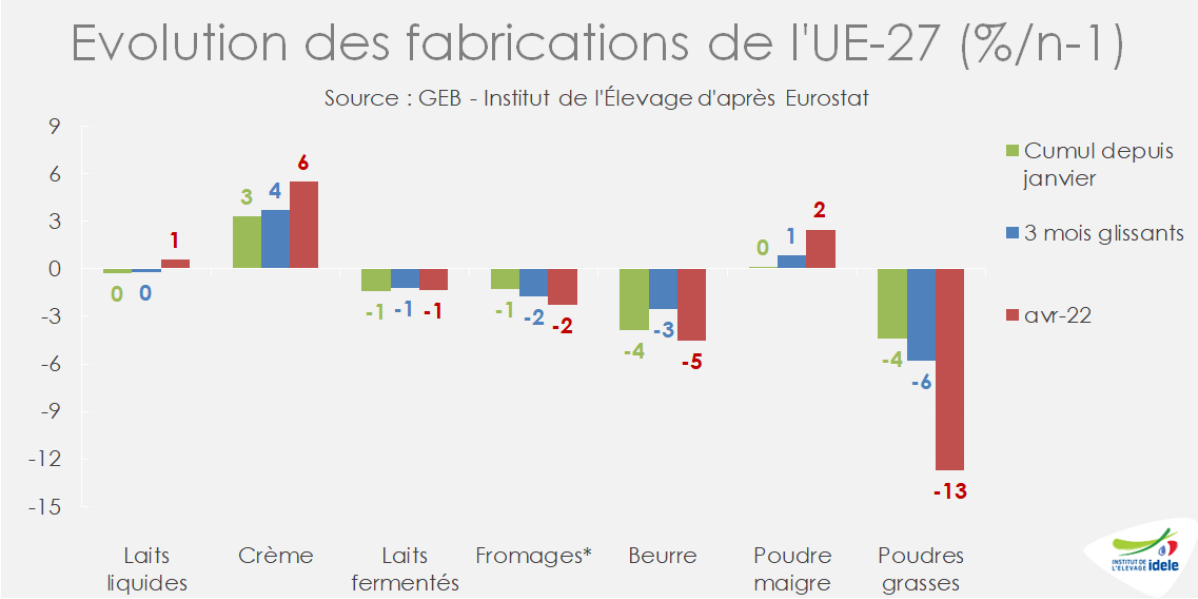
Dernière révision le 19 juillet 2022

La collecte européenne parvient tout juste à se maintenir. Toutefois, il existe une grande hétérogénéité entre les différents pays, ce qui se répercute sur les fabrications. En effet, certains pays sont davantage tournés vers leur marché intérieur tandis que d'autres se concentrent sur l'export.

Malgré une collecte baissière, la France laitière a maintenu ses fabrications de fromages au 1er quadrimestre, au détriment de la poudre maigre tandis que l'Irlande et les Pays Bas orientent davantage leur mix produit vers la poudre maigre et la crème ou le beurre pour la matière grasse.

Fabrications européennes en repli

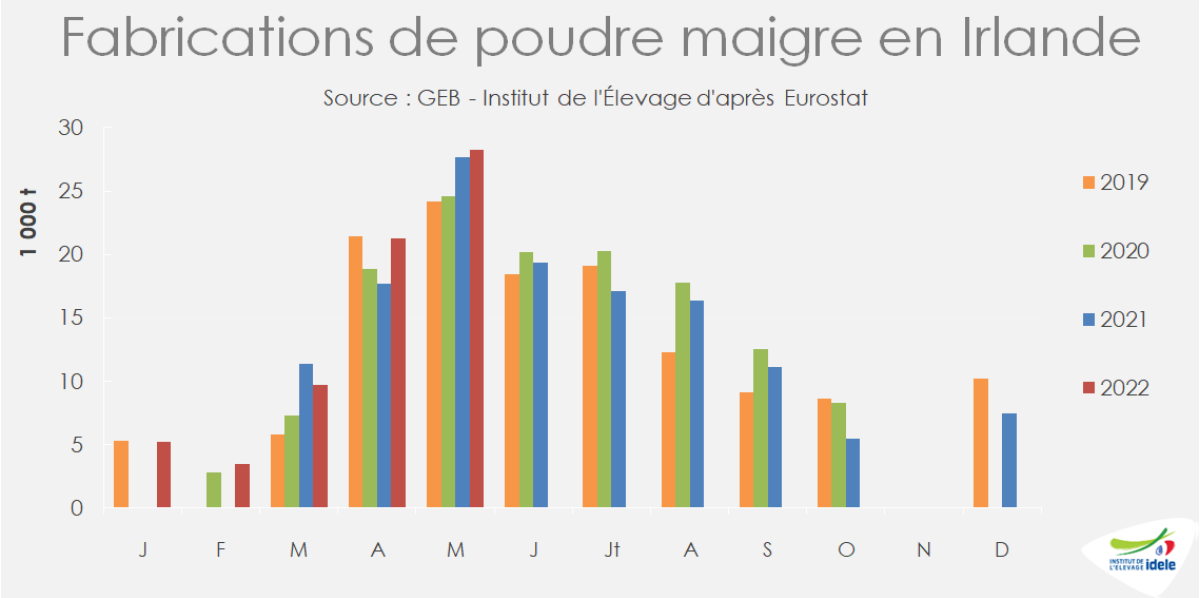
Les fabrications de produits laitiers au sein de l'UE-27 sont en baisse, à l'exception de la crème et de la poudre maigre, respectivement de +3% et +2% /2021 au 1er quadrimestre de 2022.



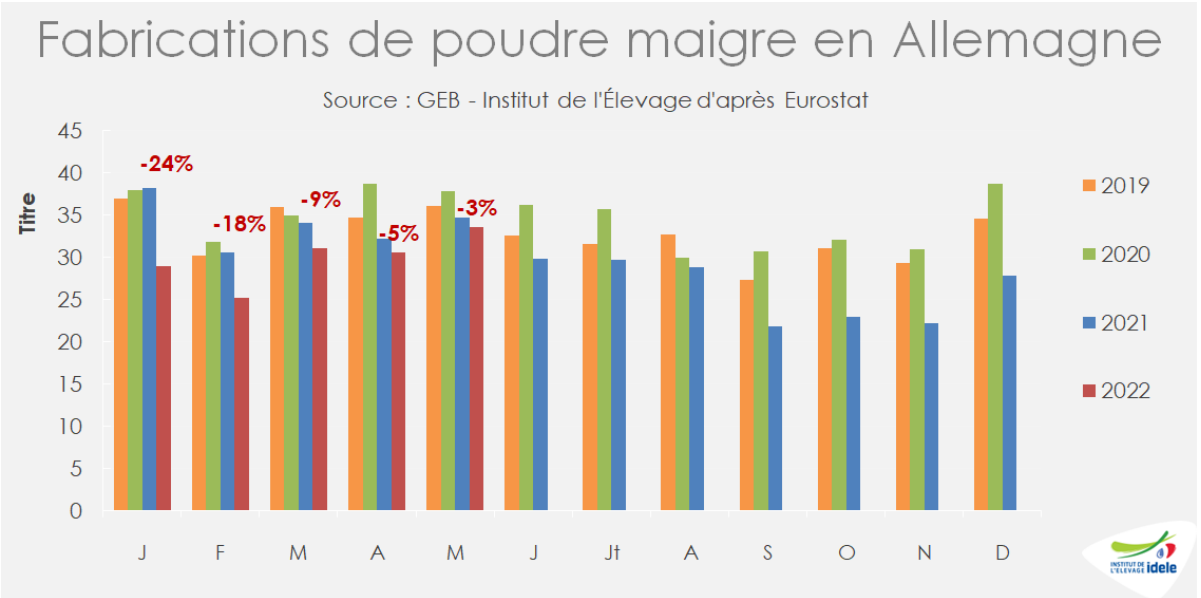
Les fabrications de poudres grasses enregistrent la plus forte baisse de -9 000 t à 194 000 t en cumul sur le premier quadrimestre 2022. Ce repli s'explique principalement par une chute de -30% des fabrications néerlandaises soit -13 000 t sur le premier quadrimestre. Outre une baisse de la collecte laitière, les transformateurs privilégient la poudre maigre (+14% /2021).

Au premier quadrimestre, les fabrications de fromages ont été stables en France, tandis qu'elles ont baissé de -10 000 t en Allemagne (-1% /2021), aux Pays-Bas (-3%) et au Danemark (-6%) ainsi que de -6 000 t en Pologne (-2%).

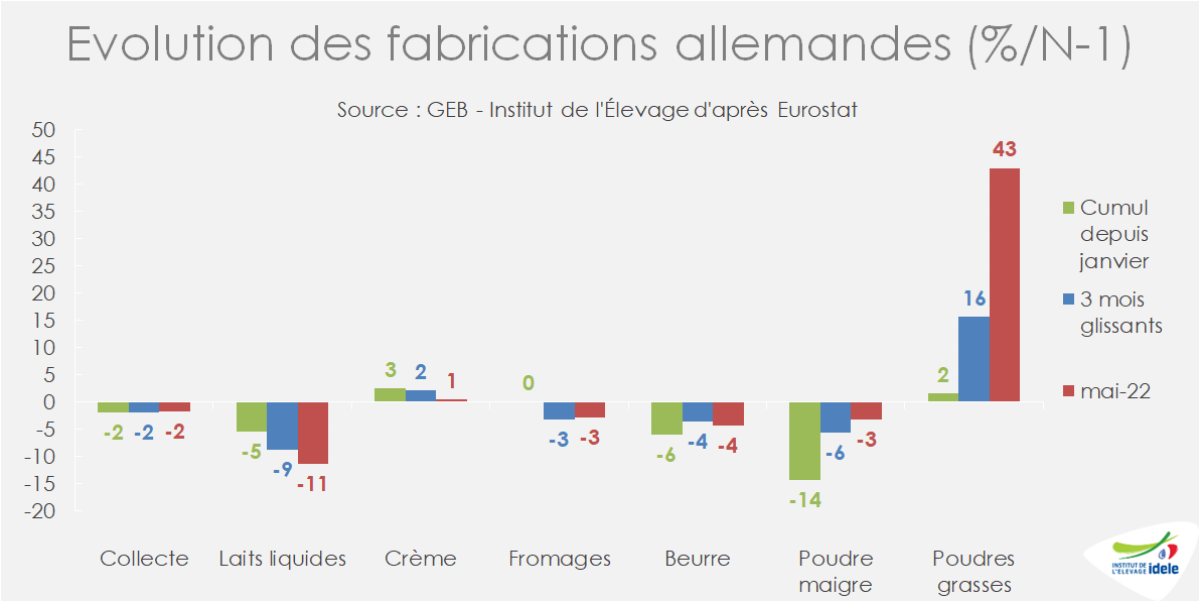
Les chiffres de fabrication de poudre maigre en Irlande ont été publiés récemment pour 2022 et surprennent car elles augmentent de +36% au 1er quadrimestre 2022, soit +11 000 t grâce notamment à des fabrications débutées dès le mois de janvier. La collecte laitière en Irlande est pourtant en baisse cette année avec un printemps plus sec, après une très belle année en 2021. Cette hausse, ajoutée aux 4 000 t supplémentaires des Pays-Bas (+14%) et de la Pologne (+7%) sur la même période compense les moindres fabrications de l'Allemagne (-14% soit -19 000 t). Toujours au 1er quadrimestre, la chute des fabrications françaises (de -8 000 t soit-5%) est quant à elle compensée par la hausse d'autant de celles en Finlande.



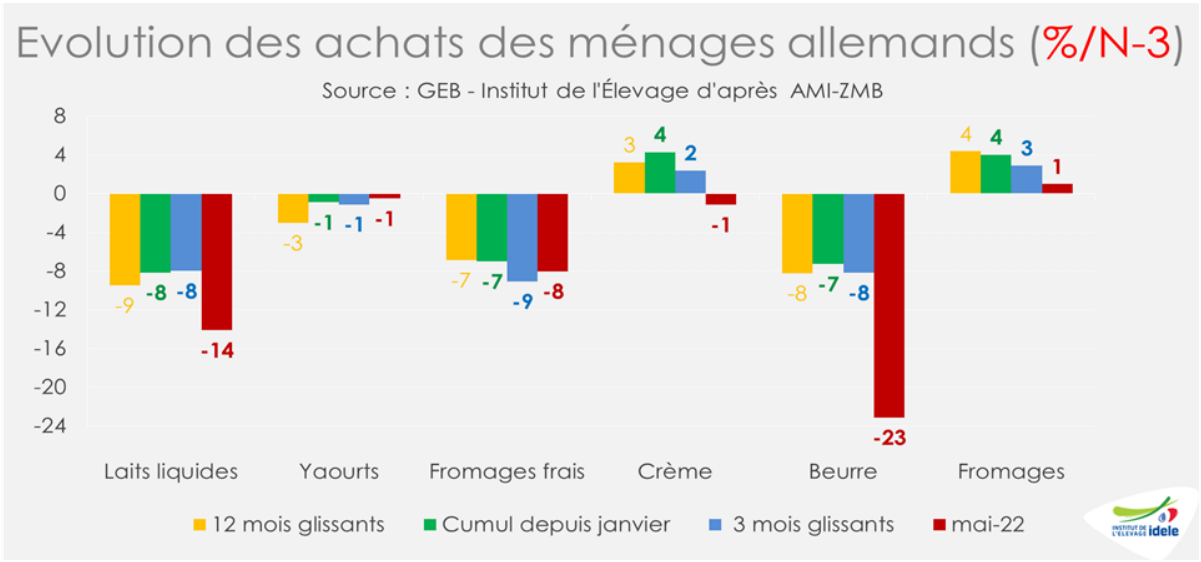
En **Allemagne**, le repli dans les fabrications de poudre maigre a surtout eu lieu en début d'année. L'écart se réduit sur les derniers mois. En effet, les opérateurs pourraient avoir cherché à utiliser au maximum les tours de séchage sur mai et juin afin de faire du stock en prévision de difficultés d'approvisionnement en gaz au second semestre. Ceci explique en partie la très forte hausse de fabrications de poudres grasses en mai (+43% /2021).



La collecte laitière allemande a baissé de -1,7% sur la période janvier-mai 2022 /2021, ce qui se traduit par des chutes de fabrications tous produits confondus. Outre les poudres grasses, seules les fabrications de crème conditionnée se maintiennent grâce une consommation intérieure robuste.



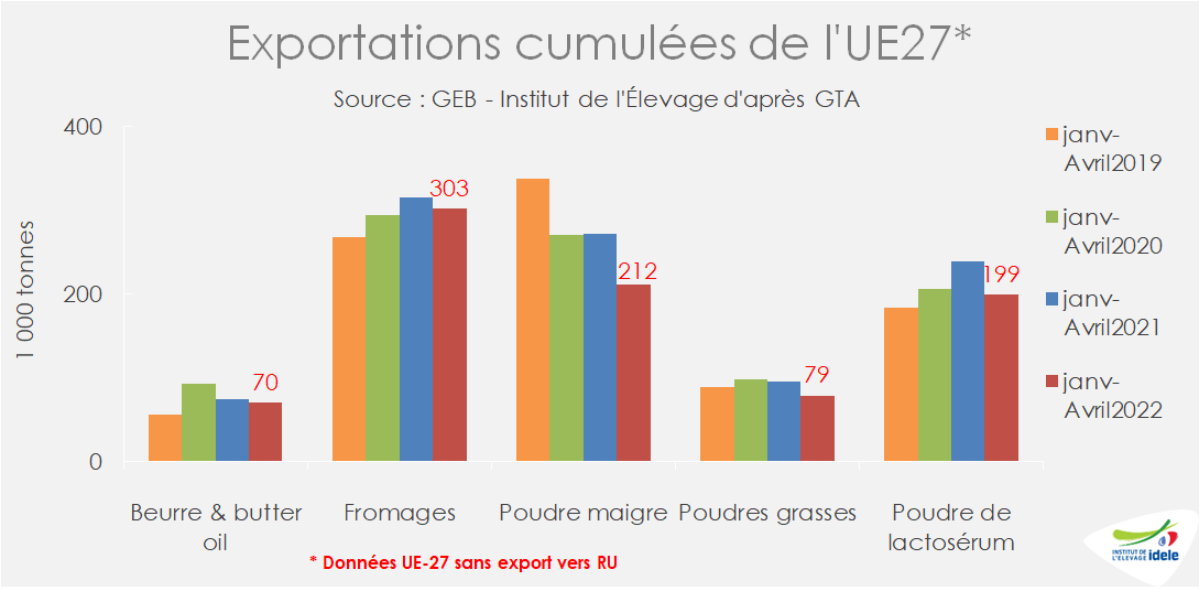
En revanche, les achats de beurre par les ménages, très sensibles à l'envolée des prix au détail (+53% /2021 à 9,36 €/kg), ont chuté de -23% entre mai 2019 (avant la pandémie) et mai 2022 et baissé de -7% /2019 sur les cinq premiers mois. Les ventes de fromages frais aux ménages ont aussi baissé, tandis que celles de fromages à pâte semi-dure résiste à la hausse des tarifs dans les linéaires des magasins.



Repli des explorations européennes de produits laitiers

Face à ces baisses de fabrications, les exportations européennes de produits laitiers se replient. La Chine est moins présente en beurre (-28% à 6 000 t), en fromages (-17% à12 000 t), en poudre maigre (-35% à 24 500 t) notamment.

Par ailleurs, les autres marchés traditionnels, comme le Japon pour les fromages ou le Moyen Orient pour le beurre, ne sont pas particulièrement présents aux achats. Les prix élevés poussent les acheteurs à retarder leurs couvertures.



Toutefois, les échanges avec le Royaume-Uni ont repris au 1er quadrimestre 2022 notamment en beurre (+68% à 20 200 t) et en fromages (+11% à 133 300t).

Ainsi, les exportations européennes de produits laitiers baissent bien plus que les fabrications sans effet sur les prix. Si les importateurs se montrent très prudents dans un contexte de prix élevés, les exportateurs ne sont pas en reste. Face à une collecte laitière qui ne semble pas vouloir redémarrer au second semestre, certains transformateurs s'inquiètent des disponibilités qui s'annoncent faibles cet automne. De plus, les tensions géopolitiques, qui touchent notamment les disponibilités en gaz, interrogent sur les capacités de séchage et invitent les opérateurs à la prudence. Face des stocks plutôt bas voire inexistants, les vendeurs cherchent en priorité à répondre aux contrats déjà signés et reconstituent des stocks en prévision des incertitudes du second semestre.

Lait de vache » Marché des produits laitiers »

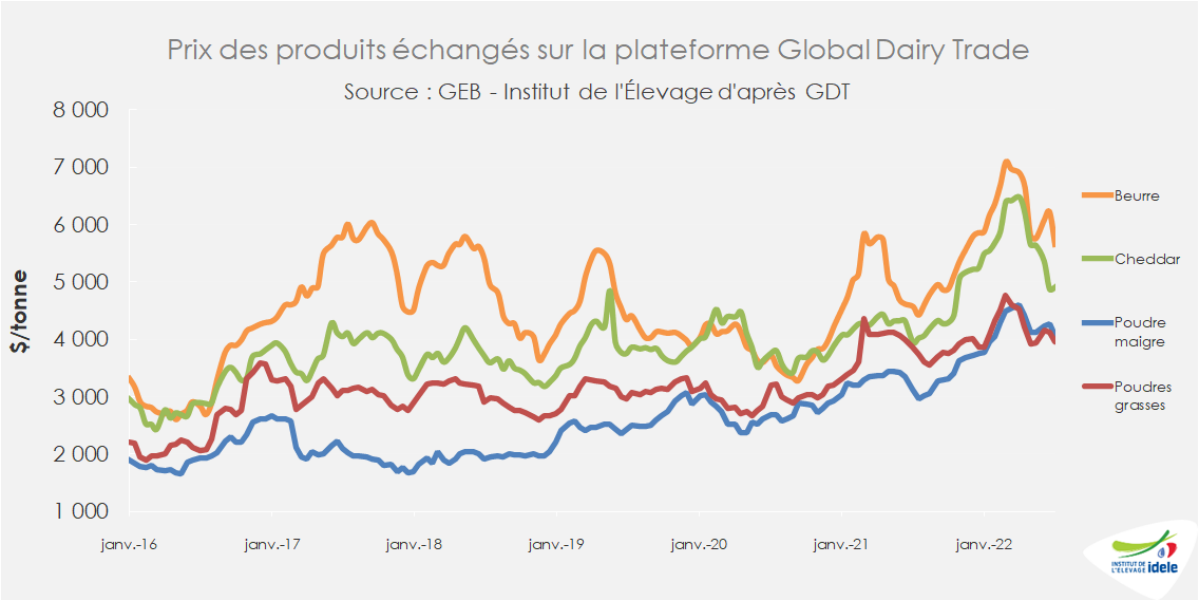
Échanges mondiaux : moindre présence des acheteurs de poudres de lait dans un contexte d'offre limitée

Dernière révision le 19 juillet 2022

Les prix des ingrédients laitiers marquent le pas, notamment en Nouvelle-Zélande, alors que la production de lait chez les principaux exportateurs ne repart pas. Face à des disponibilités peu abondantes et chères, la demande mondiale se fait moins vigoureuse.

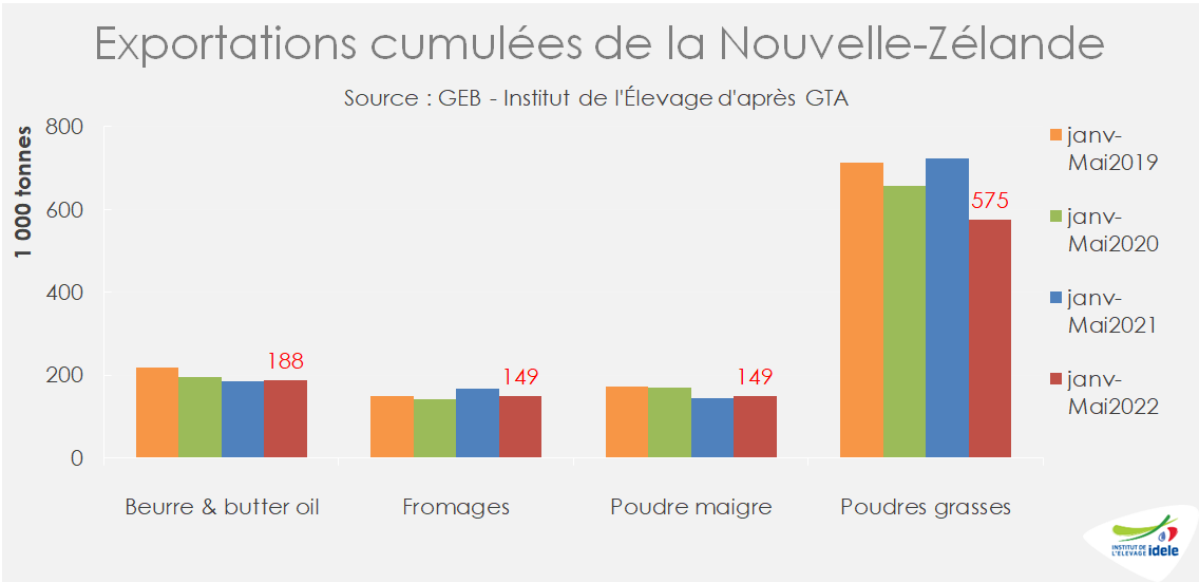
Des prix en baisse en Nouvelle-Zélande

Lors des dernières enchères physiques du *Global Dairy Trade* (GDT) en Nouvelle-Zélande, les prix des produits laitiers ont enregistré une forte baisse début juillet. Ceux des poudres grasses demeurent même inférieurs à ceux de la poudre maigre sous les 4 000 $/t.



Pourtant, la collecte laitière y reste particulièrement basse (-6,5% en mai /2021), ce qui limite les capacités de transformation.

En revanche du côté des exportations, celles de la Nouvelle-Zélande se sont globalement maintenues pour le beurre (+0,8% /2021) et la poudre maigre (+4%) sur les cinq premiers mois de l'année. En revanche, celles de fromages ont chuté (-11% /2021).



Elles enregistrent même une très forte baisse sur les poudres grasses, principal produit exporté (-20% /2021, à 575 000 t) notamment à destination de la Chine (-40% à 195 800 t contre 327 000 t en 2021) et du Sri Lanka (-53% à 19 500 t).

Qu'en est-il de la demande mondiale ? Une moindre présence des acheteurs serait elle à l'origine du repli des cours ?

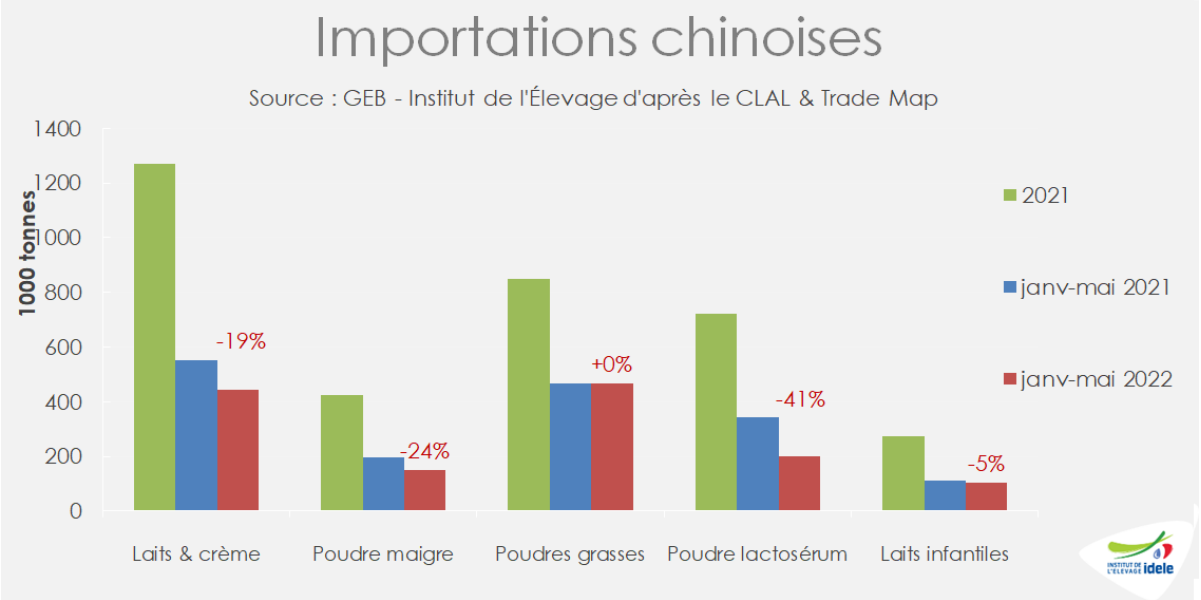
Une consommation qui ne semble pas repartir en Chine

En premier lieu en Chine, les importations se replient alors que la consommation a été fortement réduite par les confinements. La logistique portuaire et routière à Shanghai reprend et les retards se réduisent. Toutefois, la stratégie zéro covid reste en place et pousse les consommateurs à la prudence. La fréquentation des restaurants n'a pas encore retrouvé ses niveaux antérieurs, il s'agit pourtant d'un lieu de consommation privilégié de produits laitiers. Aussi, alors que le marché s'attendait à une baisse de la consommation uniquement due à la fermeture de certaines grandes villes, la réouverture partielle de celles-ci n'entraine pas particulièrement d'appel d'air sur les produits laitiers pour le moment. Par ailleurs, la production laitière chinoise reste dynamique et continue donc d'approvisionner le marché intérieur en produits frais et en poudres grasses.

Les importations de poudre de lait entier ont chuté au mois de mai de -35% /2021. Toutefois, en cumul sur les cinq mois de l'année, les volumes importés sont similaires à l'an passé.

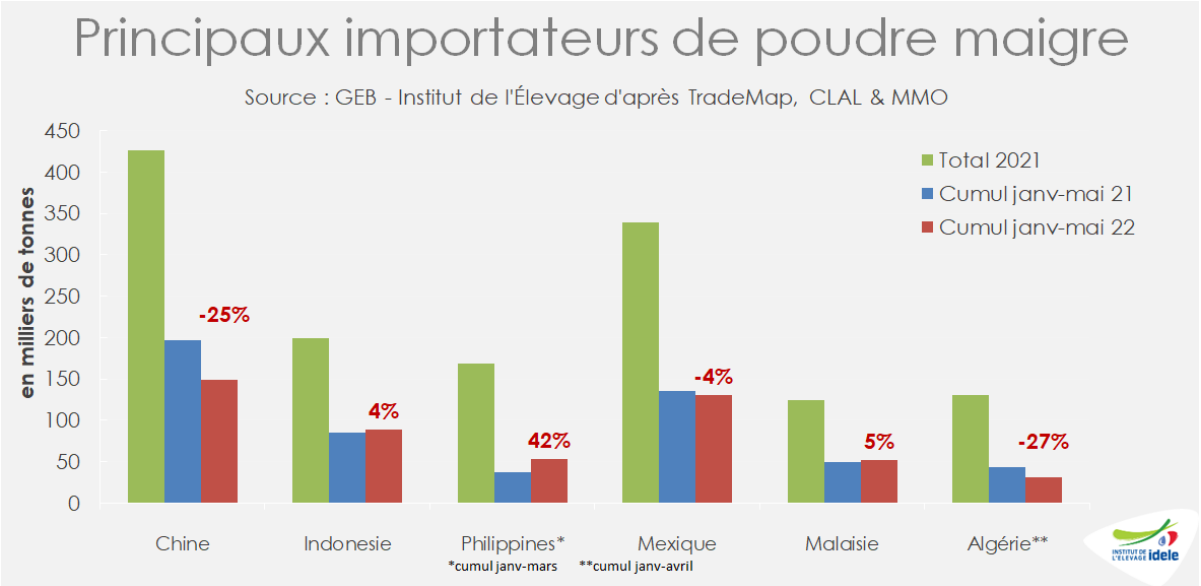
Les échanges ont été particulièrement conséquents en ce début d'année 2022 comparés à 2021 tandis que l'an passé à cette période, la demande avait été plus forte que les années précédentes. De plus, comme nous l'avons vu, les volumes importés de Nouvelle-Zélande ont chuté, remplacés en partie par poudres grasses d'Amérique du Sud (+91% depuis l'Uruguay à 18 700 t et x8 depuis l'Argentine à 3 400 t).

Les importations de poudre maigre ont en revanche chuté de -25% sur janv-mai /2021, en provenance de Nouvelle-Zélande comme de l'UE-27. Elles sont historiquement chères et les importations en 2021 avaient été particulièrement importantes. De plus, les deux types de poudres sont interchangeables dans les recettes des industriels qui préfèrent actuellement incorporer les poudres grasses, car moins chères.



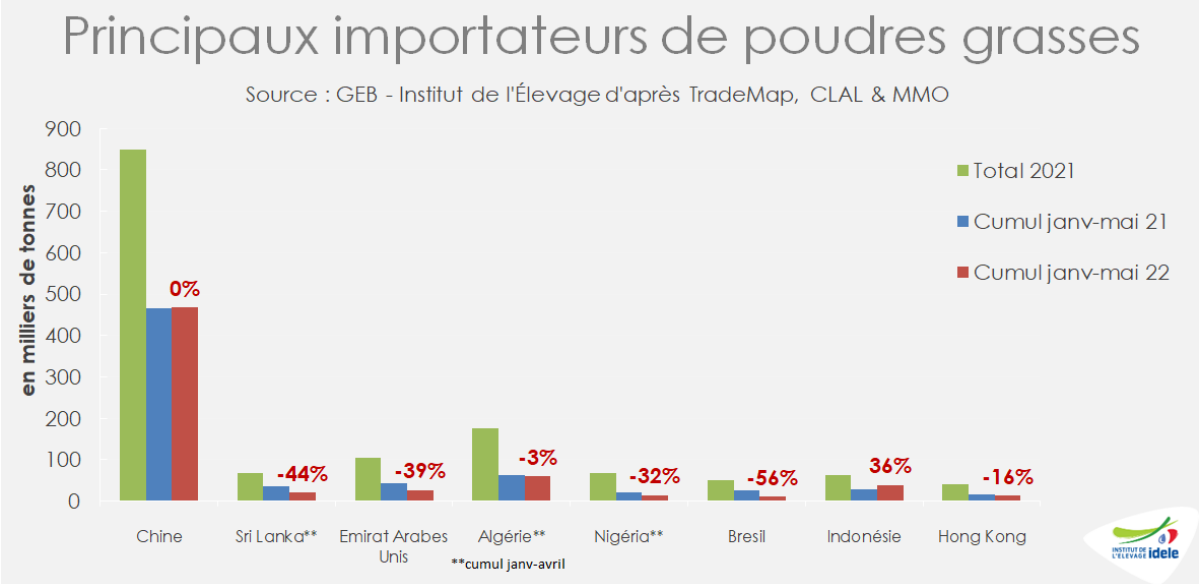
Maintien de la demande en poudres de l'Asie du Sud-Est mais en repli ailleurs

Le bassin de l'Asie du Sud-Est semble jusqu'à présent toujours aux achats en poudre maigre. L'économie dans les pays, tels que les **Philippines** et **l'Indonésie**, paraît repartir laissant la possibilité de maintenir les mêmes niveaux d'importations. Les achats de poudre maigre sont privilégiés car les industriels, à l'inverse des Chinois, ne semblent pas en mesure de les remplacer par des poudres grasses en fonction des prix. Les deux principaux exportateurs dans cette zone sont la Nouvelle-Zélande et les États-Unis. Pour la Nouvelle-Zélande, c'est une opportunité qui compense la baisse de la demande sur le marché chinois. Aussi la chute des prix des produits laitiers sur le GDT est certainement une manière de gagner en compétitivité vis-à-vis des Etats-Unis.



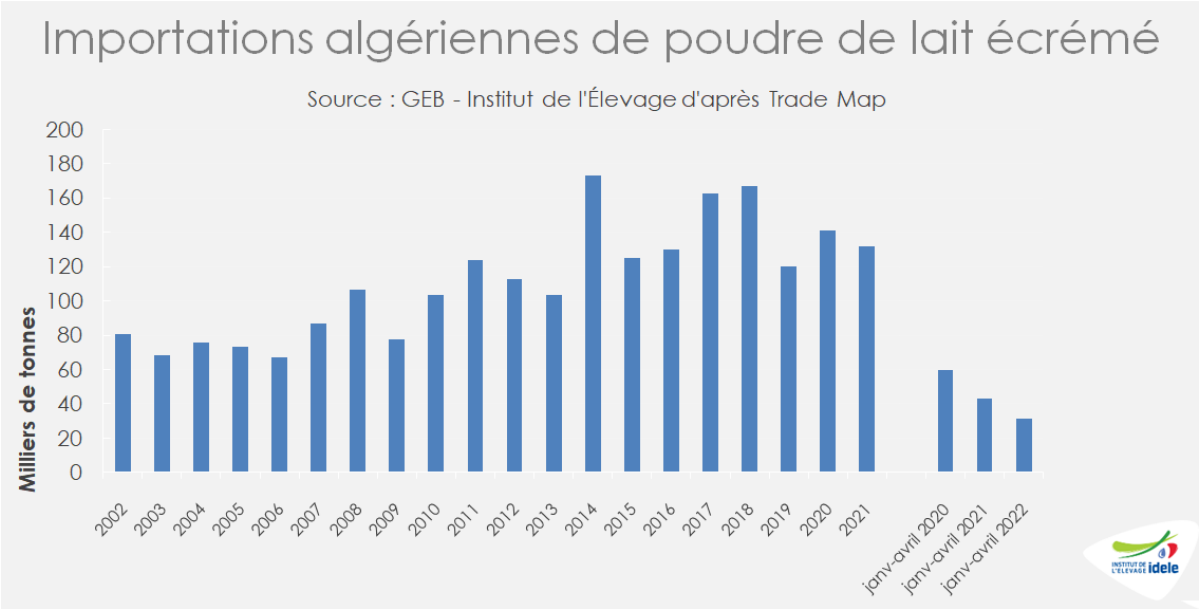
Les difficultés économiques et politiques au **Sri Lanka** l'obligent à réduire ses achats de poudres grasses, en chute de -44% /2021 sur les 4 premiers mois de 2022.

La situation économique difficile au **Brésil** est également responsable du ralentissement des importations de produits laitiers au 1ersemestre (-9% /2021 pour les fromages, -41% en poudre maigre et -42 % en beurre).

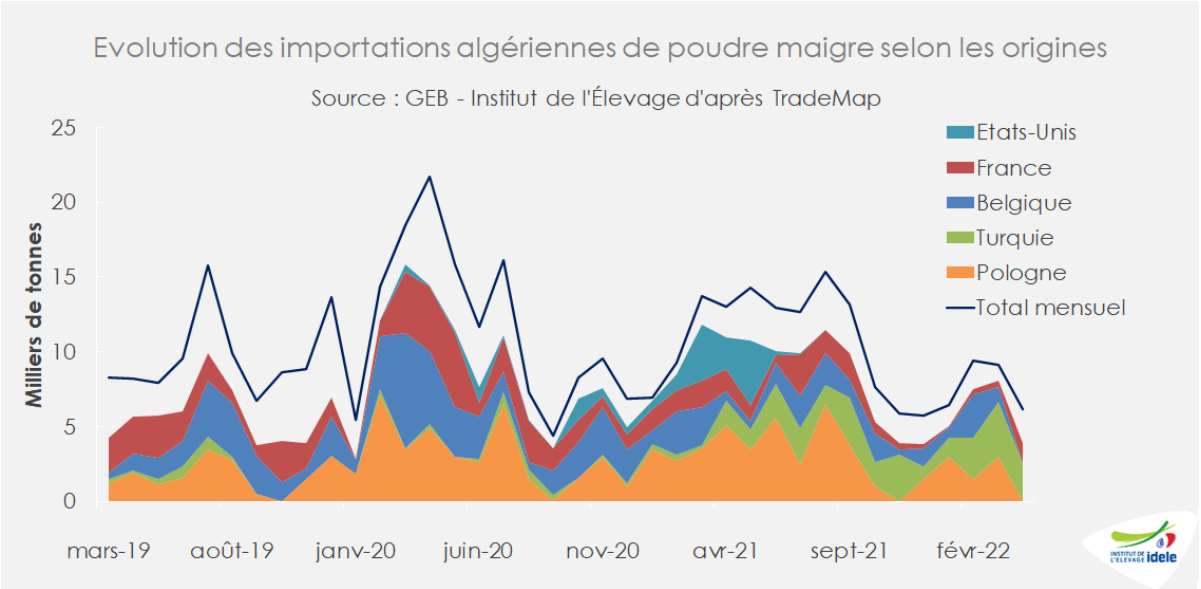


Pas de reprise des achats en Algérie

L'Algérie a également réduit ses importations de poudre de lait (-27% en poudre maigre et -3% en poudres grasses sur le premier quadrimestre 2022) et ce malgré la hausse des rentrées de devises énergétiques.



De plus, les exportateurs de poudre maigre sont en train de changer. Ainsi, la Turquie augmente ses parts de marché en Algérie depuis l'an passé principalement au détriment de la France. En cas de difficultés d'approvisionnement en gaz de la Pologne dans les prochains mois, les parts de marchés de ce pays risquent de diminuer également. Les États-Unis ont réussi l'an passé à exporter de la poudre maigre en Algérie durant plusieurs mois, mais cela ne semble pas se reproduire cette année pour le moment.



En résumé, si l'Asie du Sud-Est semble encore présente aux achats, de nombreux pays parmi les importateurs habituels sont bien moins présents aux achats en ce début d'année. Pour certains, leur retour sur la scène internationale semble compromis au regard de leur situation économique et politique intérieure. En revanche, pour d'autres comme l'Algérie, le Mexique, voire le Nigeria, les acheteurs pourraient patienter dans l'espoir d'une reprise de la collecte notamment en Océanie au deuxième semestre ainsi qu'une baisse des prix. Les cours des poudres de lait pourraient donc continuer de s'effriter durant l'été chez les exportateurs de façon à inciter les acheteurs à contractualiser.

Lait de vache » Consommation »

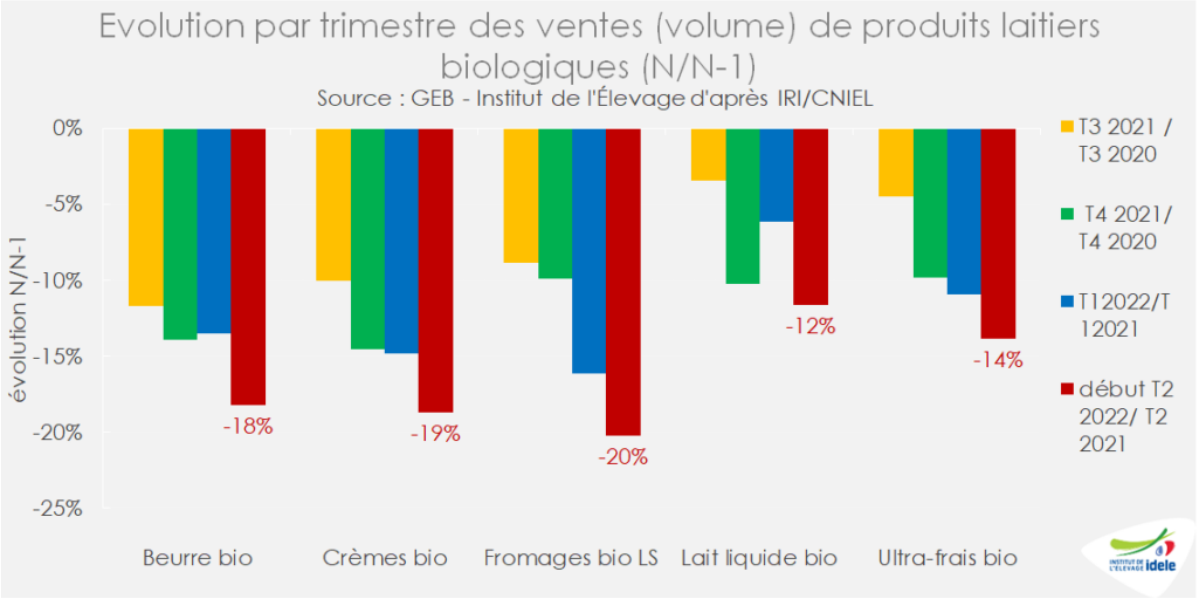
Effondrement de la consommation des produits laitiers biologiques

Dernière révision le 19 juillet 2022

Malgré la légère baisse du prix du lait bio payé aux producteurs, le prix des produits bio progresse dans les magasins, parfois dans les mêmes mesures que les produits conventionnels. La baisse de consommation de produits laitiers bio est spectaculaire depuis le début de l'année 2022, dans un contexte inflationniste qui engendre une descente de gamme de la consommation. Combinée à la hausse de la collecte, certes moins rapide ces derniers mois, ce recul de la demande engendre une hausse des déclassements. Heureusement, le coût du déclassement est limité grâce aux cours très élevé du conventionnel.

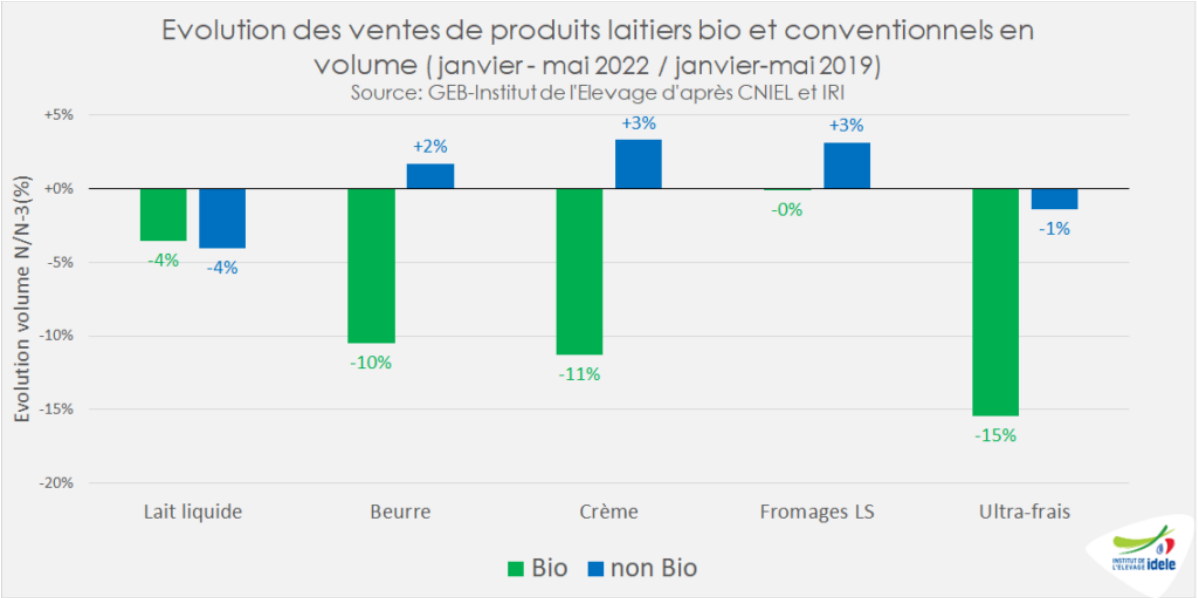
Effondrement de la consommation de produits laitiers bio en GMS

Depuis le retournement de la consommation observé début 2021, la chute des ventes de produits bio s'accentue au fil des mois. Le recul par rapport à 2021 est spectaculaire sur les deux premières périodes du second semestre : -18% /2021 sur le beurre, -19% pour la crème, -20% pour les fromages, -12% pour le lait liquide, 14% pour l'ultra-frais. Même si ce repli des ventes relève d'une conjonction de facteurs, sa concomitance avec l'accélération de l'inflation laisse penser que le facteur conjoncturel (l'effet pouvoir d'achat) est prépondérant.

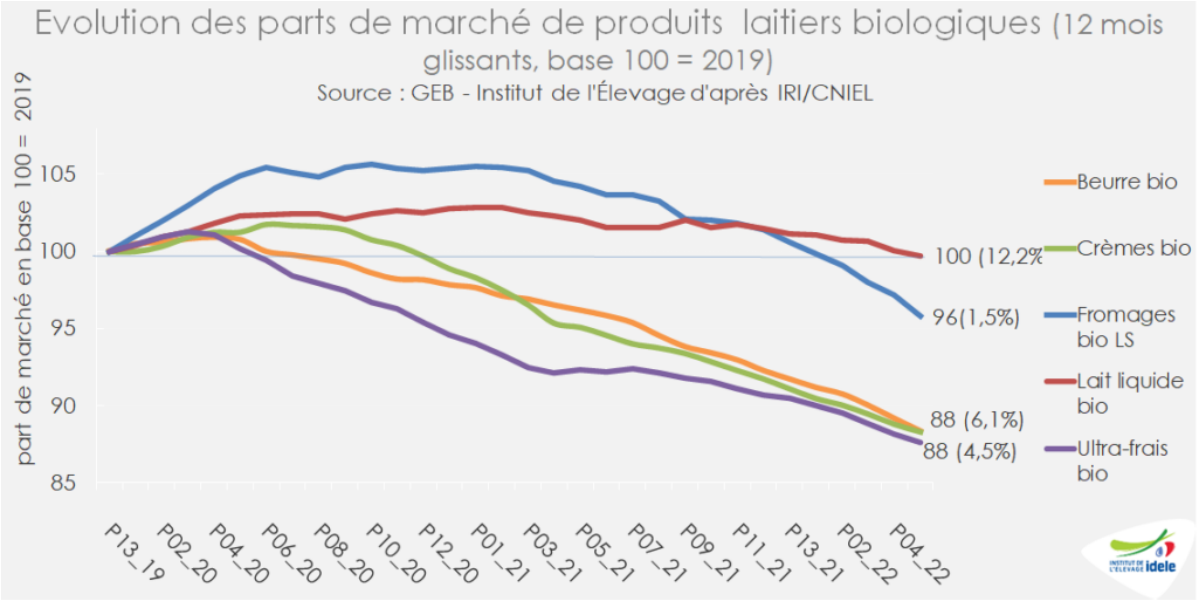


La comparaison des ventes au détail avec les périodes 2020/début 2021 est toutefois partiellement biaisée par la fermeture de la restauration hors domicile sur ces périodes, qui se traduisait mécaniquement par une hausse des achats en magasin (suivis par les panels IRI et Kantar). Pour percevoir l'ampleur de la chute de consommation, il convient donc de comparer les chiffres de début 2022 avec ceux de 2019.

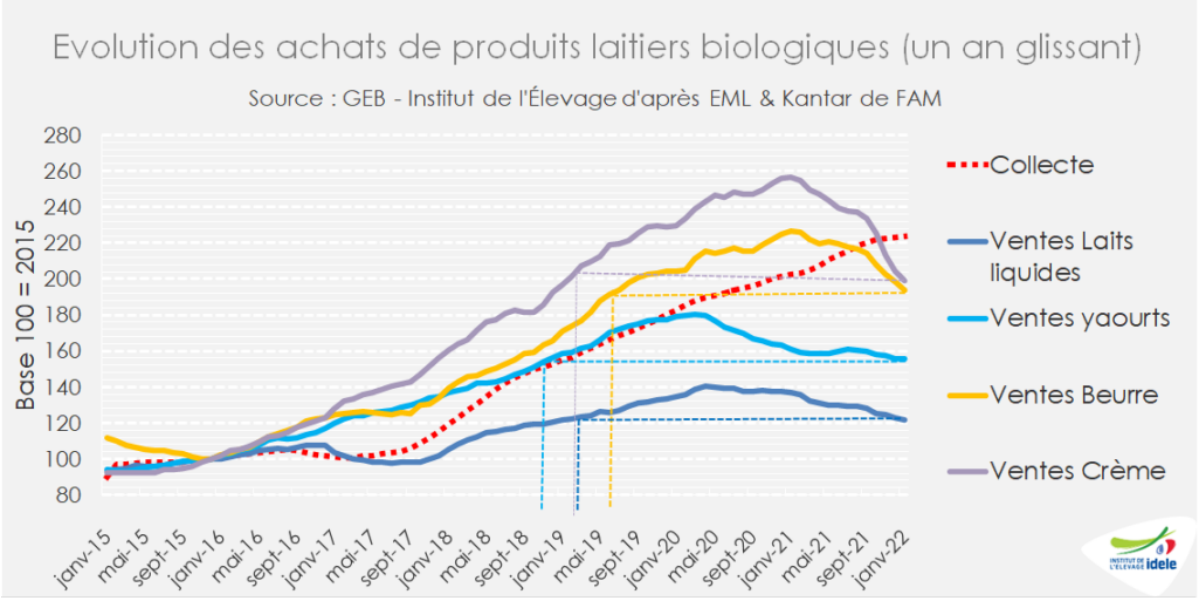
En cumul, sur les 5 premiers mois de l'année, en comparaison de 2019 sur la même période (période préalable à la crise sanitaire), la consommation a chuté de -10% /2019 sur le beurre, -11% et -15% sur l'ultra-frais. Seules les ventes de fromages ne sont pas redescendues sous leur niveau de 2019.



Les parts de marché des produits bio diminuent dans toutes les catégories de produits, en particulier sur la crème, le beurre et l'ultra-frais (chute de -12% / 2019 dans les 3 catégories). Paradoxalement, c'est sur le lait liquide que la part de marché se maintient le mieux (elle est à son niveau de 2019), alors qu'il s'agit de la gamme qui a vu se développer le plus de segmentations conventionnelles, estampillées responsables (équitables, locaux, non OGM, bas carbone, montagne …) souvent considérées comme concurrentes du bio.



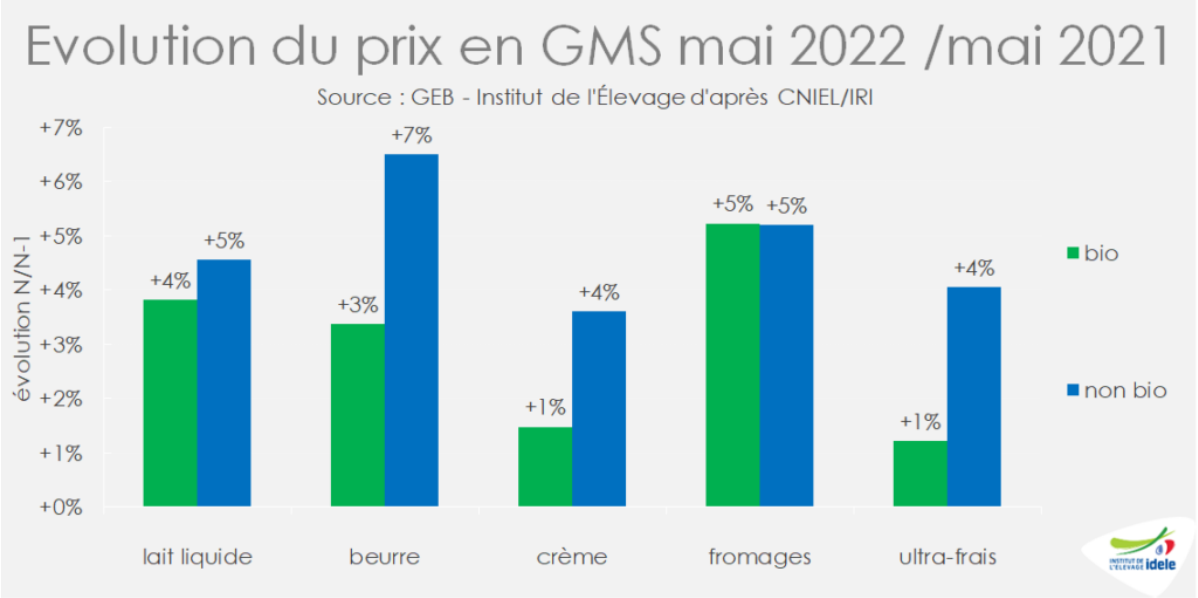
D'après Kantar, sur 12 mois glissants, la consommation est revenue au niveau de la période de juillet 2018 à juin 2019 pour le beurre, avril 2018 à mars 2019 pour le lait liquide et la crème, et même octobre 2017 à octobre 2018 pour les yaourts.



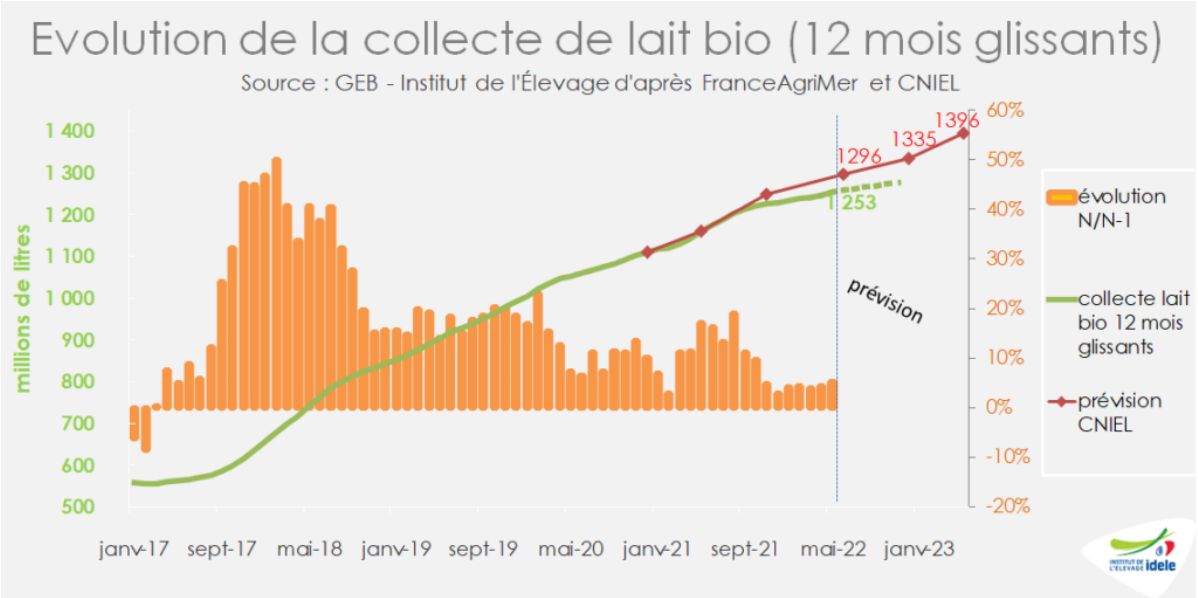
Hausse du prix des produits laitiers bio dans les rayons

Paradoxalement, alors que le prix du lait bio payé aux producteurs diminue légèrement sur un an (voir plus bas), le prix des produits biologiques augmente dans les rayons, parfois presque autant que celui des produits conventionnels, dont le coût de la matière première agricole s'est pourtant envolé. Entre mai 2021 et mai 2022, le prix des fromages bio a crû de +5%, autant que les fromages conventionnels. La situation est presque la même sur les laits bio conditionnés (+4% /2021, contre +5% en conventionnel).

Pourtant, au regard du contexte de surproduction sur le marché bio, les transformateurs n'auraient pas demandé de hausse de tarifs sur la matière première agricole sur les produits bio (dans le cadre d'EGAlim2). Seule une petite partie de cette hausse des prix serait imputable à l'inflation sur la matière première industrielle (emballages, énergie), sur laquelle de légères hausses auraient été obtenues par les industriels lors du deuxième round de négociations commerciales, rouvertes à la suite de l'explosion du conflit en Ukraine.

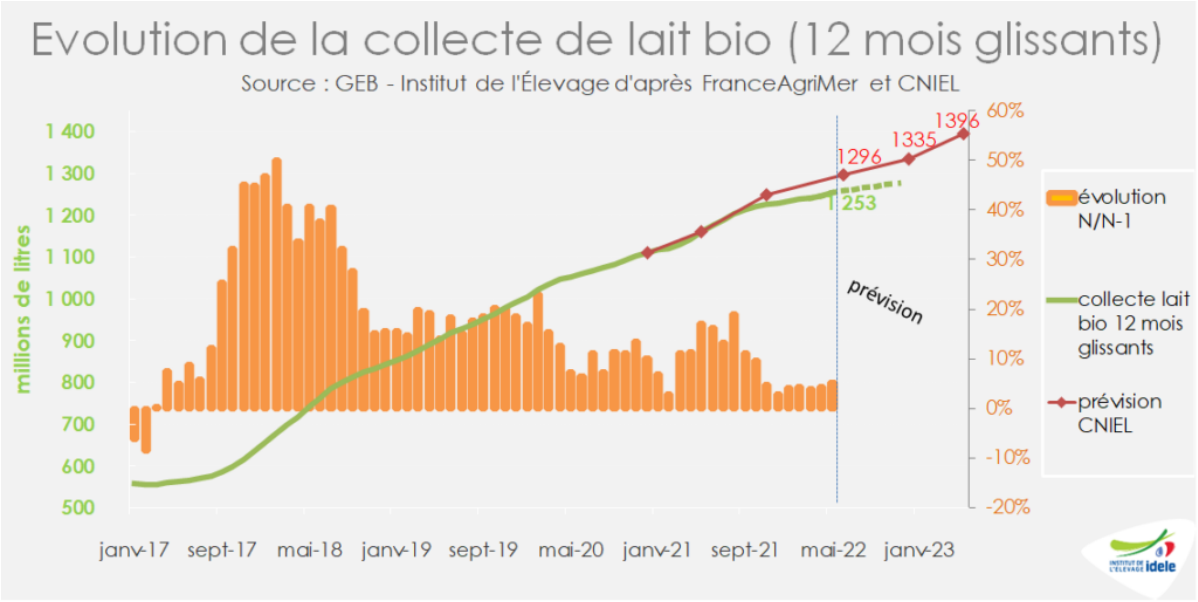


Il n'y a finalement que sur le beurre bio que l'écart entre prix bio et conventionnel converge. Celui-ci est passé sous la barre des 15%.



La collecte progresse moins vite qu'attendu

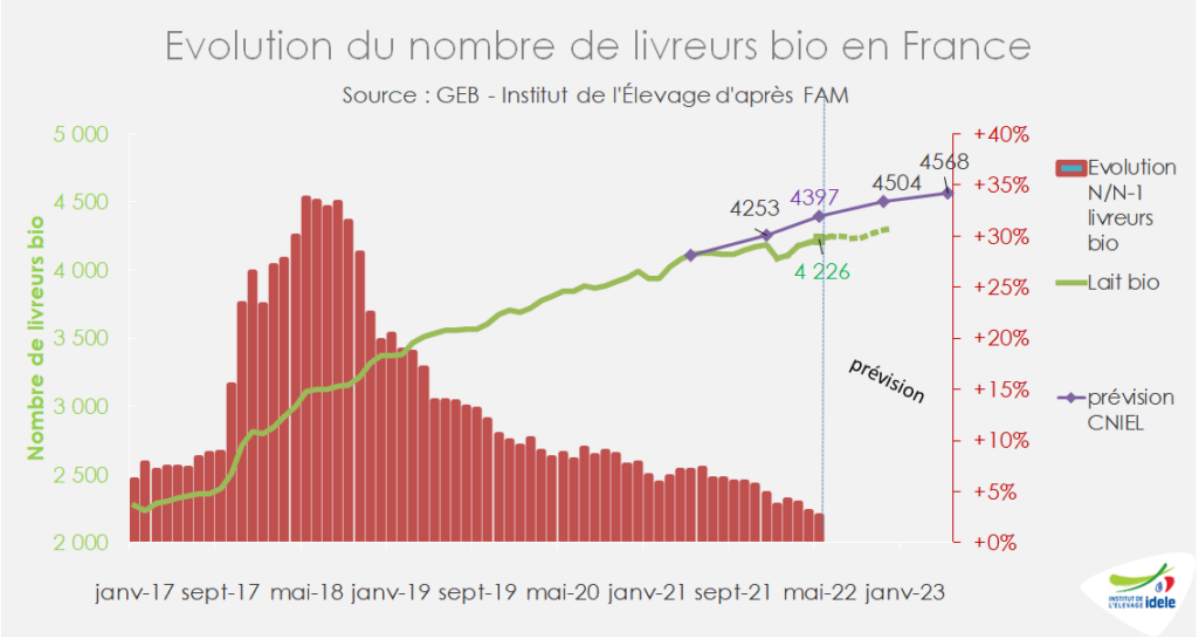
En mai 2021, l'enquête de conversion du CNIEL anticipait une hausse du potentiel de production de +8% pour 2022 (soit +110 Ml /2021), soit un volume total de 1,34 Mrd de litres. La plupart des opérateurs n'ont en effet arrêté les conversions qu'aux prémices de la crise, en mai 2021. En conséquence, l'enquête prévoyait une croissance sensible de la collecte jusqu'à mai 2023. Cependant, depuis fin 2021, la courbe de collecte réelle dévie de la prévision (+4% au lieu des +8% attendus). En mai, la croissance annuelle de la collecte est toutefois remontée de +5% /2021, et le lait bio a passé pour la première fois la barre des 6% du volume total collecté.



Plusieurs facteurs peuvent expliquer ce ralentissement de la croissance de l'offre. Premièrement, la dégradation de la marge laitière des exploitations bio, liées à une légère baisse de prix (-5 € sur un an, soit -1%) combinée à la très forte hausse des charges (qui affecte toutefois moins les exploitations bio, souvent plus autonomes, et qui n'utilisent pas d'engrais azotés de synthèse).

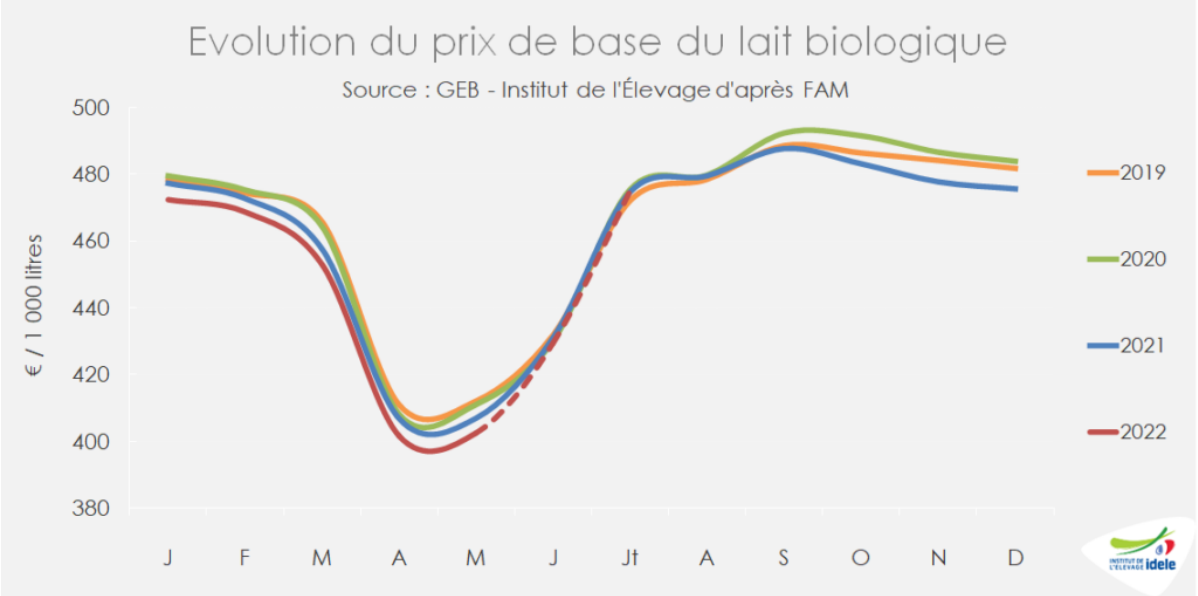
Ensuite, certains opérateurs ont mis en place des dispositifs de régulation à partir du début de l'année.

Enfin, comme pour les prévisions de collecte, la croissance du nombre de livreurs est moindre que celle anticipée par le CNIEL (dans son étude de mai 2021 avec une estimation à nombre de cessations constantes). Si le nombre de livreurs bio reste croissant, le taux est tombé à +3% /2021 en mai (la plus faible hausse annuelle depuis 5 ans), à 4 226 livreurs, loin des 4 400 producteurs anticipés.

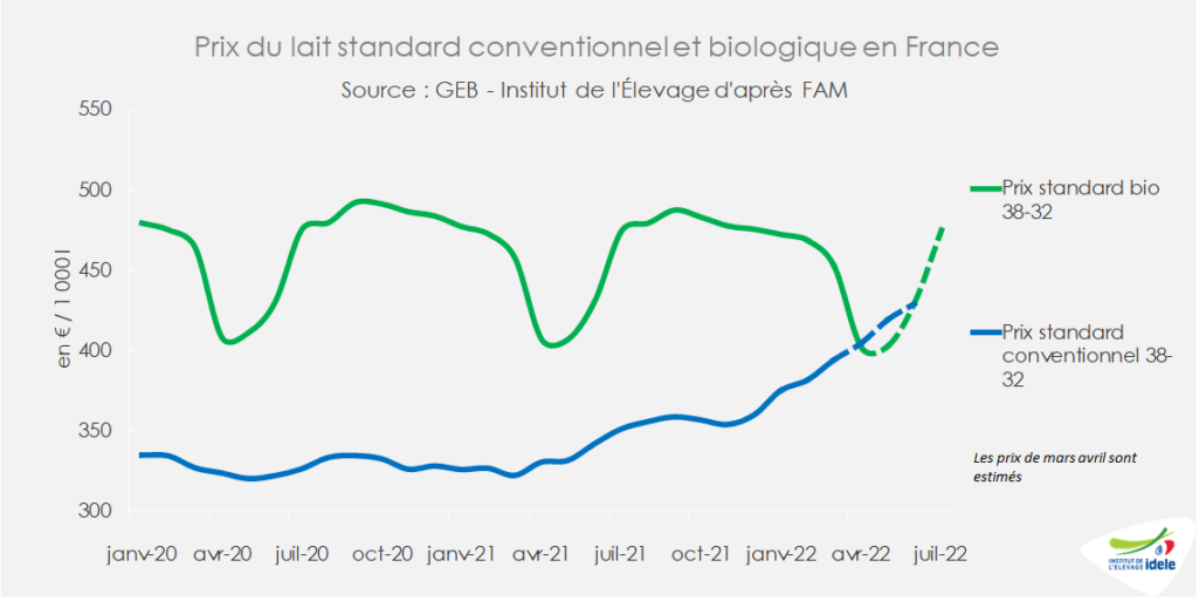


Le prix du lait bio devrait revenir à son niveau de 2021 dès juillet

En avril et mai, le prix du lait bio standard était descendu sous la barre des 400 €/1 000 l pour la première fois depuis 2016, en raison de sa forte saisonnalité, et d'une légère baisse sur un an (-6 €/ 2021, soit -1%).

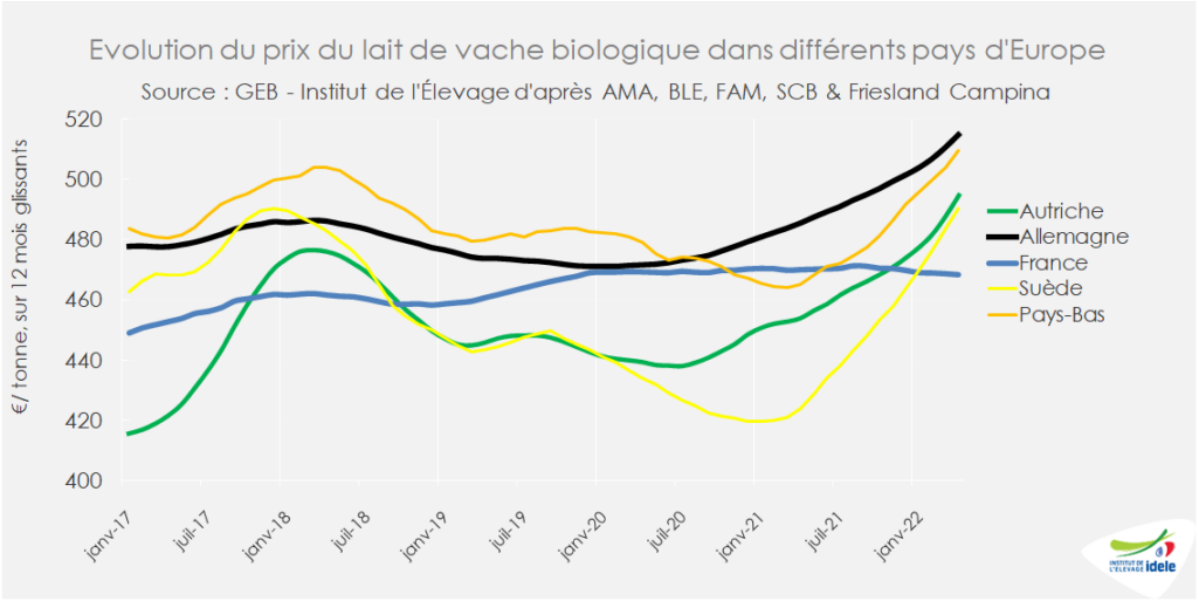


Après être passé temporairement sous le prix du lait conventionnel, il est repassé au-dessus dès juin et devrait rejoindre son niveau de 2021 (et des années précédentes) dès le mois de juillet. Plusieurs opérateurs ont en effet annoncé une légère revalorisation du prix du lait bio, dans un contexte de flambée des charges.

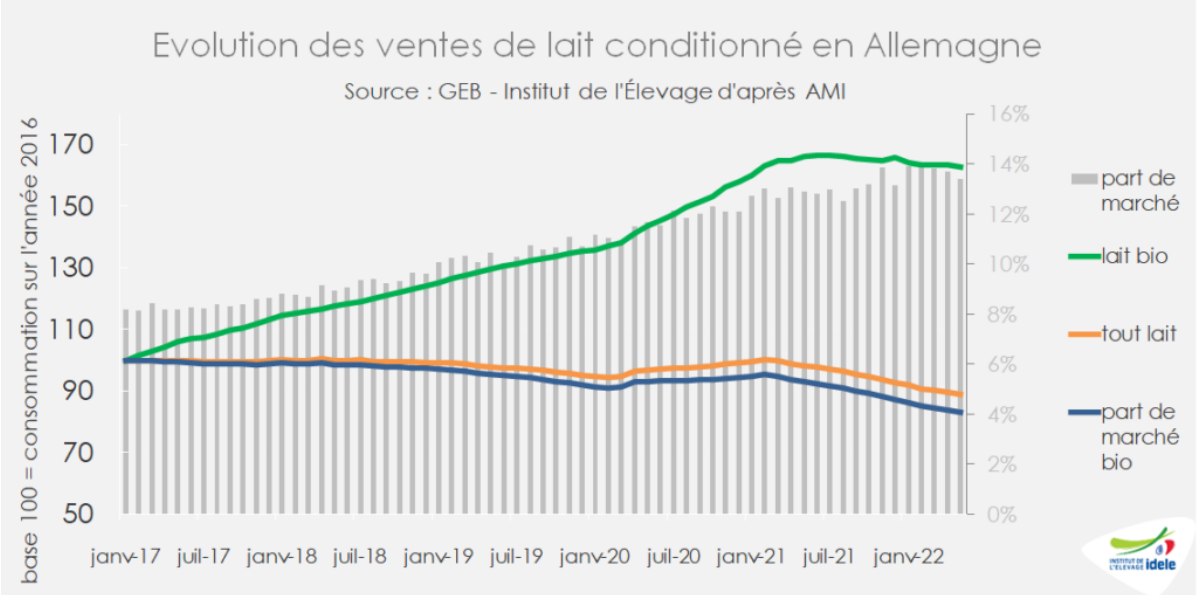


La hausse des prix du lait bio se poursuit en Europe

Dans les autres pays européens, le prix du lait bio continue de progresser fortement, dans le sillage des cours des produits laitiers dans leur ensemble. En avril 2022, le prix du lait bio s'établissait à 540 €/t en Autriche (+18% /2021), 542 €/t en Allemagne (+10% /2021), 533 €/t en Suède (+18% /2021), et 550 €/t aux Pays-Bas (+14% /2021).



En **Allemagne**, la consommation de lait conditionné bio marque quelques signes de faiblesses depuis mars 2022, et l'accélération de l'inflation. Jusque-là, le bio continuait de gagner des parts de marché dans une gamme en plus fort déclin qu'en France, malgré une stagnation depuis mi-2021. Les ventes se maintiennent toutefois nettement au-dessus de leur niveau d'avant crise sanitaire.



L’offre mondiale se redresse légèrement

Dernière révision le 19 juillet 2022

Les abattages sont toujours en recul en France tandis qu’ils ont progressé en Espagne et en Nouvelle-Zélande et restent dynamiques en Irlande ainsi qu’au Royaume-Uni. Le retour de l’inflation semble peser sur les achats des ménages, même pour la consommation festive de l’Aïd el-Kébir.

Viande ovine » France »

Le cours français toujours historiquement élevé

Dernière révision le 19 juillet 2022

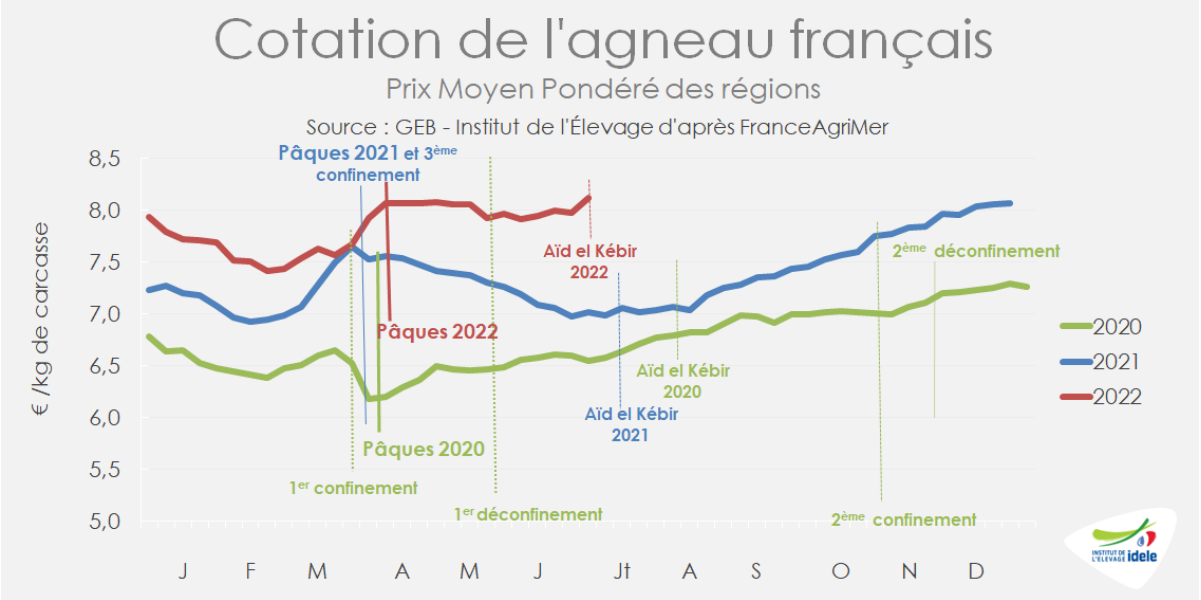
Le cours de l’agneau français a atteint un nouveau record pour l’Aïd el-Kébir, après avoir évolué en dents de scie plusieurs semaines au lieu d’entamer une franche et traditionnelle baisse saisonnière. Comme pour Pâques, dans un contexte actuel assez incertain, les commandes ont été particulièrement tardives pour cette fête musulmane.

Une cotation record pour l’Aïd

Après s’être maintenue durant six semaines consécutives au-dessus des 8,0 €/kg suivant Pâques, la **cotation** de l’agneau lourd entrée abattoir évolue depuis en dents de scie. Un frémissement du marché a eu lieu en semaine 25, mais c’est deux semaines plus tard, lors de l’Aïd el-Kébi, que la cotation a atteint un niveau record : à 8,12 €/kg, elle surpassait ainsi de +1,06 €/kg son niveau de l’Aïd 2021.

Comme à Pâques, les commandes ont été très tardives : la majorité a été passée durant les derniers jours avant le début des festivités religieuses. Les ventes ont été en conséquence modérées. La baisse du pouvoir d’achat, couplée au prix de l’agneau a probablement freiné des acheteurs … Toutefois les commandes auraient été supérieures aux disponibilités au vu de la cotation.

Déjà exceptionnellement élevées, les charges ont continué de progresser en mai où l’IPAMPA ovin viande a atteint 134,4 points (+23,2 points /2021) du fait de la forte hausse des indices énergie et lubrifiants (+56% /2021), engrais et amendements (x 2), mais aussi aliments achetés (+27%).



Léger recul de la production abattue sur 5 mois

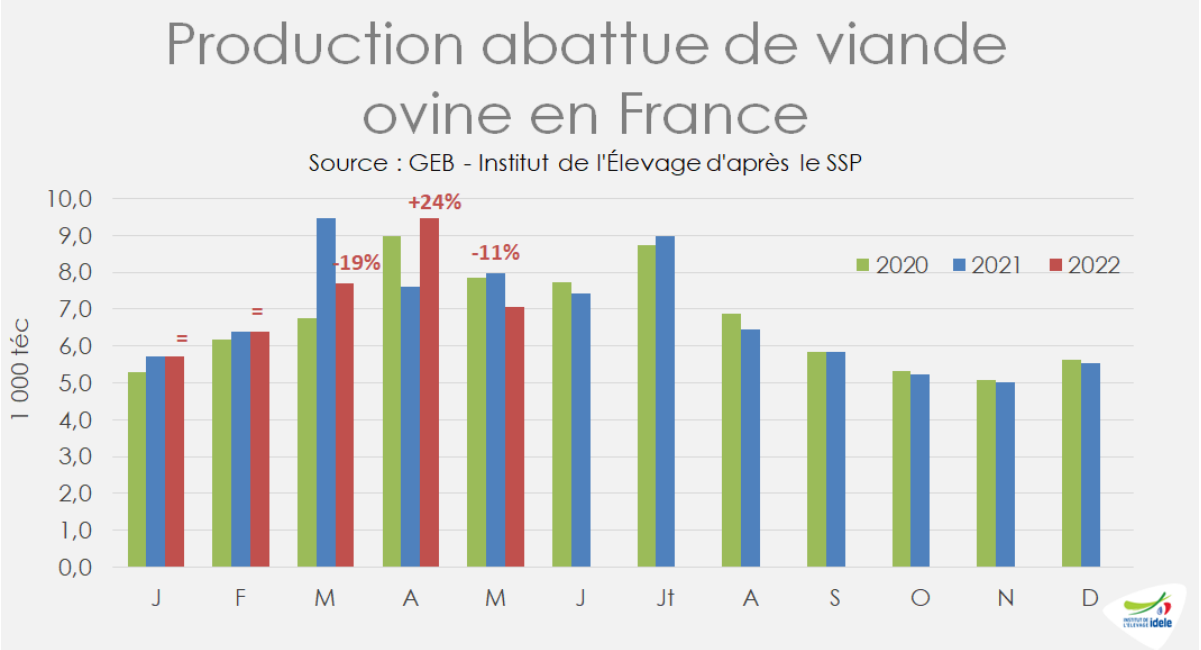
Selon Agreste, les **abattages** de viande ovine ont chuté de -11% d’une année sur l’autre en mai, à 7 000 téc. 310 000 agneaux ont été abattus, en repli de -10% /2021. Les réformes ont quant à elles régressé de -7%, à 51 000 têtes.

De janvier à mai, la production abattue s’est repliée de -2% /2021, à 36 000 téc, du fait d’effectifs d’agneaux comme de réformes abattus en repli.

Selon *Ovinfos*, les abattages seraient demeurés modestes en semaine 26 (fin juin), qui a précédé celle de la fête de l'Aïd el-Kébir. Le contexte actuel très incertain a incité les acheteurs à retarder leurs commandes.

La crainte des éleveurs est de devoir repousser des agneaux déjà lourds (autour de 23 kg pour l'Aïd), face à une demande plus modeste que prévue.

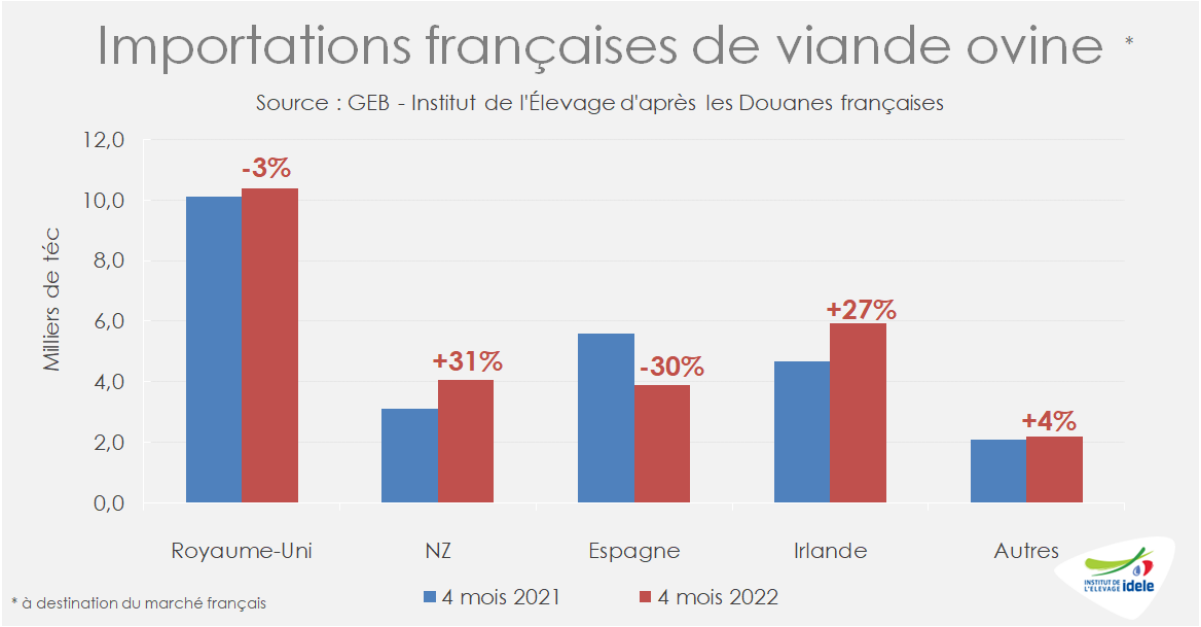
Les sorties françaises sont complétées par des importations d'agneaux vivants qui se maintiennent à de bons niveaux en 2022 (-18% /2021 sur 4 mois, mais comparativement à des effectifs élevés en 2021). Les envois sont stables d'une année sur l'autre, à des niveaux plutôt modestes.



Les importations se redressent mais restent modestes

De janvier à avril, les **importations** françaises de viande ovine étaient en légère hausse d'une année sur l'autre, de +3% à 26 500 téc, mais leur niveau reste relativement faible, en recul de -13% /2019.

Les achats en provenance du Royaume-Uni ont continué de se redresser en avril, si bien que sur 4 mois, le recul n'est plus que de -3% /2021. Ils sont toujours ralentis en provenance d'Espagne (-30% /2021 sur 4 mois), tandis qu'ils continuent de se redresser en provenance de Nouvelle-Zélande (+31% /2021) et d'Irlande (+27%).



Le disponible français se redresse, mais reste modéré

Les abattages français suivent une tendance baissière depuis le début de l'année tandis que les importations, bien qu'en légère reprise d'une année sur l'autre, restent inférieures à leurs niveaux de 2019. Cela affecte d'autant le disponible français, en hausse de +2% /2021 sur quatre mois, mais en repli de -13% / 2019.

Léger regain des disponibilités de viande ovine

Dernière révision le 19 juillet 2022

Au Royaume-Uni, comme en Irlande, en Espagne et en Nouvelle-Zélande, l'offre s'est étoffée au 1er semestre 2022 et a permis une reprise des exportations de viande ovine. Malgré cela, les disponibilités sont demeurées inférieures à la demande et ont en conséquence soutenu les cours déjà élevés des agneaux. Dans le même temps, la hausse des charges a impacté de nombreux producteurs.

Royaume-Uni : L'offre britannique continue de s'étoffer

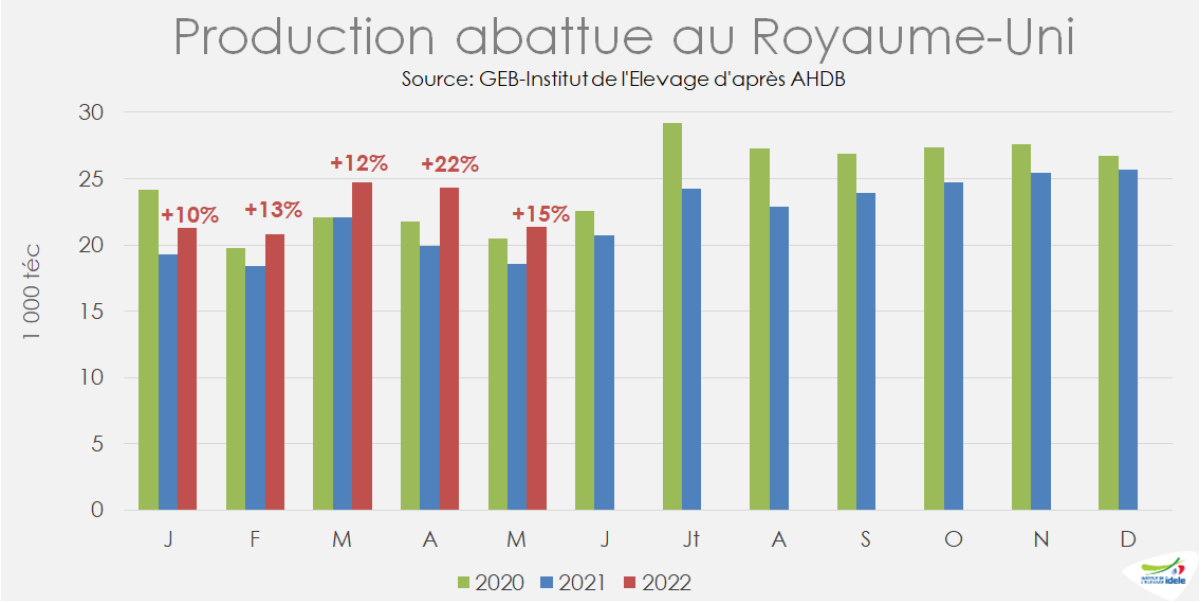
Sur une bonne lancée depuis le début d'année, la **production** de viande ovine britannique a de nouveau bondi en mai 2022, de +15% /2021, à 21 400 t, grâce à la hausse conjointe des abattages d'agneaux (+15% /2021 à 924 000 têtes) et de réformes (+3% à 83 000 têtes), le tout conjugué à une légère hausse du poids moyen des carcasses (+1% /mai 2021).

Face à ce disponible accru, en avril, les **envois** britanniques se sont redressés (+35% /2021, à 7 400 tonnes) et ont progressé vers les principaux clients (France, Allemagne, Belgique, Italie).

Sur 4 mois 2022, les exportations, portées à 26 000 t, ont augmenté de +24% /2021 (+1 900 t).

Les **importations** ont dans le même temps progressé plus fortement, de +36% /2021, à 26 000 téc, venant compléter le disponible. Celles en provenance d'Irlande et d'Australie ont gagné du terrain tandis que les volumes de viande néozélandaise ont de nouveau reculé.

Face à l'accélération saisonnière des abattages d'agneaux, la **cotation** britannique a baissé en semaine 26, de -2% d'une semaine à l'autre, à 7,54 €/kg. Elle a surpassé toutefois de +24% son niveau de 2021 (soit +1,48 €/kg).

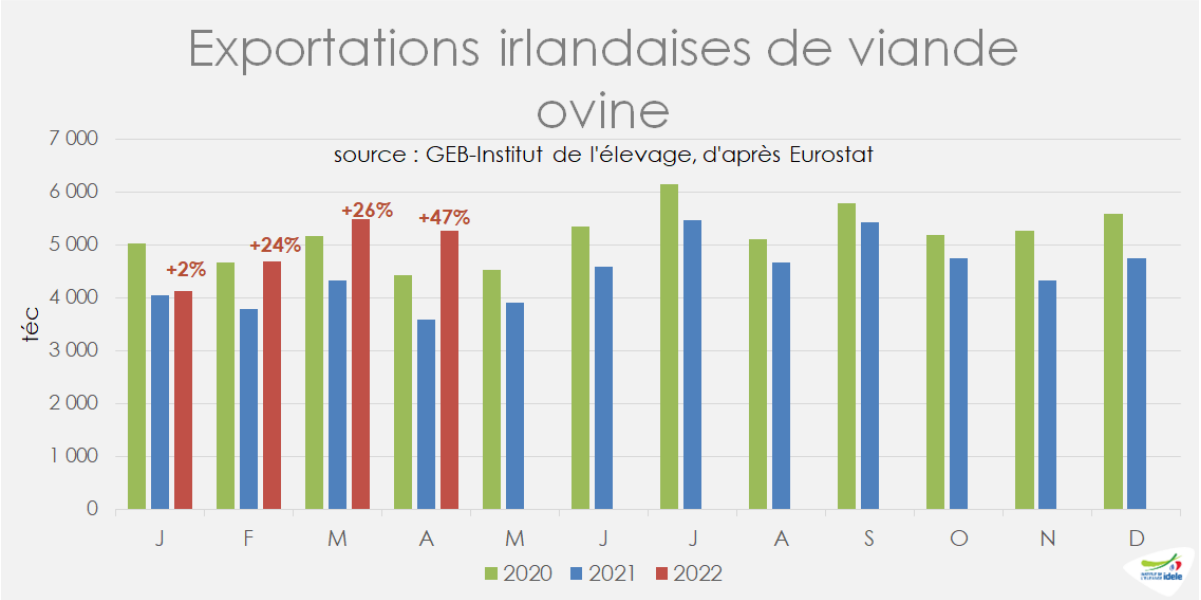


Irlande : le cours de l'agneau de nouvelle saison a entamé une franche baisse saisonnière

Après son pic pour Pâques, la **cotation** irlandaise des agneaux de la nouvelle saison a stagné à un niveau élevé puis a tardivement amorcé sa traditionnelle baisse. En semaine 26, à 7,50 €/kg, elle surpassait son niveau de 2021 de + 1,15 €/kg et celui de 2020 de +1,98 €/kg.

De janvier à juin, les **abattages** d'ovins irlandais ont été abondants, en hausse de +12% /2021. Ceux des agneaux ont progressé de +13% à 1,2 million de têtes tandis que les réformes étaient à l'inverse en recul de -3% leur niveau de 2021, à 82 000 têtes.

Sur 4 mois 2022, les **exportations** irlandaises de viande ovine ont ainsi gagné +24% /2021, à 20 000 téc, dont +43% vers le Royaume-Uni et +28% vers la France.

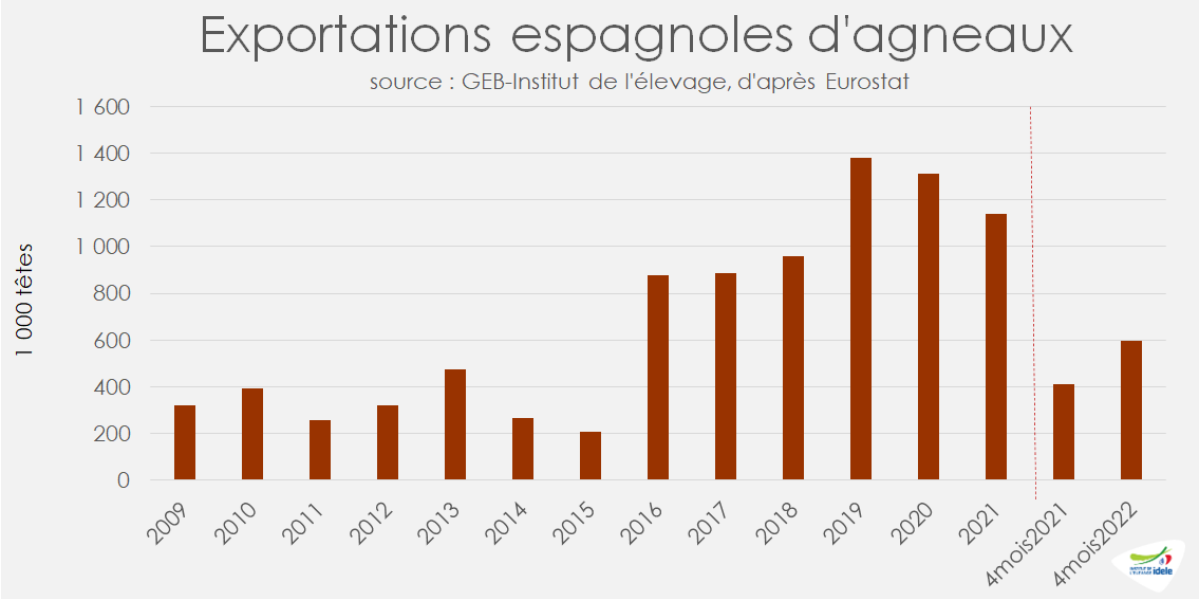


Espagne : la cotation reste élevée, soutenue par des exports dynamiques

A 6,78 €/kg en semaine 26, la **cotation** de l'agneau lourd espagnol se maintenait nettement au-dessus du niveau des années précédentes : +0,45 € /2021 et +1,61 € /2020. La traditionnelle diminution des abattages estivaux et la réactivation de la demande en HORECA ainsi qu'à l'export, à l'approche de l'Aïd, expliquent la fermeté des cours.

La **production** de viande ovine a légèrement progressé sur 4 mois, de +2% /2021, à 39 000 téc. Les effectifs d'agneaux abattus ont régressé de -4% en têtes et de -5% en tonnes (baisse des poids de carcasse), tandis que les réformes ont gagné +33% en têtes contre +37% en poids (alourdissement des carcasses).

Les **exportations** de viande ovine ont conjointement reculé de -11% /2021, à 17 000 téc, malgré un redressement en avril (+27%). A contrario, les envois d'ovins vifs ont augmenté de +57% sur la même période, à 683 000 têtes, via une demande particulièrement dynamique sur le marché jordanien.

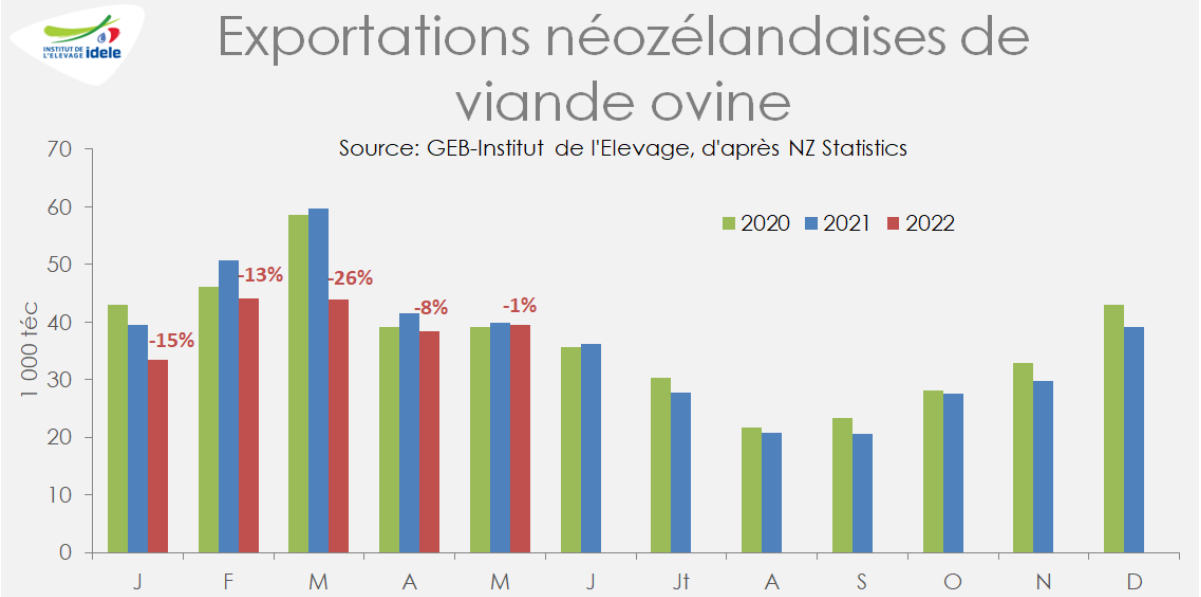


Nouvelle-Zélande : des envois quasiment stables en mai

La **production** de viande ovine en Nouvelle-Zélande a progressé en mai, de +25% d'une année sur l'autre, à 41 000 téc, grâce à une hausse des effectifs d'agneaux abattus, de +22% /2021 à 1,8 million de têtes, et des réformes, de +29% à 277 000 têtes.

Le recul des **exportations** de viande ovine s'est alors tassé, celles-ci totalisant 40 000 téc en mai, soit -1% /2021.

Sur 5 mois, les volumes exportés ont alors baissé de -14% d'une année sur l'autre, avec un repli vers la Chine (-33%), tandis que ceux vers le Royaume-Uni ont doucement repris (+5% /2021), vers l'UE-27 se sont redressés (+14%) et ceux vers les Etats-Unis sont restés dynamiques (+11%).


Exportations néozélandaises de viande ovine
Source: GEB-Institut de l'Elevage, d'après NZ Statistics
2020
2021
2022
1 000 téc
70
60
50
40
30
20
10
0
-15%
-13%
-26%
-8%
-1%
J
F
M
A
M
J
Jt
A
S
O
N
D

Collecte printanière affectée

Dernière révision le 19 juillet 2022

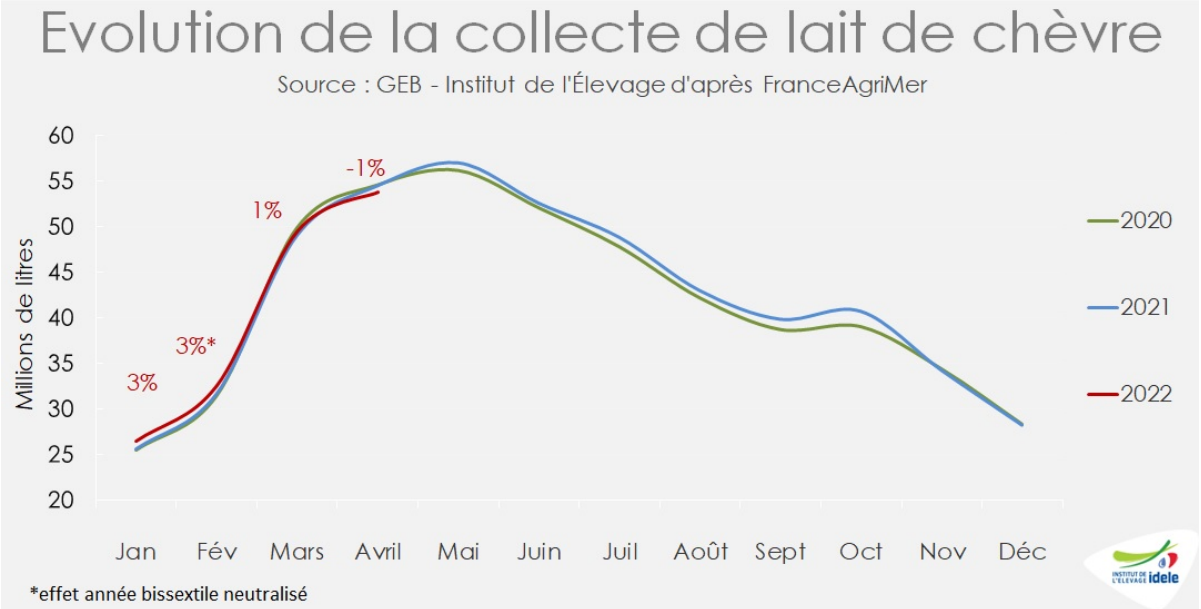
Après un 1er trimestre en hausse, la collecte française de lait de chèvre a reculé en avril, une évolution compensée par la hausse des importations des produits de report caprin, qui ont boosté l'approvisionnement du marché. D'un autre côté, la structure des fabrications des produits caprins a évolué, avec le repli des bûchettes et la perte de vitesse des fromages à découper.

Collecte printanière entravée

Dernière révision le 19 juillet 2022

Après un 1er trimestre en hausse, la collecte française de lait de chèvre a reculé en avril, une évolution compensée par la hausse des importations des produits de report caprin, qui ont boosté l'approvisionnement du marché. D'un autre côté, la structure des fabrications des produits caprins a évolué, avec le repli des bûchettes et la perte de vitesse des fromages à découper.

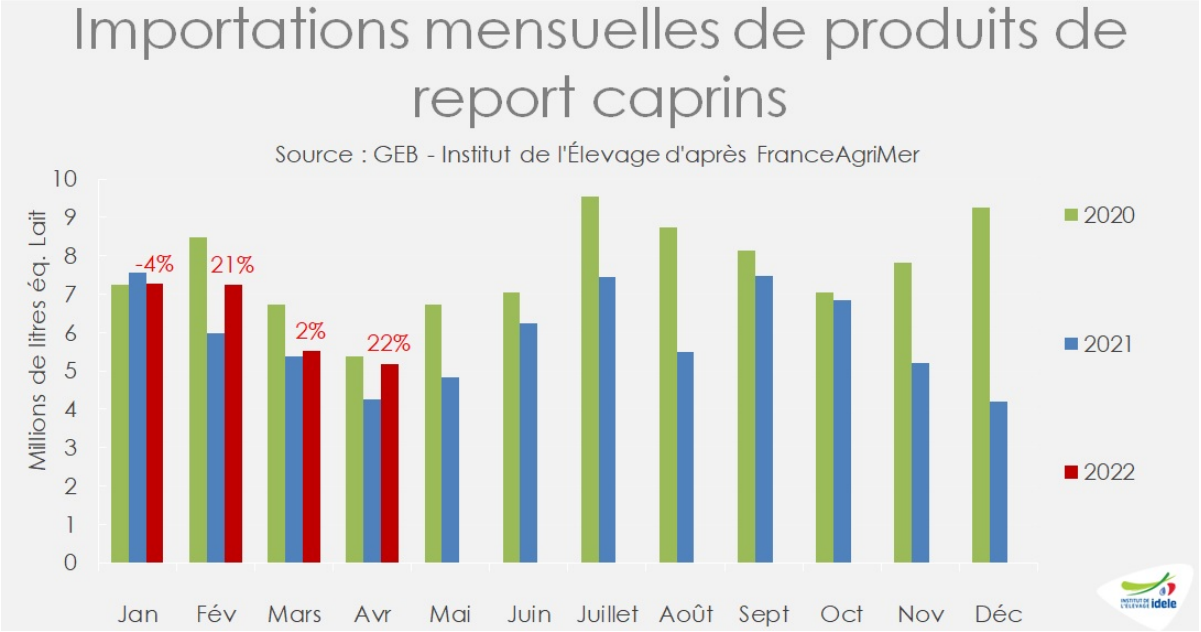
Repli de la collecte en plein pic de production



Déjà ralentie au mois de mars (avec une hausse de +1% d'une année sur l'autre), la croissance de la collecte française de lait de chèvre a été stoppée au mois d'avril. Ainsi, avec 53,7 millions de litres, elle a reculé de -1% /2021 en plein pic de production. En effet, la fin des stocks des fourrages de bonne qualité conjuguée à une météo printanière chaude et sèche a pénalisé la productivité des chèvres.

Cette tendance s'est prolongée au printemps, renforcée par des conditions climatiques printanières défavorables à la repousse de l'herbe et l'envolée du prix des charges. En effet, à l'indice 139,7 en avril, l'IPAMPA lait de chèvre-aliments achetés a grimpé de +25% en un an (et de +10% depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie), ce qui laisse présager des ajustements productifs.

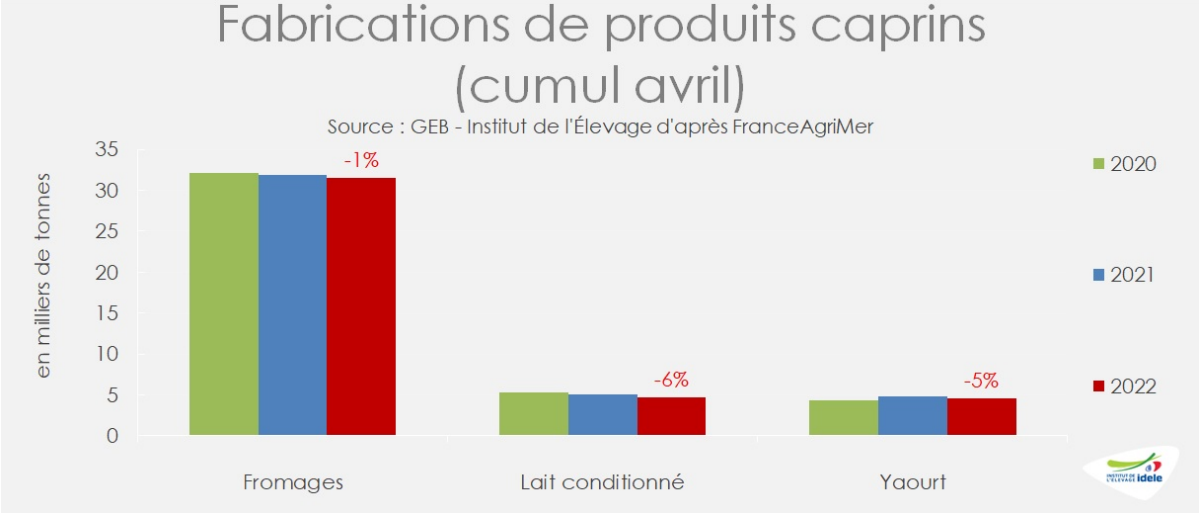
Plus des produits de report caprins importés



Contraints par une collecte nationale ralentie, les transformateurs ont importé davantage de caillé en ce début d'année, afin de maintenir les fabrications fromagères. Avec 5,2 millions de litres en avril, les importations de produits de report caprins ont bondi de +22% par rapport au très bas niveau de 2021. Ainsi, exception du mois de janvier, (lorsqu'elles ont reculé de -4%), les importations ont progressé de façon continue tout au long de l'année, à 25 millions de litres importés au 1er quadrimestre (soit +9% en un an).

Avec 187,3 millions de litres absorbés par l'industrie en 4 mois, l'approvisionnement du marché a progressé de +2% d'une année sur l'autre.

Les fabrications de produits caprins à la baisse

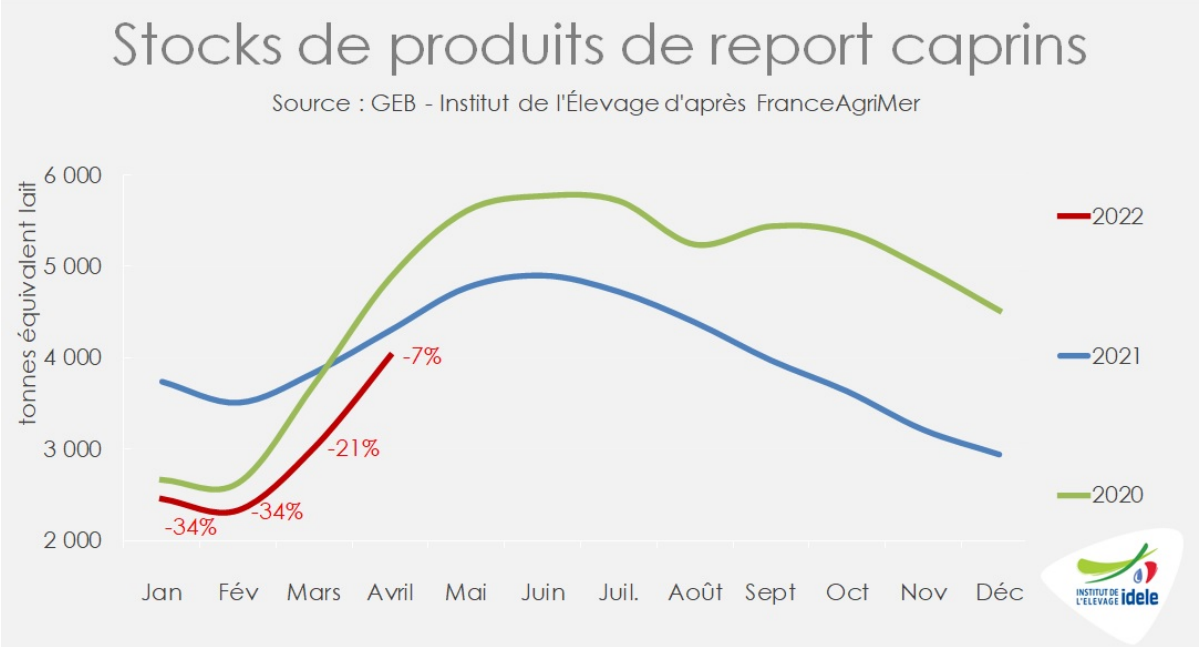


En prévision d'une collecte qui s'annonce morose, les transformateurs ont privilégié la reconstitution des stocks de report, au détriment des transformations des produits caprins. Ainsi, malgré la progression de l'approvisionnement, les fabrications de fromages ont baissé de -1% au 1er quadrimestre, à 31 500 t.

Les fabrications de bûchettes ont poursuivi leur baisse en avril, et s'établissent à 15 300 t cumulées au 1er quadrimestre, soit -5% d'une année sur l'autre. Simultanément, les fabrications d'autres fromages à la pièce ont augmenté de +1% en un an, à 5 860 t, boostées par la bonne dynamique des crottins à la pièce. D'un autre côté, après avoir enregistré des taux de croissance à deux chiffres au 1er trimestre, la hausse des fabrications des fromages à découper a été stoppée (-1% /2021 en avril). Leur cumul d'une année sur l'autre reste en nette augmentation (+28% /2021), mais l'effet de l'inflation sur le pouvoir d'achat devrait impacter négativement et de façon durable la demande (et donc les fabrications) des fromages à plus haute valeur ajoutée. Enfin, les fabrications de fromages frais se sont aussi repliées de -3% /2021, à 6 450 t en 4 mois.

Les fabrications de yaourts ont baissé de près de -5% en un an, à près de 4 600 t, tandis que les fabrications de laits conditionnés ont mobilisé moins de ressource que l'année dernière, avec 4,6 millions de litres embouteillés (-6% /2021).

Vers une reconstitution des stocks ?



Les industriels français ont cherché à reconstituer partiellement leurs stocks de produits de report caprins, face à des fabrications en berne au 1er quadrimestre. A 4 000 t fin avril, ils se situaient -7% sous leur niveau de 2021 (contre -34% en début d'année).

Marchés des grains : Dynamique globale à la baisse

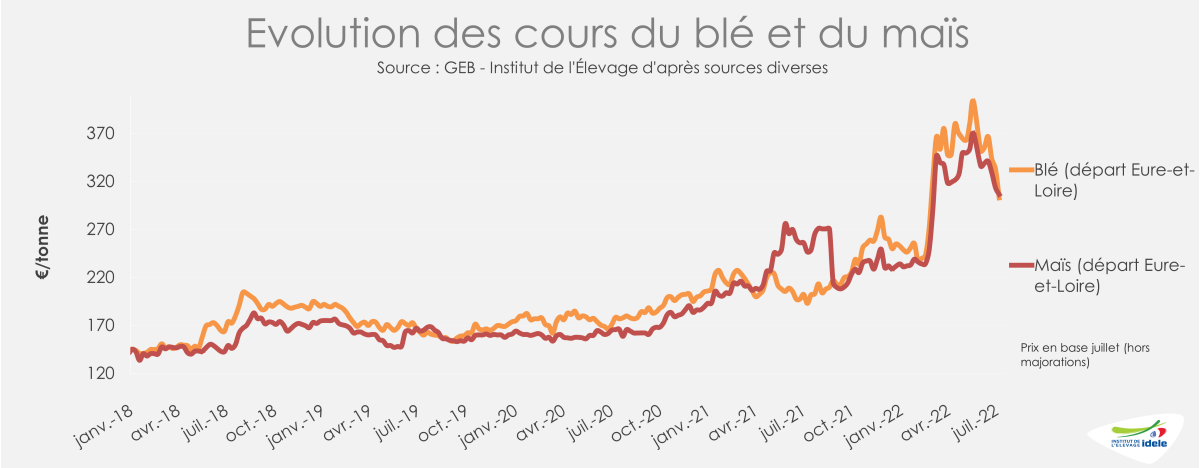
Dernière révision le 19 juillet 2022

Les marchés des céréales se détendent dans l'attente des récoltes. Ceux des huiles et des tourteaux sont désormais sous la menace d'une récession économique mondiale qui pèse sur les cours. Les annonces de Kiev et de Moscou et les conditions climatiques exceptionnelles (sécheresse et canicule) sont les facteurs principaux de l'évolution des cours.

Céréales : Les récoltes sont en cours

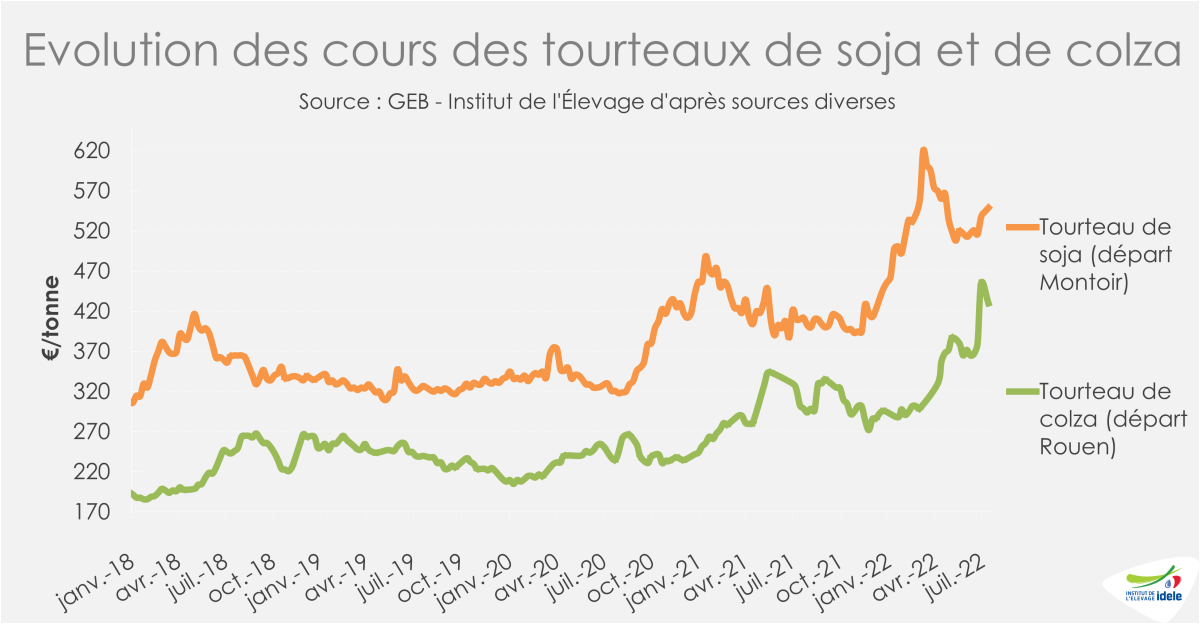
En France, les premières récoltes de blé ont débuté. Les rendements sont hétérogènes mais, les travaux avancent rapidement en raison des bonnes conditions météorologiques : mi-juillet, la moitié des surfaces de blé tendre était récoltée contre 4% en 2021. Avec une baisse des surfaces et des rendements, la future production française se situerait dans la moyenne quinquennale (33 Mt). En Russie, la récolte de blé s'annonce record, estimée à 89 Mt contre 76 Mt à l'issue de la campagne précédente. L'accessibilité des terres froides au sud de la Sibérie, due au réchauffement climatique, a permis la culture de blé de printemps et laisse des perspectives d'augmentation de la production russe dans les années à venir. Pour autant, le blé russe reste encore sous sanctions internationales, les difficultés logistiques et le calcul des taxes à l'export (passage du dollar au rouble) vont rendre plus difficile son arrivée sur les marchés mondiaux.

Les prix du maïs sont baissiers sur les deux derniers mois, poussés par la pression de récolte. En Argentine et au Brésil, la récolte se poursuit. La production mondiale serait en légère hausse pour la campagne 2022-23, à 1 183 Mt contre 1 139 Mt en moyenne quinquennale. Aux Etats-Unis, la floraison du maïs est en léger retard et les vagues de chaleurs annoncées sur le *Corn Belt* inquiètent les opérateurs. Il en est de même pour la canicule en France qui survient au stade critique pour le rendement du maïs. Pour autant les conditions de cultures restent « bonnes à très bonnes » dans 84% des cas contre 89% à la même époque l'année dernière. Du côté de la mer Noire, les perspectives d'un accord entre la Russie et l'Ukraine pourrait permettre une reprise de l'activité d'export et rendre disponible le maïs ukrainien. Le déficit hydrique touche aussi ces zones de production et des précipitations seront nécessaires pendant la floraison du maïs pour assurer des rendements satisfaisants.



Tourteaux : La récession mondiale inquiète

Ces deux derniers mois le prix du tourteau de soja est à la baisse tout comme celui de la graine. Les craintes de récession mondiale pèsent sur le marché des huiles (recul de la demande en carburant et baisse de la consommation) et par ricochet impactent à la baisse les marchés des tourteaux oléagineux. La forte baisse de l'euro face au dollar pénalise les importations européennes de graines et de tourteaux américains de soja, désormais plus chères. Au Brésil, malgré des intrants chers, les surfaces cultivées en 2022 devraient augmenter de +3% /2021. Du côté des échanges les récents confinements en Chine ont entrainé des perturbations et une baisse des importations. Les exportations des principaux pays exportateurs en mai ont chuté de 4 Mt /2021.
La trituration est à l'arrêt en Ukraine, mais les graines de tournesol sont exportées d'Ukraine via la Bulgarie et la Moldavie, notamment en France pour y être triturées. Les prix des tourteaux de colza et de tournesol sont orientés à la baisse avec des échanges ralentis par le prix élevé de la graine. Les disponibilités en mer Noire pourraient redynamiser les échanges si un accord était trouvé pour permettre leurs exportations par la mer Noire.
Les premières coupes d'herbe ont débuté, les fortes chaleurs et le déficit hydrique compromettent les futures fauches et la qualité des fourrages. Dans un contexte d'aliments composés chers, les prix des fourrages (paille et foin de Crau) sont suivis de près, mais la demande acheteur est encore ralentie.


Evolution des cours des tourteaux de soja et de colza
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après sources diverses
€/tonne
620
570
520
470
420
370
320
270
220
170
janv.-18
avr.-18
juil.-18
oct.-18
janv.-19
avr.-19
juil.-19
oct.-19
janv.-20
avr.-20
juil.-20
oct.-20
janv.-21
avr.-21
juil.-21
oct.-21
janv.-22
avr.-22
juil.-22
Tourteau de soja (départ Montoir)
Tourteau de colza (départ Rouen)